14e ANNEE. — N°s 32-33 JUILLET 1933

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le Numéro-double : 3 fr.

SOMMAIRE :

Un nouveau Parti (*B. Souvarine*). — La question du Parti (*Primus*). — A propos d'un journal (*B. Souvarine*). — Pas de « bordiguisme ». — Le Cercle Communiste Démocratique; Origine, Principes, Organisation.— Notre position.— Lettres sans réponses (*B. Souvarine. Le Cercle Communiste Démocratique*). — L'affaire Riazanov. — L'Unité Syndicale; Trois documents. — Nos morts: Henri Suchet, Fernand Loriot, René Reynaud. — Chacun à sa place. — Entre nous. — Clara Zetkin.

UN NOUVEAU PARTI

Une idée fraie son chemin dans les milieux révolutionnaires, celle d'un nouveau parti. Longtemps, nous avons été seuls ici à l'envisager. Notre conception a paru abstraite aux empiriques, toujours disposés à prévoir un fait... après coup. Les années ont passé. La déchéance irrémédiable des partis communistes, déjà évidente pour nous lors de la « bolchévisation », apparaît de moins en moins douteuse aux plus optimistes capables de quelque réflexion. Et comme il n'existe aucun moyen de rajeunir la pensée ni l'action des vieux partis socialistes dégénérés, la question se pose et s'impose d'un parti nouveau.

Le principal grief de Trotsky contre nous, depuis les divergences de 1926 qui ont abouti à la rupture définitive de 1929, est exprimé dans une de ses lettres où il nous impute — en tout arbitraire — de traiter « comme un cadavre » le parti auquel nous avons presque tous appartenu. A l'appui de son assertion, Trotsky est bien incapable de citer la moindre référence. Et pour cause : nous avons toujours dit et écrit le contraire, la collection du *Bulletin* l'atteste. Mais il est vrai que depuis 1924, nous dénions à ce parti tout caractère communiste et révolutionnaire. Dans ce sens défini et limité, le Parti est mort pour nous, non en tant que parti (destiné à durer avec l'Etat soviétique dans une certaine phase de l'existence de cet Etat, comme nous l'avons maintes fois expliqué) mais en tant que porteur de la tradition révolutionnaire et interprète du mouvement communiste. La difficulté essentielle de notre position tient précisément au fait qu'il nous faut militer pour le communisme authentique, non seulement contre toutes les forces politiques bourgeoises ou socialistes, mais contre un parti qui usurpe la qualité de communiste grâce aux moyens de tout ordre que lui confère la vitalité de l'Etat soviétique. Si ce parti était un cadavre, nous n'aurions plus à le mettre en terre.

Mais comment Trotsky lui-même considère-t-il ce parti? Au tome II de ses mémoires (p. 257 de l'éd. russe), il écrit en termes textuels dans un passage relatif à l'année 1924 : « *Le Parti cessa d'être un parti* ». Devant le Comité central, le 1er août 1927, il déclare en toutes lettres: « *Le Parti, vous l'avez étranglé* » (p. 179 de l'éd. russe de *L'école stalinienne de falsification*). Enfin, tout récemment, dans un article intitulé *Problèmes du régime soviétique*, on a pu lire les lignes suivantes: « *Le Parti n'existe pas.* » (p. 3 du n° 34 du *Bulletin de l'Opposition*, mai 1933).

Ainsi, le Parti a cessé d'être un parti communiste dès 1924 (exactement notre opinion), le Parti a été étranglé avant 1927 (c'était aussi notre avis), le Parti n'existe pas en 1933 (nous l'avons dit et répété), mais celui qui s'est permis de penser ainsi sans attendre Trotsky et de le dire sans faire partie de son clan est un déserteur (*sic*), passé « de l'autre côté de la barricade » (*resic*). On ne sait vraiment ce dont il faut s'étonner le plus, du manque de mémoire ou de la faculté de se contredire, chez Trotsky. Toujours est-il que la preuve est faite, textes à l'appui : notre point de vue est confirmé même par Trotsky, bien qu'il ait le front de nous le reprocher, tout en le déformant.

Trotsky (et d'autres avec lui, de divers côtés) conteste qu'on puisse « servir la cause du prolétariat en dehors du Parti ». De la part d'un homme dont la vie a été consacré au prolétariat mais le plus longtemps en dehors du Parti, la négation est audacieuse. L'exemple illustre pourtant au mieux notre conception : entre 1903 et 1917, Trotsky n'était pas

du parti bolchévik, et il a cessé d'en être depuis 1923. Nous disons bien, depuis 1923, depuis *Cours nouveau* (à la rigueur, mettons 1924) car peu importe la date formelle de l'exclusion. Cela signifie-t-il que Trotsky n'ait pu servir en communiste la cause du prolétariat, pendant tout le temps qu'il a passé hors du Parti? Le cas est devenu collectif et d'aspect multiple, ce qui embrouille le problème mais laisse intact le principe. Le loisir et la place nous manquent pour une étude historique du sujet. Qu'il suffise d'indiquer que Marx et Engels aussi ont servi la cause du prolétariat sans appartenir toujours au Parti communiste ou à l'une des organisations révolutionnaires qui en tenaient lieu à l'époque.

Nous avons en vain essayé de retenir l'attention de Trotsky sur la distinction à observer entre le mot et la chose, tant à propos du Parti que sur d'autres thèmes. Après cela, le contradicteur répond que notre analyse « part des mots et non des notions ». Il est facile à chacun de se convaincre du contraire et de retourner la critique. Depuis le début de la crise mortelle du communisme contemporain, nous avons toujours dit que cette crise élimine diversement de l'enveloppe du Parti ceux qui font la pensée, la politique, l'action réellement communistes, et y conserve ou renouvelle une masse inconsciente, appelée à se différencier dans plusieurs sens au cours d'une autre phase de révolution ou de contre-révolution. Il ne peut donc être question de « cadavre » dans une telle conception. En gros, le Parti est hors du Parti, sauf en Russie où le phénomène se complique d'une identification du Parti à l'Etat, et où les mobiles économiques directs l'emportent sur l'idéologie.

Le Parti vit dans la conscience des hommes qui l'incarnent; ses contours ne sont pas comparables à des murs mitoyens entre catégories sociales; si les individus qui lui donnent une physionomie de classe consciente de ses intérêts historiques en sont exclus, de gré ou de force, le vrai parti disséminé dans la masse, impuissant pour un temps à l'influencer de façon décisive, se cherche, se regroupe en petits ou grands noyaux, tend à se reconstituer d'abord en fraction, puis enfin en parti distinct, héritier des traditions saines et des expériences valables du précédent. Le Parti de l'avenir sera donc un confluent de divers processus dont certains s'accomplissent dans les partis du présent et du passé mais dont les principaux leur sont extérieurs, pour des raisons assez connues sur lesquelles il n'est pas besoin d'insister. Le *Cercle Communiste Démocratique,* dont nous voudrions ici traduire l'opinion moyenne, n'a jamais eu d'autre visée que devenir un des éléments du parti futur.

Le premier stade de la tentative devait nécessairement comporter l'étude approfondie des causes de notre déconfiture, la révision des idées toutes faites, formules et axiomes qui font obstacle au travail original de la pensée et l'empêche de s'élever au niveau des problèmes neufs à résoudre. Car selon l'expression si intelligente de Fustel, pour un jour de synthèse, il faut des années d'analyse. Même dans la période analytique vécue depuis bientôt dix ans, nous n'avons pas renoncé à l'action et à la lutte. Mais il fallait prendre la mesure de nos forces et nous garder de toute illusion décevante. C'est pourquoi, dès l'origine de notre embryon, nous avons prévu une dizaine d'années de marasme, le temps approximatif de voir monter une nouvelle génération. On peut dire que cette hypothèse a été une de nos caractéristiques principales, une de celles qui nous ont distingués de toutes les autres tendances plus ou moins communistes non-conformistes. Remettre en question les vieilles notions caduques, faire son examen de conscience sous tous les rapports, repenser la doctrine héritée des générations précédentes, tenir ferme et sans jactance sur la position répondant à nos convictions éprouvées, aller aux jeunes, — voilà ce que nous avons préconisé et tenté, contre l'hostilité unanime de tous les groupements qui se disputent l'influence sur les hors-partis.

Trotsky a vu dans cette attitude un signe supplémentaire de « désertion ». Il raconte dans sa lettre déjà citée qu'on entendait en Russie, pendant la contre-révolution et au commencement de la guerre, une « philosophie » ainsi formulée : « Il faut se taire et attendre ». Se taire? Il n'en a jamais été question. Et d'ailleurs, Trotsky s'empresse d'ajouter : « Je suis sûr que demain, vous ne vous tairez pas ». Pas plus demain qu'aujourd'hui ni qu'hier, dans la mesure de nos moyens d'expression et où notre devoir nous dicte de parler. Il a bien fallu que quelqu'un refuse de se taire, après la mort de Lénine, quand « l'appareil » a entrepris de se débarrasser de Trotsky et d'instaurer la dictature du secrétariat. Les mêmes causes produiront les mêmes effets, tant qu'il y aura des hommes pour ne pas s'incliner devant le mensonge triomphant. Bref, de la « philosophie » en question, il ne reste que le second terme : « Attendre », — encore que personne n'ait suggéré d'attendre sans rien faire. Mais prenons encore une fois l'autobiographie de Trotsky. On y lit (p. 281, tome II, éd. r.) que l'auteur aurait dit à Ioffe, en 1927 : « ... Il faut rééduquer la nouvelle génération du Parti et viser loin ». En 1928, le même écrit (p. 301) à Okoudjava : « Ne pas s'énerver, ne tracasser ni soi-même, ni les autres, *s'instruire, attendre,* regarder d'un œil vigilant... voilà quelle doit être notre conduite ». Ici, l'inconscience de Trotsky passe toutes les bornes. Tout ce

qui est « de droite » sous notre plume devient par miracle « de gauche » sous la sienne. Libre à lui de se déconsidérer aux yeux des gens sérieux, à force de suivre dans la polémique le mauvais exemple de ses proscripteurs, libre à lui de se satisfaire d'approbations serviles. Mais pour qui sait raisonner de sang-froid, la cause est entendue.

D'autant que les faits, pendant ce temps, ont justifié avec éclat notre position ingrate. Nulle part, l'opposition communiste n'a pu exercer la moindre activité de fraction du Parti. En cherchant à y parvenir coûte que coûte, les groupes inféodés à Trotsky n'ont réussi qu'à se couvrir de honte et de ridicule, accumuler déboires et mécomptes, essuyer mille avanies de la part de leurs frères en bolchévisme-léninisme auxquels ils s'efforcent de ressembler le plus possible pour les théories et dont ils calquent les répugnantes pratiques. Trotsky a eu beau annoncer avec persévérance la guerre prochaine contre l'U. R. S. S. depuis 1927, puis célébrer les grands succès économiques de Staline, — la paix en Europe et la famine en Russie ont fait justice de cette émulation dans la démagogie, sans que « le Parti » daigne en tenir compte. Il a pu emprunter à la soi-disant droite nos arguments sur le front unique, sur le social-fascisme, sur la tactique électorale, sur l'unité syndicale, personne n'a éprouvé le besoin de lui en rendre hommage. Enfin, traîné à la remorque des événements d'Allemagne, il en vient à reconnaître au moins pour un pays essentiel la nécessité d'un nouveau parti, c'est-à-dire à se rendre à l'évidence avec près de dix ans de retard, à se résigner d'admettre par empirisme ce qui était prévisible et prévu depuis la bolchévisation.

Le grand argument contre nous, avant l'avènement de Hitler, c'était le simili parti communiste allemand avec ses milliers de membres et ses millions d'électeurs. Nous n'avons pas attendu l'ignominieuse débâcle sans combat de ce troupeau pour le mettre au niveau de la social-démocratie, pour montrer et démontrer qu'il n'existait de parti communiste pas plus en Allemagne qu'ailleurs. Il fallait vraiment, comme Trotsky et ses suiveurs, s'en tenir à une thèse qui « part des mots et non des notions » pour être dupe d'apparences aussi fallacieuses, de telles fictions statistiques, de tout ce bluff impudent. Un parti qui laisse destituer et se laisse imposer du dehors ses dirigeants, qui récite et ânonne des mots d'ordre fabriqués en série à Moscou, qui rivalise de nationalisme avec ses pires ennemis, qui réalise sous quelque prétexte que ce soit un front unique avec ses bourreaux, — ce parti n'était pas et ne sera jamais un parti communiste, peu importe la couleur de son drapeau. Le plus curieux, c'est de voir maintenant Trotsky s'évertuer à soutenir l'idée du nouveau parti « dans un seul pays ». Il faudra partout des catastrophes irréparables pour le dissuader de transposer sur le plan international la situation particulière de la Russie où les éléments d'un nouveau parti languissent dans les prisons, les isolateurs et les bagnes.

Nos perspectives ne sont pas immuables et, tout les premiers, nous ne désespérons pas de les voir changer dans un meilleur sens, après avoir vécu depuis la bolchévisation les pires heures de l'histoire révolutionnaire. Considérant les deux principaux partis ouvriers actuels comme destinés à se disloquer tôt ou tard, à traverser crise sur crise, à subir scission sur scission, nous devons envisager des éventualités et possibilités multiples. Le nouveau parti recrutera ses plus forts contingents parmi les communistes, cela va sans dire, car l'esprit de révolte et la haine de la société bourgeoise ont à peu près disparu du ci-devant socialisme. Mais dans le parti socialiste, on ne compte pas seulement des fractions de gauche, de droite, d'extrême-gauche et du centre, qui se tiennent lieu réciproquement de repoussoirs ; on y discerne aussi une jeunesse rebutée par tous les politiciens vulgaires et dont certains éléments ne sont pas encore perdus pour la révolution, à condition d'être orientés en temps utile dans la bonne voie. Là encore, nous avons assumé un rôle difficile et non exempt de risques, soit dit sans faire allusion aux insanités de prétendus « gauchistes » qui, semble-t-il, ne savent aujourd'hui qu'imiter notre exemple comme ils nous ont déjà copiés en d'autres circonstances. La collusion éclatante de Trotsky avec les jeunes socialistes du Danemark et ses rapports moins voyants, mais d'autant plus efficaces, avec d'autres socialistes moins jeunes, nous auraient consolés des sévérités de ses satellites si la consolation avait été indispensable. Ce n'est pas le cas. Nos idées sont en progrès, et voilà l'essentiel.

Un nouveau parti révolutionnaire ne se crée pas d'emblée, sur l'initiative de quelques hommes, si fondées que puissent être leurs raisons. Il lui faut du temps pour mûrir, des conjonctures favorables pour se former, bien du travail préparatoire pour naître viable et pour durer. En outre, a-t-on tiré toutes les leçons de l'expérience présente et passée? Il y a un crétinisme parlementaire, classique et trop connu; mais il y a aussi un crétinisme syndicaliste, dont nous sommes bien placés en France pour constater les effets; de même, n'en déplaise à Trotsky, il y a un crétinisme de Parti, qui prend forme parfois de crétinisme de fraction. Il s'agit de ne plus retomber ni dans l'un, ni dans l'autre. Nous avons sans doute de nouvelles fautes à commettre, mais le tout est de ne pas répéter les anciennes.

B. SOUVARINE.

LA QUESTION DU PARTI

L'article ci-dessous, écrit en 1928, devait faire suite à l'étude : A la mémoire de Karl Marx, *parue dans les numéros 27-28 (avril-juillet 1928) du* Bulletin. *Les questions qu'il soulève n'ayant rien perdu de leur actualité depuis cinq ans, nous croyons utile de le publier tel qu'il fut écrit.*

Une question fondamentale posée dans toute son ampleur par la déchéance de l'Internationale communiste, est celle du Parti : de son rôle, de ses fonctions, de son organisation. Les partis communistes sont en pleine décomposition. Il n'est pas étonnant que les convictions les plus solides s'en trouvent ébranlées.

Toutes les oppositions s'attaquent à la conception du Parti en vigueur dans l'Internationale communiste, mais leurs critiques diffèrent et par le degré et par le contenu. Nous observons tout un arc-en-ciel de nuances, allant de la critique la plus timide des *méthodes* actuelles des dirigeants communistes jusqu'à la négation complète du Parti lui-même, c'est-à-dire jusqu'au syndicalisme pur. D'aucuns, après avoir pratiqué la « bolchévisation », critiquent aujourd'hui les méthodes dictatoriales parce qu'ils en sont devenus les victimes, mais ils ont été les premiers à les appliquer en France à leur propre profit. On nous saura donc gré de négliger les « opinions » des bolchévisateurs d'hier, opposants de circonstance.

La bureaucratisation des Partis communistes, la politique imbécile de « chefs » institués et destitués selon les besoins de la clique dirigeante du parti bolchévik, l'étouffement de toute critique condamnent les sections de l'I.C. à la déchéance. Aussi, nombre de camarades croient-ils devoir mettre en cause, non seulement la nécessité d'un parti communiste non « bolchévisé », mais d'un parti politique ouvrier tout court. Pour eux, l'histoire des dernières années a fourni la démonstration de l'inutilité, voire de la nocuité de tout parti politique pour l'émancipation de la classe ouvrière.

A l'autre extrémité de l'arc-en-ciel, la conviction de la nécessité d'un parti conforme aux idées de Lénine n'est nullement ébranlée. Ces camarades en appellent d'un parti néo-léniniste à un parti léninien, d'un parti communiste dirigé par des crétins et des malfaiteurs à un parti communiste intelligemment et honnêtement dirigé.

Le Parti, produit de circonstances historiques

Tout en se plaçant à des points de vue diamétralement opposés, les défenseurs de ces idées extrêmes ont quelque chose de commun: la tendance dogmatique. Les uns se réfèrent à un dogme syndicaliste; les autres, à un dogme léniniste. Ils oublient, les uns et les autres, que les partis ne sont pas des créations artificielles, auxquelles on pourrait renoncer en vertu d'une doctrine, ou qu'on pourrait engendrer et façonner à l'image d'une autre doctrine. Les partis sont les produits d'une situation historique donnée, et tout comme dans le monde organique, qu'il s'agisse d'espèces animales ou végétales, leur existence même est à la fois leur raison d'être. Leur déclin démontre en premier lieu que la situation historique s'est modifiée, mais non pas que l'idée de parti en général ait fait faillite. En outre, la déchéance ou la disparition d'organismes politiques doit nous inciter à revoir les principes particuliers sur lesquels ces organismes ont été édifiés, et à en reviser, au besoin, ceux qui ne s'avèrent plus viables dans une situation historique nouvelle.

A la lumière de ces constatations, on reconnaît combien est vaine la qualification de « scissionnistes » lancée par les réformistes contre les fondateurs de la IIIe Internationale (1). D'autre part, la déification de Lénine comme « créateur » du parti bolchévik russe et « fondateur » de l'Internationale communiste n'apparaît pas moins saugrenue, et la proclamation de la conception « léniniste » du Parti comme dogme immuable s'avère aussi dépourvue de sens que l'affirmation de la seule unité ouvrière possible au sein d'un parti social-démocrate quelconque.

Il suffit d'analyser la conception léninienne du parti pour reconnaître que la forme, le rôle et les fonctions d'un parti dépendent étroitement des conditions historiques dont il est l'expression. Nous ne parlons pas de la conception dite *léniniste* du parti, c'est-à-dire de la déformation des idées de Lénine par les bolchévisateurs, mais simplement de la conception *léninienne :* celle qu'avait effectivement Lénine.

Dans une étude consacrée à Lénine, le communiste hongrois Georges Lukacs remarque très justement que l'activité de Lénine, sous ses multiples aspects, est caractérisée surtout par ce trait saillant : l'actualité de la révolution. En effet, la révolution était un problème d'actualité imminente dans la Russie de 1903 (scission entre bolchéviks et menchéviks) aussi bien que dans celle d'après 1905. Tous les révolutionnaires conscients de Russie et de Pologne se rendaient compte que la défaite de 1905 ne serait pas suivie d'une longue accalmie. Il en résultait la tâche primordiale de mettre sur pied une organisation d'un centralisme exemplaire, capable de remplir les fonctions que la situation en exigeait et de mettre au monde ce que l'évolution économique et sociale faisait mûrir en Russie sous la superstructure vermoulue du pouvoir autocratique. Bref, il fallait un parti capable d'affronter, dans un avenir prochain, la guerre civile.

La révolution russe était tout d'abord, quant à son contenu social et à ses buts immédiats, une révolution bourgeoise. Mais le retard du développement industriel en Russie avait poussé depuis longtemps la bourgeoisie, instruite par l'histoire européenne, dans le camp de la contre-révolution, et la seule force capable de faire aboutir cette

(1) Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que la première grande scission qui inaugura la dislocation de la 2e Internationale, celle de la social-démocratie allemande en 1916-17, en un parti gouvernemental et un parti indépendant, ne fut point l'œuvre des spartakistes, alors sans influence décisive. La création de l'Internationale dite 2 1/2 prouve également que l'idée et la volonté scissionnistes n'existaient pas que chez les bolchéviks de l'époque.

révolution bourgeoise était la classe prolétarienne.

Ayant à accomplir les tâches qui incombèrent partout ailleurs à la bourgeoisie révolutionnaire avant d'avancer, une fois ce terrain déblayé, vers la révolution prolétarienne, les social-démocrates russes n'étaient naturellement pas exempts d'une idéologie correspondant à la situation générale de cette époque. Aussi Lénine définit-il en 1904 l'homme du Parti, le social-démocrate, comme « un jacobin lié à l'organisation du prolétariat conscient » (1).

La masse et les chefs

Cette définition, bien que correspondant à la situation russe ci-dessus esquissée, est loin d'être marxiste. Elle provient des contradictions immanentes de la révolution russe, de son contenu bourgeois et des formes souvent semblables à celles de la révolution bourgeoise qu'elle devait revêtir, avant que son facteur actif, le prolétariat, ne lui imprimât d'une façon décisive son propre cachet.

En définissant le social-démocrate comme le jacobin lié à l'organisation du prolétariat conscient, Lénine avait complètement négligé la différence fondamentale entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne dans les rapports entre la masse et les dirigeants.

Dans la révolution bourgeoise, où une minorité agit au nom de toute la nation, les chefs — les jacobins — conduisent et dirigent une masse amorphe, ignorant les buts effectifs et les limites de son action. La révolution prolétarienne est, pour la première fois, le mouvement de la grande majorité dans l'intérêt de la grande majorité.

N'exigeant pas la simple conquête du pouvoir politique, comme la révolution bourgeoise, mais la transformation de la base économique et de toute la structure sociale, la révolution prolétarienne ne peut être que l'œuvre consciente de la masse prolétarienne, dont la participation active, lucide et réfléchie est indispensable.

La révolution prolétarienne a donc pour condition la suppression des rapports bourgeois entre les chefs et la masse : la masse ouvrière doit devenir elle-même dirigeante et les « dirigeants » sont appelés à devenir les organes exécutifs d'une volonté collective.

S'inspirant de cette élémentaire vérité marxiste, Rosa Luxembourg opposa, en 1904, à Lénine, la définition de la social-démocratie comme « mouvement propre de la classe ouvrière ». La différence entre les deux définitions saute aux yeux. Dans les conditions historiques où la Russie se trouvait à cette époque, Lénine eut sans doute raison *dans une certaine mesure*. Mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier européen, qui se développe dans des conditions foncièrement différentes, la définition de Rosa Luxembourg est incontestablement juste.

La situation historique dont relève la définition de Lénine n'existe plus. Mais à un moment où la conception léninienne n'est plus valable, les bolchévisateurs ont imposé à tous les Partis communistes une affirmation « léniniste » du Parti, grossière exagération de la conception léninienne et naturellement encore moins valable que celle-ci.

(1) Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière.*

Le dépérissement des Partis communistes

La révolution russe d'octobre 1917 et les révolutions d'Europe centrale de 1918 ont inauguré une période où la révolution prolétarienne fut, pendant quelques années, un problème d'actualité immédiate. La situation exigea la création de partis aptes à assumer les tâches à l'ordre du jour. Les partis communistes se formèrent, produits du développement social. On peut affirmer en général, en négligeant des phénomènes secondaires, tels le « gauchisme » plus ou moins apparent de certains partis réformistes, la création prématurée, et partant artificielle, de certains partis communistes, etc., que moins la situation était révolutionnaire dans un pays, et moins nos partis parvenaient à y prendre racine. Mais dans la plupart des pays européens, loin d'être des organisations factices, ils étaient l'expression d'une nécessité.

Aujourd'hui, les partis communistes sont déchus dans la plupart des pays et, seule, la bureaucratie, alimentée de Moscou pour des fins suspectes, y constitue l'élément actif, donnant l'apparence d'une vie depuis longtemps éteinte. L'absence d'une situation caractérisée par l'imminence de la révolution suffit à expliquer un certain déclin, un fléchissement des effectifs, mais non la déchéance totale. Il ne suffit pas non plus d'en rendre responsables la bureaucratisation, l'étouffement de toute critique et de toute discussion, l'incapacité des chefs, les fautes politiques, telles ou telles « déviations ».

Nous devons plutôt nous demander si la conception léninienne du Parti, la définition du communiste (autrefois le social-démocrate) comme du jacobin lié à l'organisation du prolétariat conscient, n'était pas déjà une orientation erronée dès la fondation de l'Internationale communiste. Certes, cette formule ne se retrouve pas dans les écrits des dirigeants de l'I.C. depuis 1919, mais elle était sous-entendue dans leurs actes et instructions. Comme la majeure partie des leaders effectifs de l'I.C. étaient des bolchéviks russes, c'est-à-dire des hommes dont l'activité s'inspirait d'un passé révolutionnaire dans des conditions historiques différentes des nôtres, il ne pouvait en être autrement.

Si cette fausse orientation dans une question aussi fondamentale ne pouvait nuire beaucoup dans une situation directement révolutionnaire, où la propre activité de la masse prolétarienne était assez vive pour supprimer dans une certaine mesure la contradiction entre « dirigeants » et « dirigés », elle devait occasionner les plus grands ravages dès que l'actualité de la révolution disparut. De 1918 à 1920, les chefs des Partis communistes avaient beau s'imaginer être des « dirigeants », ils ne l'étaient que dans la mesure où ils exprimaient la volonté de la masse, comme le dit Eugène Léviné avant d'être fusillé à Munich, en 1919.

Dès le début de 1921, on constate la contradiction entre l'évolution européenne et l'idéologie (la théorie non encore codifiée) léninienne : la crise des Partis allemand, italien et tchéco-slovaque en témoigne. Lénine lui-même s'empressa d'apporter un correctif à cette orientation, en faisant adopter à l'Internationale la tactique du front unique. Mais ce correctif ne fit que mitiger

la conception officieuse quant au Parti, il ne l'abolit pas.

La collaboration des réformistes au pouvoir, et la pression croissante de la bourgeoisie, créaient un terrain propice pour rassembler toutes les forces révolutionnaires du prolétariat en un seul parti révolutionnaire, au sein duquel les communistes auraient pu constituer, sans risquer d'être débordés par les éléments plus confus, la fraction la plus avancée, la plus clairvoyante, la plus sûre. Cependant, la conception bolchéviste-jacobine avait gagné tous les partis communistes, et l'occasion fut manquée. Les commmunistes se séparèrent, minorité, du gros de la classe ouvrière. La « bolchévisation » fit le reste.

L'Internationale communiste aurait pu rester, malgré le reflux de la vague révolutionnaire d'après-guerre, l'organisation puissante qu'elle fut jadis, à condition de tenir compte de la situation du mouvement ouvrier de l'Europe centrale et occidentale, c'est-à-dire d'abandonner une conception du Parti empruntée aux circonstances d'une révolution semi-bourgeoise et justifiable seulement par l'actualité de la révolution. En renonçant à la prétention de ne vouloir grouper que des communistes adoptant chaque point d'un programme bolchévik-léniniste (alors que ce programme était encore loin d'être définitivement adopté, voire élaboré!), elle aurait ouvert ses portes à d'innombrables ouvriers révolutionnaires, qui seraient devenus communistes par leur expérience quotidienne, l'éducation marxiste aidant. Dans la Russie tsariste, privée d'une large vie publique, sans liberté de presse et d'organisation, un parti organisé en société exclusive risquait beaucoup moins de refouler les ouvriers insuffisamment « orthodoxes » vers d'autres organisations politiques et de les livrer ainsi à l'influence de dirigeants antirévolutionnaires. En Europe centrale et occidentale, un parti communiste « exclusif » est presque toujours condamné à rester une secte coupée du gros de la masse, et ne pourra, par conséquent, jamais aspirer à être « le propre mouvement » de la classe ouvrière. Il sera ainsi obligé d'agir en parti de « jacobins liés à l'organisation du prolétariat conscient », c'est-à-dire de dirigeants imposant leur volonté à la masse, au lieu d'être les organes exécutifs des aspirations de cette masse « éternellement mineure », qu'on « attire » au travail, à laquelle on « assigne » des tâches, qu'on « appelle » à des démonstrations et à la révolution, avec, au-dessus de tout, un Comité central infaillible, auquel il incombe de déterminer le degré de maturité et le moment auxquels la masse a le droit de devenir majeure.

L'Avenir

C'est la conception léninienne du parti, transposée sur le plan international et poussée à l'absurde sur le plan russe au delà de l'époque qui l'avait engendrée, qui a fait faillite, mais non pas le principe du Parti.

Pour vaincre dans la lutte de classe, le prolétariat a besoin d'une organisation politique. Les syndicats groupant (ou devant grouper) tous ceux qui sont déjà éveillés à la conscience de classe et qui dépensent journellement leurs forces pour limiter l'exploitation capitaliste, les idées les plus diverses se font généralement jour dans le mouvement syndical. La compétition de diverses tendances prolétariennes y est inévitable, et ces tendances s'organisent pour défendre leurs vues. Comme la suppression du salariat n'est possible que par l'action politique, ces organisations particulières tentent d'agir, chacune à sa façon, dans le domaine politique. C'est d'autant plus fatal que les mouvements de masse que comporte l'époque impérialiste ne s'arrêtent jamais aux confins du domaine syndical, mais, les transgressant, deviennent politiques. Pour l'action politique, on a besoin d'une organisation politique, qu'on le veuille ou non.

Notre tâche, en tant que marxistes, ne peut consister à imposer au mouvement ouvrier une forme d'organisation d'après un schéma abstrait. Voilà pourquoi nous repoussons et la négation de l'idée de Parti et le schéma léninien-jacobin, que les événements des dernières années ont condamné comme non-conforme aux conditions et aux besoins du mouvement ouvrier européen. L'une et l'autre découlent d'un dogme, et non des circonstances concrètes de l'époque.

Il s'agit de servir le « mouvement propre de la classe prolétarienne », de le soustraire à la tutelle des léninistes et des chefs réformistes, à l'emprise de la « bolchévisation » comme à celle de l'« américanisation ». Ce mouvement ne se formera qu'au cours des années à venir, dans la reprise des luttes sociales qui forceront les masses à se dégager de toute tutelle.

La formation de partis ouvriers acquis à la lutte de classes est inévitable. Se produira-t-elle par des scissions analogues à celles de 1919 et de 1920 ? Nous n'entendons pas nous livrer à des prophéties. Toujours est-il qu'il s'agit là d'une nécessité impérieuse de la lutte prolétarienne, et que de telles nécessités s'expriment toujours dans l'histoire, tôt ou tard.

Le plus grand obstacle à l'évolution à gauche des masses organisées dans les partis réformistes est aujourd'hui l'Internationale communiste, dont la direction incapable, la politique incohérente, les mœurs répugnantes des leaders, le régime intérieur, inspirent aux ouvriers sérieux la crainte par trop justifiée de tomber sous la dépendance des déporteurs, après avoir été sous celle des fordistes. L'écroulement des organismes bolchevisés déblayera la voie à l'évolution de la masse vers la lutte de classe.

Les nouveaux partis ouvriers ne seront ni léninistes, ni bolchévisés. Ils se contenteront de lutter contre l'ennemi de classe, de lui opposer la volonté intransigeante des exploités, de lier chaque revendication quotidienne au but final, à la révolution socialiste. Et ils préféreront commettre des erreurs, inévitables, avec la volonté de s'y instruire et d'y puiser des forces nouvelles pour la victoire finale, que de se laisser dicter leur conduite par un Comité Central « infaillible ».

PRIMUS.

« Le prolétariat a besoin, lui aussi, des formes démocratiques pour s'emparer du pouvoir politique, mais, comme toutes les formes politiques, ce ne sont pour lui que des moyens. »

F. ENGELS

A PROPOS D'UN JOURNAL

Le texte qui suit date approximativement d'août 1929, moment de la rupture définitive entre Trotsky et la tendance communiste représentée par le *Bulletin*. Certes, il y a toujours eu des désaccords entre nous et, depuis 1926, une divergence profonde d'opinions n'avait cessé de s'accuser. Mais il était permis de ne pas repousser *a priori* l'hypothèse d'un Trotsky capable de se ressaisir dans l'épreuve de l'exil, de vérifier ses vues théoriques et ses conceptions tactiques à la faveur des circonstances, de se prêter à un échange d'idées et d'arguments avec les seuls militants qui n'aient pas flanché dans la crise consécutive à la mort de Lénine. On a vite été fixé. Trotsky n'avait rien appris dans sa désastreuse expérience. Nous l'avons laissé faire sans plus nous soucier de ses suiveurs, dont le destin était trop connu d'avance, et en nous bornant à prendre acte de ses variations accumulées, de ses contradictions insolubles. La lettre ci-dessous peut se passer d'autres explications, tant que nous n'aurons pas le loisir d'exposer tout au long la petite histoire de l'opposition communiste. Rien ne presse puisque, sur la question primordiale des suites de la « bolchévisation », les faits ont donné tort en tous points à Trotsky, sans conteste.

(Août 1929.)

Dans l'impossibilité de répondre personnellement aux divers camarades qui m'ont consulté par écrit au sujet du journal de Trotsky en France, je me résous à leur donner mon opinion sous forme de cette lettre-circulaire.

Ecrivant à Trotsky lui-même, le 8 mai dernier, je m'exprimais à ce propos en ces termes :

« Vous êtes en train de renouveler l'erreur énorme de l'I. C. dont on ne compte plus les publications artificielles qui sont mortes, ou ne valent guère mieux, malgré la largesse des subventions et l'activité de l'usine à copie de Moscou. Un journal doit être le reflet d'un mouvement, si faible soit-il, et l'œuvre propre des hommes aptes à conduire et encadrer ce mouvement. C'est le pire des services à rendre à un groupe impuissant que lui donner, avec les divers moyens de créer un organe, l'illusion que cet organe est son œuvre et qu'il n'a pas besoin d'effort pour s'élever à la hauteur de la tâche. Un journal politique qui ne correspond pas aux ressources intellectuelles du mouvement qu'il est censé représenter n'est pas viable ni digne de vivre. Que vous aidiez, favorisiez, renforciez une publication capable d'exister sans vous, rien de mieux. Mais que votre présence à Constantinople soit la déterminante essentielle d'une telle publication, cela ne peut être qu'une tentative plus nocive qu'utile à notre cause.

« Dans votre lettre d'Alma-Ata du 21 octobre 1928, vous écriviez : « Nous n'avons pas la « prétention, comme l'Exécutif de l'Internationale Communiste, de commander l'opposition internationale. Un large et juste « échange d'expérience théorique, une collaboration dans le domaine de l'analyse « marxiste des processus qui s'opèrent, et « une élaboration des mots d'ordre d'action, « voilà par quoi il faut commencer. » Ou ces paroles sont des généralités banales, ou elles ont un sens précis : cela ne peut être que la répudiation de la conduite des soi-disant représentants de l'opposition russe qui ont dicté l'attitude des groupes non-russes à la manière des délégués de l'Exécutif, et cela ne vous permet pas de faire peser de tout son poids votre personnalité démesurément hors de proportion avec vos satellites, tant qu'on n'aura pas fait ce par quoi vous avez dit vous-même qu'il fallait commencer : « Un large et juste échange d'expérience théorique, etc. »

Depuis, Trotsky a pratiquement répudié le groupe auquel il est fait allusion plus haut et ses nouveaux porte-paroles attitrés s'emploient à discréditer leurs prédécesseurs. Mais il persiste à vouloir créer en France le journal qui doit suivre strictement « sa ligne » et, à cette fin, s'efforce de détacher deux ou trois membres des divers groupes d'opposition existants, pour en constituer un nouveau ayant pour caractéristique unique et suffisante *le conformisme* envers lui. Quant aux échanges de vues, ils seront admis dans une revue spéciale mais cependant réservés aux « gauches », c'est-à-dire aux « léninistes » de la « bolchévisation » et à leurs cousins de l'opposition orthodoxe dits « bolchéviks-léninistes ».

Tout cela me paraît confirmer au delà de toute attente l'opinion que je soutiens depuis que Trotsky a désavoué et condamné Max Eastman en niant des faits véridiques rapportés dans le livre *Depuis la mort de Lénine* sur la foi des affirmations de Trotsky lui-même; depuis qu'il a désavoué et condamné la *Révolution Prolétarienne* avec des arguments empruntés à la bureaucratie destructrice du communisme et couramment employés contre lui; qu'il a désavoué et condamné ses alliés de « l'opposition ouvrière » pour des idées qui leur étaient communes; qu'ils s'est désavoué et condamné lui-même lors de la formation de son « bloc » avec la clique de Zinoviev, la plus responsable de la catastrophe de l'Internationale après la disparition de Lénine; et depuis que l'opposition rassemblée autour de lui s'est transformée, de réaction saine qu'elle était à l'origine contre la dégénérescence du bolchévisme, en émule de ce bolchévisme dégénéré avec lequel elle rivalise

de pseudo-gauchisme, d'illusionnisme, de confusion et de démagogie.

Il est trop évident que les communistes occidentaux, dans leur effort pour maintenir une activité révolutionnaire dans le sens marxiste et reconstituer leur mouvement brisé, ne doivent compter que sur eux-mêmes. L'internationalisme prolétarien n'a rien de commun avec l'obéissance à des hommes prédestinés, de quelque origine soient-ils. Contrairement à ses assertions tactiques et diplomatiques, Trotsky a cette « prétention » de « commander l'opposition internationale », ainsi qu'il résulte de tous les agissements de ses représentants depuis le « bloc » des oppositions russes, et de sa propre attitude depuis son exil en Turquie; prétention parfaitement légitime, en général, pourvu qu'on la justifie par une supériorité incontestable et qu'on ne l'impose pas par des procédés incompatibles avec le but visé; prétention insoutenable, en l'occurrence, et qui doit se briser sur notre propre prétention à nous conduire nous-mêmes, car les faits établissent décidément la communauté des erreurs principales présentes des deux fractions du bolchévisme à la fois dans leur façon de raisonner et dans leur manière de s'imposer.

Prenons garde de favoriser la formation d'une nouvelle coterie tirant sa raison d'exister des seules complaisances de son inspirateur accordées en échange d'une aveugle docilité. Le racolage étonnant auquel a déjà donné lieu la création de ce journal ne laisse entrevoir rien de bon: il ménage à coup sûr une déception de plus, un supplément de lassitude et de découragement. Moins de communistes s'y prêteront, mieux cela vaudra pour la santé de l'opposition.

Ni les léninistes-bolchéviks, ni les bolchéviks-léninistes ne sont qualifiés pour dicter la conduite des révolutionnaires de tous les pays. Que les uns et les autres nous laissent travailler.

B. SOUVARINE.

CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE

Pas de bordiguisme

En réponse aux invitations dont il est l'objet de la part du groupe communiste italien dit « bordiguiste » en vue d'une conférence, le *Cercle Communiste Démocratique* déclare:

En s'affirmant solidaire des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, — sans accorder à leurs résolutions un sens dogmatique ni les prendre rigoureusement à la lettre, sans méconnaître la nécessité de réviser celles qui auraient vieilli ou ont été rendues caduques par les faits ultérieurs, — le *Cercle* entend faire sienne, entre autres, la position prise du vivant de Lénine contre la politique et la tactique préconisées par Bordiga, dans la mesure où celui-ci s'est trouvé en opposition au point de vue de la majorité sur des points essentiels.

En particulier, le *Cercle* ne voit nulle raison sérieuse de renoncer à la conception du « front unique honnête » et au travail des communistes dans les syndicats réformistes. Loin d'infirmer la justesse des décisions prises à cet égard, les dix années écoulées depuis le quatrième Congrès de l'Internationale Communiste en ont confirmé le bien-fondé. De même, le *Cercle* ne saurait accepter aucune manœuvre électorale qui, sous couleur d'intransigeance doctrinale et sous prétexte d'hostilité légitime au socialisme embourgeoisé, ferait le jeu des partis les plus réactionnaires.

Sans confondre Bordiga et les bordiguistes, pas plus qu'il n'identifie Lénine aux léninistes et n'assimile Trotsky aux trotskistes, sans prendre à son compte la moindre des critiques et accusations formulées après la bolchévisation par la bureaucratie dite soviétique et ses agents internationaux contre Bordiga dont il apprécie la haute tenue intellectuelle et la grande valeur morale, la fermeté de principes et les services rendus à la révolution, — le *Cercle* n'en juge pas plus valable les caractéristiques « de gauche » qui ont différencié la tendance de Bordiga dans l'Internationale Communiste avant la mort de Lénine.

Dans l'hypothèse où le groupe « bordiguiste » actuel se considérerait comme le continuateur des traditions de cette tendance, le *Cercle* s'abstiendra de prendre part à des délibérations qu'il tient pour fastidieuses et vaines. L'utilité de la discussion en général ne saurait justifier toute discussion en particulier, surtout dans les cas de certitude d'un désaccord final. L'état de désagrégation, de dispersion et de démoralisation du mouvement ouvrier révolutionnaire exige de tous les marxistes qui ne désespèrent pas d'un avenir meilleur et veulent travailler à le préparer une stricte rectitude de conduite, un accord constant de la théorie et de la pratique, une loyauté absolue dans les rapports entre communistes. L'évidence préalable d'une incompatibilité d'opinions interdirait au *Cercle* de se prêter à des controverses dont la stérilité acquise d'avance ne pourrait ménager que de nouvelles déceptions.

Aussi le *Cercle* attend-t-il de ceux qui le convient à des conférences une confrontation préliminaire des idées, d'après les textes déjà publiés, pour définir les positions respectives. Faute d'entente suffisante sur les grandes lignes, à formuler clairement par écrit, un échange de vues n'aurait pas de raison d'être.

LE CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE.

LE CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE

Origine - Principes - Organisation

Le *Cercle Communiste Marx et Lénine* continue, sous le nom de *Cercle Communiste Démocratique.* On trouvera ci-dessous rassemblés quelques documents ayant trait à sa vie intérieure, depuis le dernier numéro du *Bulletin.*

Voici le texte de la décision du *Cercle* relative à la révision de son titre et de ses statuts (adoptée le 1er décembre 1930) :

Le Cercle Communiste Marx et Lénine, *fondé le 17 février 1926 pour maintenir vivante la pensée critique du marxisme révolutionnaire,*

Répondant à la nécessité de se différencier plus clairement de tous les groupements qui se réclament du communisme, par une appellation conforme à la caractéristique essentielle de sa tendance politique,

Décide de prendre le nom de Cercle Communiste Démocratique.

D'autre part, vu les faits nouveaux accomplis depuis sa fondation, dans l'Internationale et en U.R.S.S., et notamment la création d'autant de groupes et de journaux qu'il y a de tendances particulières dans le mouvement communiste,

Décide de réviser les statuts du Cercle (Bulletin Communiste, *n° 15, janvier 1926, p. 243) et son organisation dans le sens d'une plus stricte délimitation de ses contours, de plus précises définitions des devoirs de ses membres;*

La Commission Exécutive est chargée de rapporter un projet.

Après de substantielles discussions auxquelles ont pris part tous les membres du *Cercle,* sur la base du projet établi par la Commission Exécutive et des nombreux amendements déposés au cours de l'étude du texte initial, il fut décidé de faire précéder les considérants des statuts d'une *Déclaration* liminaire sur le communisme démocratique, et d'un *Avant-Propos* indiquant brièvement l'origine du *Cercle.* Le tout a été publié en brochure après débats, mise au point et adoption définitive.

Il importe de préciser ici un passage de l'*Avant-Propos,* ambigu par excès de modestie : le *Cercle* a, en effet, perdu la majeure partie de ses membres au cours des six premières années de son existence, mais la perte a été largement compensée depuis, en qualité comme en quantité.

AVANT-PROPOS

Le *Cercle Communiste Démocratique* a été fondé à Paris en février 1926, sous le nom de *Cercle Communiste Marx et Lénine,* par un groupe de militants du Parti Communiste, section française de la IIIe Internationale, ou exclus de ce parti en raison de leur attitude critique vis-à-vis du Comité Exécutif de l'Internationale et du Comité Directeur de leur parti.

En fait, cette attitude critique consistait à l'origine en une opposition à la politique suivie dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques par les dirigeants du Parti Communiste de Russie depuis la disparition de Lénine.

Le Bureau Politique du Comité Central communiste de Moscou exerçait une influence prépondérante sur l'Internationale Communiste depuis la création de celle-ci, — état de choses historiquement inévitable si l'on tient compte des conditions où le bolchévisme avait acquis sur toutes les variétés de socialisme la supériorité résumée dans le mot : *Octobre.* Avec son parti relativement sélectionné, discipliné et trempé dans la guerre civile, sa tradition d'intransigeance doctrinale et de souplesse tactique, la fermeté de ses cadres et la qualité de son théoricien, organisateur et stratège, le bolchévisme rendu prestigieux par sa victoire d'Octobre devait prendre inéluctablement la première place dans l'Internationale que Lénine avait décidé de fonder malgré l'avis contraire de Rosa Luxembourg et en dépit de l'inexistence ou de l'immaturité des partis communistes dans les principaux pays de civilisation industrielle. Prépondérance spirituelle d'autant plus forte que les autres sections de l'Internationale étaient moins affermies sous tous les rapports : de formation récente, inexpérimentées, pauvres d'éléments conscients et vraiment éprouvés.

De plus, le Parti Communiste de Russie disposait seul de la base matérielle et des ressources permettant d'assurer à la nouvelle Internationale ses moyens de rayonnement, de propagande et d'action. Cette circonstance, ajoutée à la nécessité d'abriter en lieu sûr les organes directeurs de l'organisation, donc en territoire soviétique, plaçait le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dans une dépendance plus étroite à l'égard de la section-mère de Russie, en attendant que la disproportion s'atténue entre cette section et les autres.

Avec la maladie et la mort de Lénine, les rapports évoluèrent rapidement dans l'Internationale où le Bureau Politique de Moscou exerçait une autorité de plus en plus impérative jusqu'à devenir dictature absolue, évolution dans laquelle le maniement des moyens matériels prenait le pas graduellement sur l'influence intellectuelle et politique. Au terme de ce processus, correspondant à la mainmise de la même camarilla dirigeante sur les institutions communistes et soviétiques de Russie, toute trace de démocratie avait disparu du mouvement communiste international. Le dit Bureau Politique exigeait des partis et des hommes une soumission servile à ses intérêts de nouvelle caste bureaucratique dominante et au mépris des intérêts généraux du prolétariat, de la révolution socialiste et du communisme.

Contre cette dégénérescence irrémédiable, une opposition multiple et diverse s'est levée dans tous les pays sur l'initiative des initiateurs mêmes du mouvement communiste contemporain, mais vouée à l'élimination automatique de par la puissance des moyens matériels de la nouvelle autocratie régnante à Moscou. Les raisons mêmes qui faisaient la faiblesse des sections non-russes de la IIIe Internationale avant sa crise firent davantage encore l'impuissance de cette opposition dispersée, disparate, hétérogène.

En France, après des hésitations et des tâtonnements comme ailleurs, une fraction de l'opposition se groupa autour d'une revue syndicaliste, la *Révolution Prolétarienne,* et peu à peu se détourna du communisme; le reste, rassemblé par le *Bulletin Commu-*

niste (organe traditionnel du communisme en France depuis 1920, supprimé par ordre de la bureaucratie soviétique en 1924 et rétabli en octobre 1925 par son fondateur) créa le *Cercle* qui porte aujourd'hui le nom de *Cercle Communiste Démocratique*. Divers groupes d'opposition qui se réclamaient plus ou moins légitimement du communisme se constituèrent parallèlement ou successivement, puis disparurent. Le *Cercle* lui-même perdit la majeure partie de ses membres au cours de six années d'existence, défections qui n'ont pas entamé sa position de principe et confirment ses vues quant à l'impossibilité de redresser ni régénérer l'ancien mouvement corrompu. Les défaillants rallièrent le syndicalisme anarchisant ou le socialisme de paix sociale quand ils ne tombèrent pas dans l'indifférentisme politique.

La *Déclaration* et les considérants des *Statuts* ci-après définissent dans les grandes lignes la conception communiste et démocratique du *Cercle*, ses perspectives présentes et ses vues d'avenir.

DÉCLARATION

Le *Cercle Communiste Démocratique* exprime dans son appellation la continuité d'une double tradition que ni la science sociale, ni l'expérience politique n'autorisent le parti de la révolution à désavouer ou à délaisser et que l'actuelle étape historique n'a pas permis de dépasser.

Après Marx et Engels, « *les plus grands représentants de la démocratie conséquente au* XIXe *siècle* » disait Lénine, le *Cercle* se déclare communiste sans différencier le socialisme et le communisme dans leurs principes mais en considérant que le communisme, aujourd'hui comme au milieu du siècle dernier, représente par sa nature sociale un mouvement plus spécifiquement ouvrier, le socialisme actuel un courant déjà saturé d'idéologie bourgeoise.

Par définition, le socialisme doit être le stade de transformation politique, économique et sociale précédant immédiatement le communisme ; c'est pourquoi l'Etat soviétique a pu prendre le nom de République Socialiste à titre de programme en attendant de le porter comme formule d'une réalité. En fait, les partis qui invoquent maintenant le socialisme ou le communisme ont fini par pouvoir se dénier réciproquement, à juste raison, le droit de porter respectivement leur nom. A la dégénérescence des partis correspond la corruption des termes et les étiquettes ont perdu leur signification initiale. Mais à ceux qui s'en montreraient dignes, il reste permis de rendre à l'une ou à l'autre son vrai sens et sa vigueur.

Avec Marx et Engels aussi, le *Cercle* s'affirme démocratique, entendant par là particulièrement restaurer contre les faux communistes qui la nient et les faux socialistes qui la dégradent une notion inséparable de l'idée révolutionnaire.

Les communistes et les socialistes de l'école marxiste ont longtemps porté, en politique, le simple nom de « démocrates » avant d'appeler leur parti « social-démocratie ». La critique marxiste et la réalisation du principe démocratique en régime capitaliste vise les contradictions de la pratique, non le principe même, et démontre l'impossibilité d'acquérir une vraie démocratie politique sans la baser sur l'égalité économique. Le caractère fallacieux de la démocratie bourgeoise et la duperie qu'elle implique en permanence par suite du mode de propriété ne rendent pas caduc son contenu *relativement* démocratique, conquis sur les privilèges des classes possédantes au prix du sang des prolétaires.

Le communisme et le socialisme, pour tendre vers la démocratie authentique dépourvue de toute empreinte de classe, doivent conserver et accroître comme un bien précieux les éléments de démocratie historiquement acquis dans la lutte des classes et ne refuser le bénéfice de la démocratie qu'à ceux qui, consciemment ou non, veulent en priver le prolétariat. « *Entre les revendications politiques de la démocratie ouvrière et celles de la démocratie bourgeoise, la différence n'est pas de principe mais de degré* » : cette constatation de Lénine est toujours valable. Comme Rosa Luxembourg, le *Cercle* estime que la dictature du prolétariat « *consiste dans la manière d'appliquer la démocratie, non dans son abolition* ».

La dictature du prolétariat n'est pas la négation abstraite de l'idée de démocratie, mais bien une arme essentielle des prolétaires dans la lutte de classe qui continue, pour un temps plus ou moins long, après la prise du pouvoir; dictatoriale contre les anciennes classes dominantes vouées à disparaître, elle est démocratique pour et par le prolétariat qui réalise la transformation révolutionnaire de la société. Démocratie pour les exploités et dictature contre les exploiteurs, loin de s'exclure, s'enchaînent et se complètent.

La démocratie que revendique le prolétariat ne s'oppose donc pas à tout ce que la démocratie capitaliste peut contenir de réellement démocratique, variable selon les circonstances historiques et les rapports de forces sociales: elle le transforme en quantité comme en qualité et le parachève. Cette revendication gardera son sens progressif tant que le socialisme ne sera pas réalisé, tant que l'étape de l'Etat socialiste ne sera pas franchie.

En outre, le *Cercle* entend faire prévaloir le principe démocratique dans les organisations politiques ou syndicales de la classe ouvrière, dont la direction nécessairement centralisée doit être exercée par la volonté de tous, grâce à l'électivité et à la publicité. A

cet égard, il reprend à son compte, après Lénine, une définition de Kautsky : « La démocratie n'est nullement l'absence de pouvoir; elle n'est pas l'anarchie; c'est la suprématie de la masse sur ses mandataires; tandis que sous les autres formes de pouvoir, les pseudo-serviteurs du peuple sont, en réalité, ses maîtres ». Cette vérité doit trouver à se réaliser dans le parti révolutionnaire de l'avenir comme dans l'Etat futur.

CONSIDERANTS

I

Le mode capitaliste de production implique l'existence et le développement d'un prolétariat qui peut, seul, entraîner la majorité des travailleurs pour transformer révolutionnairement la société et réaliser actuellement le socialisme.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et non de révolutionnaires professionnels, parlementaires ou syndicaux. Seule, une dictature démocratique du prolétariat et des autres classes laborieuses exploitées sous le capitalisme peut abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, en établissant le régime socialiste.

II

Aucun groupement distinct de la classe ouvrière ne saurait lui imposer *a priori* ses modalités d'action; le prolétariat organisé en syndicats et en partis politiques ne peut s'assimiler ni enrichir la pensée socialiste ou communiste et déterminer son activité que par sa propre expérience.

Les divers aspects du mouvement révolutionnaire ne sont pas séparables par des cloisons étanches, ni soumis dans leurs rapports à des règles fixes. La pratique de la lutte des classes étant le meilleur critérium, nul parti se réclamant du prolétariat n'est prédestiné à dicter leur ligne de conduite aux syndicats.

Les communistes, considérés par Marx comme ceux qui « pratiquement entraînent tout le prolétariat, et qui, théoriquement, ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement », ont le devoir d'aider le prolétariat à prendre conscience de sa position et de sa mission et le droit d'exercer dans ses rangs une influence décisive, à condition de gagner sa confiance par leur clairvoyance politique, leur dévouement dans l'action et leur exemple.

III

Le réformisme social s'est étendu et consolidé après la guerre à la faveur de la restauration d'un relatif équilibre capitaliste, de la destruction de jeunes générations de travailleurs, de l'avortement de plusieurs mouvements révolutionnaires, des réformes légales accordées par crainte de la contagion révolutionnaire dans les masses démobilisées, de la déchéance de la IIe Internationale, enfin de la déception profonde causée par la faillite de l'ex-Internationale Communiste, consécutive à la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique. Il a abouti à ériger la collaboration des classes en système au mépris des intérêts généraux du prolétariat subordonnés à un intérêt dit « général », en réalité capitaliste.

La social-démocratie, en accordant un rôle éminemment progressif à l'Etat bourgeois prétendu démocratique, reflète dans son expression officielle la passivité et les tendances conservatrices de la classe ouvrière. Elle masque cette orientation opportuniste sous une phraséologie empruntée à la doctrine classique du socialisme, non sans sacrifier cette doctrine à une unité formelle fondée sur l'éclectisme, la confusion dans les masses et la corruption parmi les chefs.

IV

La Révolution russe et le bolchévisme ont dégénéré avec l'Etat soviétique qui, au lieu d'exercer la dictature du prolétariat, n'est plus que l'émanation et l'instrument du parti bolchévik, devenu caste bureaucratique spoliatrice.

Les communistes clairvoyants, pour servir la Révolution russe et la cause du prolétariat international, doivent nécessairement dire au monde ouvrier la vérité sur l'U.R.S.S., dont les profiteurs donnent partout une idée fausse. Toute idéalisation systématique du régime soviétique, pour ne pas parler de l'apologie intéressée, est objectivement contre-révolutionnaire.

La remise en vigueur de la Constitution soviétique pratiquement abrogée, le retour de la légalité révolutionnaire effectivement abolie, l'exercice du droit de critique des travailleurs, bref, le rétablissement de la démocratie communiste sous toutes ses formes sont les conditions indispensables de salut et de progrès de la Révolution russe.

En outre, le déclin désastreux du mouvement révolutionnaire international, parallèle à la consolidation du réformisme et à l'aggravation du chaos capitaliste, s'est accentué grâce à la domination mécanique, spirituelle et matérielle, du parti bolchévik sur les partis soi-disant communistes qui, vidés de leurs éléments conscients, ne survivent que comme annexes de l'Etat soviétique. Une renaissance communiste de ces partis ne serait possible qu'avec la fin de cette domination stérilisante.

V

En dernière analyse, le phénomène présent de décadence communiste est dû à la démoralisation sociale engendrée par la guerre qui a détruit l'élite virile de plusieurs générations et développé chez les survivants les tendances au conservatisme passif, en sorte que le prolétariat a cessé d'assimiler l'expérience historique au moment où le rythme de l'histoire s'accélère.

De ce fait, la revendication démocratique prend toute sa valeur pratique en incitant les éléments frais, non déformés par les partis actuels, à exprimer les besoins de la masse exploitée. Cette revendication favorisera la critique révolutionnaire et peut assurer, dans la classe ouvrière, l'avantage aux forces de progrès sur l'apathie et la routine.

L'œuvre d'assimilation, d'analyse et de critique, impossible ou vaine dans les partis ouvriers existants, ne doit pas être abandonnée mais, au contraire, poursuivie et enrichie selon la méthode marxiste avec les données nouvelles de vingt années de bouleversements sociaux et de progrès scientifique.

S'il est nécessaire de collaborer à tout mouvement *même* réformateur traduisant les aspirations vivantes du peuple travailleur, il ne l'est pas moins de combattre la politique qui, sous le couvert du réformisme, érige l'abdication en système sans même donner satisfaction aux besoins primaires du prolétariat.

La critique formulée par la Ligue Spartacus et par Lénine pendant la guerre à l'adresse de l'Internationale a gardé toute sa valeur. La IIe Internationale, en subordonnant les intérêts du prolétariat aux intérêts soi-disant nationaux, ne prépare au socialisme que de nouvelles défaites.

D'autre part, toute tentative de « redresser » une Internationale Communiste devenue annexe de l'Etat bureaucratico-soviétique est vaine et sera inéluctablement décevante. Le progrès du communisme international organisé n'est possible que dans la pleine indépendance du mouvement prolétarien.

Les défaillances et déviations des organismes actuels du prolétariat et leur impuissance à traduire les intérêts historiques des masses donnent au *Cercle Communiste Démocratique* sa raison d'être : représenter la rupture nécessaire avec les pratiques dites socialistes ou communistes du présent, en sauvegardant l'héritage doctrinal et les résultats de l'expérience du passé, et rechercher activement les germes de renouvellement de la pensée et de l'action révolutionnaires.

STATUTS

I. — Le *Cercle Communiste Démocratique*, poursuivant et développant l'œuvre du *Cercle Marx et Lénine*, rassemble des travailleurs résolus à fortifier leur culture et leur préparation révolutionnaires dans l'esprit du marxisme, tout en saisissant chaque occasion d'agir en soutien de tout mouvement orienté dans le sens du progrès historique.

II. — Le *Cercle*, à cet effet, sans s'interdire aucune initiative ni d'avance limiter son action, se propose avant tout de travailler suivant ses ressources par des discussions et des publications à l'examen critique des problèmes posés par la crise permanente du capitalisme et les efforts d'émancipation de la classe ouvrière.

III. — Le *Cercle* se réclame de la pensée vivante des fondateurs du socialisme scientifique, de leurs continuateurs de la gauche marxiste de l'Internationale d'avant-guerre et, par conséquent, des principes qui ont inspiré la fondation de l'Internationale Communiste.

IV. — Le *Cercle* s'efforcera de contribuer à préparer le terrain sur lequel le parti prolétarien de demain pourra se former; il perdra sa raison d'être le jour où il existerait, en France, un parti qui, affranchi de toute domination ou dépendance d'Etat, interprétera selon les principes de la démocratie communiste les intérêts fondamentaux et historiques du prolétariat et du socialisme international.

V. — Pour être membre du *Cercle*, il faut reconnaître ses statuts avec leurs considérants et sa déclaration liminaire. L'admission est prononcée à la majorité des deux tiers des membres.

VI. — Les membres du *Cercle* paient une cotisation mensuelle dont le montant est fixé par décision commune.

VII. — Le *Cercle* élit, à la majorité, un secrétaire et une commission exécutive, dont l'importance peut varier suivant les effectifs du *Cercle*. Il élira, si le besoin s'en fait sentir, un secrétaire-adjoint et un trésorier.

VIII. — Le *Cercle* est fondé à Paris, mais pourra prendre ou favoriser les initiatives pour la création en province de cercles analogues et de statuts identiques. Il reçoit les adhésions des camarades de banlieue ou de province trop peu nombreux pour former un cercle dans leur localité.

« Le plus grand danger pour un vrai révolutionnaire — et peut-être même le seul danger — c'est l'exagération du révolutionnarisme, l'oubli des limites et des conditions qui rendent opportune et efficace l'application des méthodes révolutionnaires. C'est ici que les vrais révolutionnaires se sont le plus souvent cassé le cou après avoir commencé par écrire le mot révolution avec une majuscule, diviniser en quelque sorte la révolution, perdre la tête, perdre la maîtrise de soi et le sang-froid de concevoir, de penser et de vérifier à quel moment, dans quelles circonstances, dans quel domaine il faut savoir agir révolutionnairement et à quel moment, dans quelles circonstances et dans quel domaine il faut savoir passer à l'action réformiste. »

N. LÉNINE.

Cercle Communiste Démocratique

NOTRE POSITION

A la fin de décembre 1932, plusieurs groupes de communistes indépendants parmi lesquels le Cercle Communiste Démocratique *de Paris et la* Fédération Communiste Indépendante *de l'Est, ont été saisis d'une déclaration signée Delny, Jeanne, Lenoir, Max, Prader et Prieur.*

Sous le titre : Pour le regroupement des forces communistes, *ces camarades y approuvent la « courageuse initiative » de la Fédération de l'Est, répudient l'idée d'un « utopique redressement » du Parti et de l'Internationale communistes, constatent la faillite « des points de vue classiques de l'opposition » dite de gauche. Analysant la politique de la bureaucratie en U.R.S.S., ils dénoncent l'existence transitoire d'une nouvelle caste qui « devra céder le pas à l'impérialisme ou à la révolution » mais qui, pour l'heure, « utilise le pouvoir dont elle a acquis le monopole en vue de perpétuer la situation d'équilibre dont elle est issue ». Ils condamnent sans rémission la politique de l'Internationale Communiste et signalent la dégénérescence du mouvement révolutionnaire, encore soulignée par la déchéance de l'opposition dite indûment de gauche. A la fin, partisans du mot d'ordre d'un nouveau Parti et d'une nouvelle Internationale, ils proposent une « conférence de confrontation politique » aux groupes communistes indépendants qui leur paraissent susceptibles de s'entendre sur les idées fondamentales.*

Le Cercle Communiste Démocratique *et la Commission Exécutive de la* Fédération *de l'Est se sont mis d'accord sur le texte de la réponse qui suit, déjà publiée par le* Travailleur *(de Belfort).*

La IIIe Internationale

I. — La 3e Internationale a été créée en 1919 pour ainsi dire sur la seule initiative et par la seule volonté de Lénine. Aucun parti ni fraction de parti ouvrier n'en a préconisé la fondations hors de la République soviétique. En 1917, Lénine était encore seul à envisager la rupture avec l'organisation de Zimmerwald-Kienthal, attachée par des liens organiques à la 2e Internationale. Après la paix de Brest-Litovsk et en pleine guerre civile, dans l'impossibilité pratique de consulter le Parti transformé en armée et entièrement absorbé par la défense du territoire et du pouvoir révolutionnaire, Lénine a pu imposer ses vues au cercle dirigeant de son parti grâce à un prestige personnel accru par la justification historique de la capitulation de Brest. Mais lui-même est resté dans l'incertitude quant à l'opportunité de la création d'une nouvelle Internationale, jusqu'à ce que les événements de Hongrie lèvent ses doutes et ses hésitations. C'est l'illusion d'une extension de la révolution socialiste à toute l'Europe qui a brusqué sa décision. La conférence internationale inopinément constituée en premier Congrès de l'Internationale Communiste et composée, à une exception près (hormis la délégation russe), de proscrits et d'émigrés, ne reflétait pas la maturité du mouvement ouvrier révolutionnaire et ne traduisait pas la conscience ni la volonté de l'avant-garde communiste. Le seul délégué non-russe réellement représentatif, celui du parti communiste d'Allemagne, avait mandat de se prononcer contre la fondation prématurée de la 3e Internationale. En passant outre à cette opposition et à l'absence de représentation réelle du mouvement, avec la hardiesse qui le caractérise, Lénine traduisit l'optimisme et l'élan de son parti victorieux, non le degré de développement du prolétariat d'Europe et d'Amérique, ni même de sa fraction la plus avancée. Une fois le fait accompli, prématurément ou non, il n'était plus possible d'en corriger les conséquences défavorables par un retour en arrière; les communistes de tous les pays avaient pour devoir de rallier la nouvelle organisation et de travailler à sa puissance. Quelque opinion qu'on ait des origines de l'I.C., tous les révolutionnaires véritables lui devaient adhésion et solidarité. Encore aujourd'hui, nous nous en déclarons solidaires en bloc, sinon dans le détail, pour la période qui a prix fin approximativement avec la mort de Lénine. Mais on ne saurait s'interdire de tirer les leçons de l'expérience.

II. — La déchéance vertigineuse de la 3e Internationale à partir de 1924 démontre sans conteste que la nouvelle organisation n'était pas viable sans son fondateur. La question des origines prend ainsi toute sa signification profonde et sa valeur d'actualité permanente. Elle est encore éclairée par les enseignements d'un assez récent passé. Marx et Engels n'ont pas fondé à proprement parler la 1re Internationale : ils l'ont laissée se former par ses propres moyens, respectant l'originalité des groupements constitutifs tout en s'efforçant de les éduquer, respectant même les préjugés des participants sans renoncer à faire prévaloir leurs idées par la persuasion. Dans la suite, Marx et Engels se sont bien gardés de fonder la 2e Internationale; ils ont même déconseillé de la constituer trop tôt (cf. lettre de Marx à D. Nieuwenhuis, 1881). A l'inverse, et contre l'avis de Rosa Luxembourg, Lénine a pris sur lui de forcer les événements et a fait œuvre artificielle, à la merci d'une crise intérieure du cercle dirigeant. La guerre de 1870-71 et la défaite de la Commune ont dispersé la 1re Internationale. La guerre de 1914-18 et la défaite sans combat des principales sections ont révélé la dégénérescence irrémédiable de la 2e Internationale. Mais il n'a fallu ni guerre, ni défaite, pour constater la chute de la 3e Internationale à la suite de dissensions intestines dans sa direction. L'histoire a donné raison sur ce point à Rosa Luxembourg contre Lénine. Ce n'est pas diminuer celui-ci que de reconnaître le fait, fût-ce à la faveur d'un recul dans le temps, c'est suivre au contraire son meilleur exemple.

La Bolchévisation

III. — Après l'erreur initiale et pour des raisons analogues, Lénine et son parti en ont commis une autre plus grave encore en tendant à modeler partout les partis communistes à l'image et selon les règles strictes du bolchévisme (tout

en s'en défendant), comme si un parallélisme absolu commandait dans tous les pays une organisation et une tactique uniformes, comme si la communauté de buts et de principes exigeait l'imitation docile de la section mère de la 3e Internationale. Avec son immense supériorité intellectuelle sur son parti, Lénine a cependant mis en garde contre toute exagération à cet égard, (cf. son discours au quatrième Congrès de l'I.C., 1922), mais seulement après avoir provoqué partout la même scission plus ou moins bien conçue et pratiquée, ou comme en Angleterre une fusion plus ou moins justifiée. Au lendemain de sa disparition, l'introduction factice de méthodes et procédés d'organisation spécifiquement russes et bolchévistes dans toutes les sections de l'I.C. a transformé celles-ci en appendices de l'Etat dit soviétique, au nom d'une nouvelle doctrine appelée léninisme mais inconcevable du vivant de Lénine. Sans cette transformation, la « bolchévisation » de 1924 n'eût pas été possible, avec toutes ses conséquences.

IV. — La bolchévisation, synthèse de la théorie et de la pratique dites léninistes par opposition au marxisme, caricature internationale du bolchévisme d'Etat déjà décadent, imposée par les héritiers illégitimes de Lénine grâce au prestige immense de la révolution d'Octobre et aux moyens matériels à leur disposition, a brisé et stérilisé le mouvement communiste contemporain. Opération contre-révolutionnaire par excellence, car elle donne le pas aux intérêts particuliers de la camarilla bureaucratique au pouvoir à Moscou sur les intérêts généraux du prolétariat et de la révolution, la bolchévisation a transposé sur le plan international des phénomènes propres à l'Etat soviétique dégénéré, à un régime qui ne tolère aucune institution de la classe ouvrière, ni partis, ni syndicats, ni bourses du travail, ni conseils d'entreprises, ni coopératives, ni soviets, et leur substitue une hiérarchie « d'appareils » soumis à une oligarchie recrutée par cooptation. De ce fait, dont l'impuissance du prolétariat dans le chaos capitaliste souligne les conséquences, la 3e Internationale et ses sections n'existent plus que comme obstacles à la renaissance actuelle du communisme. De tels obstacles ne sont pas à redresser ni à assainir, mais à supprimer.

V. — Quels que fussent les mérites historiques du bolchévisme, la révolution isolée dans un seul pays, et dans un vaste pays agraire arriéré où le prolétariat n'a pas été plus capable que la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir, ne pouvait prétendre se subordonner le mouvement révolutionnaire international sans le mener à sa perte. Une disproportion excessive sous tous les rapports entre la section russe et les autres sections de l'I.C., ajoutée aux traditions du bolchévisme consolidées et hypertrophiées après Octobre, a pesé sur le développement normal du communisme en Europe et en Amérique au point de l'étouffer dès que le personnel dictatorial de l'Union soviétique s'est mis, après la mort de Lénine, à traiter le mouvement communiste à l'extérieur comme il avait traité le parti privilégié à l'intérieur. La résurrection du communisme international d'inspiration marxiste ne sera possible qu'envers et contre le bolchévisme abâtardi, en opposition au léninisme et à la bolchévisation.

Le Parti de l'avenir

VI. — Le *Cercle* et la *Fédération* restent fidèles aux principes directeurs du bolchévisme d'Octobre et à la 3e Internationale représentée tant bien que mal par ses quatre premiers congrès. C'est pourquoi nous répudions l'idéologie et l'action du parti bolchévik post-léninien, donc de ses filiales étrangères, politiques ou syndicales.

Convaincus de la nécessité d'un véritable parti communiste dans chaque pays, et constatant l'inexistence actuelle de tels partis en dépit d'étiquettes trompeuses, nous militons depuis nos premiers pas pour en préparer la reconstitution. L'heure d'un nouveau parti communiste aura sonné dès qu'il existera des groupes ou fédérations de groupes assez conscients et actifs pour en assurer l'organisation et le rayonnement parmi les travailleurs. Dans cette perspective, nos organisations, ouvertes à tous ceux qui partagent dans les grandes lignes leurs conceptions, s'efforcent de hâter l'heure favorable au nouveau parti, toujours prêtes à s'associer aux autres groupements communistes indépendants et démocratiques orientés vers le même but. Quant à la 4e Internationale, elle ne pourrait naître que sur l'initiative et par la volonté des principaux partis communistes de l'avenir; précisément pour les motifs indiqués à propos des Internationales précédentes, le mot d'ordre trop inactuel d'une 4e Internationale offrirait plus d'inconvénients que d'avantages. A l'appui de cette opinion, on peut actuellement se référer à la pensée de Marx: « L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence de l'Association Internationale des Travailleurs » (Critique du programme de Gotha).

VII. — Les futurs partis communistes et par conséquent les éléments qui en sont aujourd'hui consciemment ou non les embryons, instruits par l'expérience de la 3e Internationale, devront rendre vie et force à l'affirmation du *Manifeste Communiste :* « Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers », demeurée valable dans son esprit sinon à la lettre, et précisant le sens de la formule traditionnelle : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Les révolutionnaires, professionnels ou non, qui ne sont et ne seront pas en Europe et en Amérique calqués sur le type de Russie, ont à éclairer, conseiller, éduquer par la persuasion, entraîner par leur exemple la masse retardataire, à l'encadrer et à la diriger si possible en gagnant sa confiance, mais en aucun cas à s'imposer par la démagogie, l'intrigue, l'imposture et la corruption, comme prétendent le faire les bolchéviks-léninistes de toutes catégories. Vis-à-vis des autres partis ouvriers, un parti communiste authentique manifestera sa supériorité en accordant la théorie et la pratique par ses arguments et dans son action, par l'identification de ses fins aux intérêts historiques des classes exploitées et opprimées.

Socialisme et démocratie

VIII. — « Hors de la démocratie, il n'y a pas de socialisme » : le *Cercle* et la *Fédération* prennent au sérieux cet axiome de Lénine inspiré du marxisme et se réclament de la même idée dans leur critique du régime dit soviétique et de l'Internationale dite communiste. Nous réprouvons

l'abolition de toute démocratie en U.R.S.S., contraire à la dictature du prolétariat qui impliquerait par définition, d'après Lénine, la violence contre les exploiteurs mais le maximum de démocratie pour les exploités. Nous dénonçons la dictature bureaucratique sur le prolétariat dans la République des Soviets sans république ni soviets, l'annulation de la Constitution soviétique et de la Déclaration des Droits du peuple travailleur, l'abandon du programme socialiste d'Octobre, l'omnipotence arbitraire du secrétariat du parti unique par les pouvoirs illimités de la Guépéou, l'état de siège et la peine de mort instaurés en permanence, la suppression de toutes les institutions des classes laborieuses, l'abrogation des libertés les plus élémentaires, la création de privilèges pour une nouvelle caste supérieure et l'accentuation continue de l'inégalité économique et sociale. Dénonciation nécessaire pour sauver le plus possible des conquêtes d'Octobre. Au même titre, nous condamnons le système d'organisation et de direction institué dans l'Internationale communiste et ses sections politiques ou syndicales, privées de toute faculté de self-détermination, de toute possibilité de disposer d'elles-mêmes. Un véritable parti communiste sera organisé et dirigé selon les règles du centralisme démocratique, avec des cadres élus de la base au sommet et responsables devant les assemblées régulières de militants, contrôlés et révocables sous la loi commune des statuts.

Groupes et fractions

IX. — Il va de soi que les considérations ci-dessus exprimées s'appliquent aux divers groupements d'opposition dans toute la mesure où ils se solidarisent avec les partis communistes officiels. En particulier, la fraction internationale dite des bolchéviks-léninistes, à prétention d'orthodoxie intégrale, ne mérite pas plus de crédit que celle des léninistes-bolchéviks, avec sa mystique religieuse et dogmatique du Parti ridiculisée par les faits, son classement abstrait de toutes les notions imaginables en droite, gauche et centre, ses correctifs dérisoires aux prétendues « erreurs de Staline », sa perpétuelle surenchère sur l'hystérie salariée des aventuriers d'une révolution impossible, ses mœurs et pratiques héritées ou imitées de l'appareil bureaucratico-soviétique. En tant que fraction du Parti hors du Parti, elle en partage les tares incurables et les déshonorantes caractéristiques. Ni l'une, ni l'autre ne sont à réformer, mais à liquider.

L'Unité syndicale

X. — Nous tenons pour nécessaire de travailler à la réalisation de l'unité syndicale dans chaque pays. A cet effet, nous préconisons en France la rupture des syndiqués révolutionnaires conscients avec la Confédération du Travail domestiquée par l'Internationale communiste, c'est-à-dire par le pouvoir soviétique. Les conditions de cette séparation varient selon les cas, le critère décisif étant de soustraire le plus grand nombre de travailleurs à l'influence néfaste du néo-bolchévisme. Mais, en définitive, la rupture doit se produire tôt ou tard et il importe de l'avoir en vue pour l'accomplir au mieux des intérêts du mouvement syndical et ne pas subir en ordre dispersé les manœuvres de fonctionnaires asservis. Dégagés de l'emprise du Parti, les éléments sains ont à déterminer par eux-mêmes les voies et moyens d'un rassemblement des forces ouvrières éparses en tenant compte des conjonctures générales de la situation et des circonstances spéciales à leur syndicat de métier ou fédération d'industrie. La position d'attente de l'autonomie et le ralliement à la C.G.T. sont également admissibles, vu le désavantage de fixer d'avance une ligne de conduite unique. En tout état de cause, les syndiqués révolutionnaires ont le devoir de garder le contact et de resserrer leurs liens, à quelque organisation qu'ils appartiennent, sous peine de se dissoudre à bref délai dans un réformisme corporatiste et conservateur.

Les annexes du Parti

XI. — A l'égard des associations et organisations multiples créées sous main par l'I.C., dont elles subissent la direction plus ou moins occulte, sous divers prétextes, et servent hypocritement les desseins inavoués (Secours Rouge, Amis de l'U.R.S.S., associations camouflées d'intellectuels, Ligue contre l'impérialisme, Comités contre la guerre, etc...), nous recommandons d'en observer le boycottage et précipiter la dissolution par tous les moyens.

Pour l'union des communistes

XII. — Aux groupes communistes indépendants, en France et ailleurs, qui revendiquent les mêmes principes et se réclament des mêmes idées fondamentales, nous proposons de coopérer à la même œuvre destructive et constructive, d'établir entre eux et nous une collaboration constante et de réaliser l'entr'aide indispensable au progrès plus rapide de la cause révolutionnaire et communiste.

LE CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE.
— LA FÉDÉRATION COMMUNISTE INDÉPENDANTE DE L'EST.

NOTRE SOUSCRIPTION

5e LISTE

Anonyme, versé par Jean Bernier, 3.000 fr.; Marc Dussaux, 100 fr.; S. B., versé par Souvarine, 500 fr.; Maurice Coquet, 500 fr.; J. Brunand, 20 fr.; Andrée Ducret, 50 fr.; Groupe de Lyon, versé par Souzy, 225 fr.; V. Alter, 75 fr.

Total de la 5e liste.....	4.470 »
Listes précédentes	4.242 50
TOTAL GÉNÉRAL	8.712 50

Cette liste porte sur la période de mars à juillet 1930. La souscription de V. Alter est de mars 1931. Celle de Lyon, destinée au journal que le *Cercle* devait faire paraître en 1929, a été versée au *Bulletin*, d'accord avec les souscripteurs.

A l'occasion de la publication de ce numéro, plusieurs camarades avisés par circulaire nous ont fait parvenir des souscriptions qui feront l'objet d'une 6e liste.

Les camarades auxquels ce numéro a été envoyé d'office, en un ou plusieurs exemplaires, sont priés de nous couvrir du prix marqué. Quant aux commandes, on peut les adresser soit à n'importe quel membre du *Cercle*, qui transmettra, soit à Marcel Hasfeld, à la *Librairie du Travail*, notre dépositaire (17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-10e).

Cercle Communiste Démocratique

LETTRES SANS RÉPONSES

Le *Cercle Communiste Démocratique* est le seul groupement détaché de la IIIe Internationale qui se soit gardé de sacrifier ses principes aux avantages politiques ou aux résultats numériques immédiats, qui ait toujours conformé sa pratique à ses théories au nom des intérêts supérieurs de la cause à défendre et de l'avenir révolutionnaire du mouvement ouvrier. C'est pourquoi il a refusé, en toutes circonstances, de se prêter aux rapprochements ou aux amalgames qui eussent exigé, sous le fallacieux prétexte de rassembler des forces dispersées, le renoncement à ses idées essentielles. Il n'a pas voulu s'aboucher avec n'importe qui pour faire n'importe quoi. Aucun événement, aux cours des années stériles vécues depuis la « bolchévisation », ne lui a donné sujet de regretter sa ligne de conduite et de la réviser dans le sens d'une attitude soi-disant plus réaliste. Au contraire, les expériences d'autres groupes d'opposition qui se réclament du communisme, en France et ailleurs, l'ont confirmé dans sa position fondamentale. Le *Cercle* s'est rigoureusement abstenu de prendre part aux tentatives esquissées à droite et à gauche pour reconstituer, hors de l'Internationale Communiste, une organisation présentant les mêmes caractéristiques, c'est-à-dire les mêmes tares irrémédiables, que celles dont le centre est à Moscou.

Comme suite aux invites reçues de Berlin en 1930 par L. Laurat et B. Souvarine, à l'occasion d'une conférence internationale d'exclus, nos camarades ont décliné de répondre à titre personnel et ont soumis le cas au *Cercle* qui a décidé d'opposer un refus dûment motivé, sous forme de lettre explicite dont voici le texte, inédit à ce jour (les destinataires n'ayant pas jugé bon de le publier en Allemagne dans leur presse). Bien que dépassée sur certains points par les événements ultérieurs, cette lettre restée sans réponse a néanmoins conservé tout son intérêt de principe. Elle affirme après bien d'autres documents la continuité des vues de notre *Cercle* et, en même temps, réfute les critiques inconsidérées de toutes sortes d'adversaires.

Il nous paraît indiqué de reproduire, d'abord, une autre lettre, adressée également à un membre de l'opposition communiste d'Allemagne, mais un an plus tôt et à titre privé, par notre rédacteur. En 1929, ce groupe d'opposition n'avait pas encore précisé ses tendances. En 1930, le *Cercle* ne pouvait rester sur la réserve observée l'année précédente par B. Souvarine.

Les communistes sérieux, qui se sont tenus au courant des faits et des idées dans le mouvement révolutionnaire, depuis la mort de Lénine, pourront se faire une opinion en connaissance de cause sur les conceptions du *Cercle*, après lecture des documents ci-dessous, ajoutés à divers autres.

Lettre de B. Souvarine

Paris, le 24 novembre 1929.

.....

Le danger, pour les camarades qui ont conscience de la crise et veulent travailler à la renaissance communiste, serait de constituer une sorte de société de mécontents, par hâte de représenter une force avec laquelle Moscou devrait compter. Une telle erreur compromettrait dès l'origine votre tentative de rassemblement et ajournerait de plusieurs années encore les possibilités de créer un nouveau centre international de rayonnement et d'attraction de la pensée communiste.

Dans l'état de démoralisation et de désagrégation de notre mouvement, les groupes et individus qui s'en détachent agissent sous des influences fort diverses et s'inspirent de mobiles souvent étrangers les uns aux autres. Il est impossible de les considérer abstraitement comme les éléments d'un nouveau mouvement, en émulation avec le précédent, ou les embryons du mouvement futur dans leurs pays respectifs. La plupart sont certainement voués à disparaître dans l'indifférence politique bourgeoise ou à se fondre dans la social-démocratie. Ne survivront que les hommes et les fractions capables de sacrifier les profits politiques du moment aux intérêts généraux et à l'avenir du prolétariat, et de s'élever par eux-mêmes au niveau des problèmes de l'époque, de considérer la perspective historique sous l'angle de vue marxiste. Nous ne les connaîtrons qu'à l'expérience.

Il faut prendre garde aussi d'être dupe du grossier procédé en usage dans l'I.C., consistant à englober dans une même énumération les opposants les plus variés, — et surtout ne pas accepter n'importe quels alliés, même en s'exposant à la vaine accusation de sectarisme : dans le désarroi provoqué par l'incapacité des dirigeants du P.C. russe, notre force est essentiellement dans la conscience lucide et ferme, non dans l'addition des miettes de nos partis décomposés.

Aussi me semble-t-il que l'opposition allemande, peut-être destinée à jouer un rôle essentiel dans le regroupement des communistes non soumis à la fraction dirigeante russe, doit se conduire avec une grande réserve vis-à-vis des oppositions des autres pays prêtes à s'associer avec n'importe quel adversaire de la veille dans l'unique dessein de ne pas disparaître de la scène politique. En particulier, il lui faut distinguer entre les trompeurs et les trompés de la « bolchévisation » des années 1924 et suivantes. Parmi les participants de cette sinistre opération, il en est qui ne sont sans doute pas perdus pour le communisme, bien que leur manque de clairvoyance doive les inciter à la modestie; mais les responsables actifs ne sauraient plus rendre d'autre service que de s'en aller. Chacun peut se tromper. Mais il y a erreur et erreur.

Au cours des dernières années, notre *Cercle* a été invité à bien des coalitions, alliances et fusions, notamment sous la pression de l'opposition russe. Il a refusé d'avoir rien de commun avec les bolchévisateurs et leurs alliés. Il a refusé de même de s'identifier à l'opposition russe, d'en subir les directions ou de calquer ses actions. Il entend élaborer lui-même son idéologie et sa tactique, tout en acceptant dans un esprit de réciprocité les conseils et la collaboration des ca-

marades qui ne prétendent pas à l'infaillibilité et savent échapper au dogmatisme.

L'expérience et les événements nous confirment dans notre voie : les groupes soi-disant léninistes et orthodoxes, « dans la ligne » et « cent pour cent » conformes à l'opposition russe officielle, vacillent constamment de la fanfaronnade au reniement à travers mille contradictions et leurs phrases vides de gauche ne les préservent pas de piller nos arguments dits de droite. Cependant que nous n'avons jamais eu à nous rétracter, à nous contredire, à renoncer au moindre de nos principes. Certes, notre position ne nous vaut aucun « succès » immédiat dans le sens vulgaire qui intéresse les poseurs de la prétendue gauche. Mais nous préférons nous en passer et faire œuvre utile pour l'avenir de la révolution.

La disproportion des forces entre le communisme russe et le reste de l'Internationale donne inéluctablement une place essentielle aux questions russes dans les préoccupations de tout groupement communiste non-russe. Il n'y a rien là que de naturel. Mais la pire faute serait de transposer les fractions russes sur le plan international. Et il importe de ne pas répondre à la constitution d'une fraction internationale commandée par Trotsky en constituant une fraction inspirée par Boukharine. Nous devons avoir assez de liberté d'esprit pour reconnaître la pensée marxiste chez les uns ou les autres sans nous mettre à la remorque des uns ni des autres.

Les tendances actuelles du Parti russe représentent des variétés de dégénérescence de ce bolchévisme qui, après avoir été l'expression russe la plus authentique du marxisme vivant, ne cesse de s'en éloigner en substituant la mentalité religieuse à l'esprit scientifique. La fraction dite de droite, en particulier, co-responsable directe des fautes commises depuis la mort de Lénine, et dont elle n'a même pas conscience, est incapable de formuler un programme politique pour la Russie, à plus forte raison pour l'Internationale. Le fait qu'elle puisse opposer à la direction de Staline des objections fondées ne lui confère pas plus d'autorité qu'aux menchéviks ou aux social-révolutionnaires, qui peuvent eux aussi formuler de justes critiques sans pouvoir cependant interpréter les intérêts historiques du prolétariat. Dans l'Internationale, la plupart des éléments dits de droite exclus au cours des dernières années ne valent pas mieux que les pseudo-gauches. C'est avec une génération nouvelle que le communisme connaîtra de nouveaux progrès.

J'espère que, sur ces idées générales, nous ne serons pas séparés par de sensibles divergences. Peut-être même votre plate-forme traduit-elle une conception proche de la nôtre; un camarade s'est chargé de la traduire pour le *Cercle* et doit nous l'envoyer prochainement. Nous vous ferons part de notre opinion après l'avoir étudiée et discutée.

.....

Fraternellement à vous,

B. SOUVARINE.

Lettre du Cercle Communiste Démocratique

CERCLE COMMUNISTE
DÉMOCRATIQUE

Paris, 10 décembre 1930.

Aux camarades Brandler et Thalheimer.

Camarades,

Deux d'entre nous, membres du *Cercle Communiste Démocratique* de Paris, ont été conviés par votre organisation à assister, à titre consultatif, aux conférences de l'opposition communiste allemande et internationale prévues pour ce mois à Berlin. Saisi de cette invitation, le *Cercle* a décidé de répondre collectivement et d'utiliser l'occasion pour éclairer soit nos divergences de vues, soit leur concordance.

Il vous adresse cette réponse comme aux deux camarades les plus représentatifs d'un certain mouvement déjà suffisamment caractérisé mais vous prie de la communiquer aux conférences prochaines et de la publier dans la presse allemande ou internationale où vous avez accès.

Nous nous sommes abstenus jusqu'à ce jour de porter une appréciation publique sur votre action depuis la constitution de votre groupe hors du Parti. Cette attitude n'était dictée ni par l'indifférence, ni par l'ignorance : nous avons toujours fait effort pour nous tenir au courant de vos idées et de votre tactique, et souvent discuté entre nous à ce sujet. Mais nous estimions prématuré d'entrer en controverse ouverte tant que les traits essentiels de votre programme restaient imprécis, et jugions inopportun d'alimenter le désarroi extrême où la crise permanente de l'I.C. a jeté ses sections et ses multiples fractions en y ajoutant encore nos désaccords particuliers sans avoir la perspective de les résoudre à brève échéance.

De plus, nous avons rompu une fois pour toutes avec ces donneurs de leçons, tous plus orthodoxes les uns que les autres, qui prétendent instruire autrui avant de s'instruire eux-mêmes et dont les affirmations tranchantes dissimulent mal l'indigence de l'argumentation; dans cet esprit, nous avons tendance à chercher notre voie par nos propres moyens sans dénier aux autres groupements plus ou moins communistes le droit ou le devoir d'en faire autant et nous exerçons notre critique sur nous avant de l'appliquer à d'autres.

Mais il va de soi que cela n'implique pas l'abstention devant les problèmes de toute nature qui s'imposent de toutes parts aux communistes de partout. Nous sommes toujours disposés à exprimer notre pensée, surtout quand on nous la demande en camarades, et à prendre publiquement notre responsabilité sur toute question où nous avons conscience d'avoir quelque chose à dire d'utile pour la classe ouvrière. Nous travaillons enfin à être en mesure de prendre un jour les initiatives nécessaires dans des conditions propices et selon nos forces, précisément parce que nous savons combien l'heure présente nous est défavorable et que nos moyens actuels sont insignifiants.

Avant tout, il nous paraît indispensable de rappeler à quelle opinion d'hier nous nous rattachons, de quels points de vue d'aujourd'hui nous sommes solidaires, tant il est vrai que l'enchaî-

nement des faits et des idées du passé et du présent conditionne l'avenir. Notre filiation vient de la gauche marxiste de l'Internationale socialiste et nous a conduit à l'Internationale communiste par Zimmerwald et Kienthal. Elle nous lie rétrospectivement au *Comité de la IIIe Internationale* français, aux bolchéviks russes, aux spartakistes allemands, et nous accule logiquement à notre isolement actuel. De l'Internationale communiste, nous ne reconnaissons que les quatre premiers congrès, ceux qui se tinrent du vivant de Lénine, sans pour cela nous priver d'en apprécier l'œuvre en toute liberté d'esprit, sans renoncer le moins du monde à en abandonner ce que l'expérience, les événements ou la situation évoluée ont pu rendre caduc.

Entre le quatrième et le cinquième congrès, la disparition de Lénine, suivie d'une lutte intestine pour le pouvoir en U.R.S.S., a déterminé le déchirement de notre Internationale, facilité par la déception consécutive à la défaite d'octobre 1923 en Allemagne. Les exclusions, les démissions, les scissions, sous le régime des cliques, de l'omnipotence bureaucratique et de la pourriture organisée, ont rapidement anéanti dans son principe l'Internationale communiste.

A l'origine de cette crise mortelle, on trouve deux faits principaux, pour ne parler que de ce qui met en cause la responsabilité directe des dirigeants et des cadres : la destruction de l'opposition du P.C. russe et le renversement de la direction du P.C. allemand. Ces deux opérations ont été accomplies *contre* l'opinion du rank and file ou *sans* elle, bien qu'à la faveur de sa lassitude et par les pires moyens de tromperie, de pression et de corruption. En réalisant ce double mauvais coup, le triumvirat Staline-Zinoviev-Kamenev piétinait ouvertement les intérêts généraux du prolétariat au profit des intérêts mesquins d'une camarilla. Or, quand l'intérêt général du prolétariat est violé ou méconnu, il n'y a plus de communisme dans l'acception que Marx donnait à ce terme, et que nous entendons lui conserver. Et le développement ultérieur de cet état de choses s'étant fait dans le même sens, de plus en plus accentué et aggravé, on peut considérer qu'il n'y a plus de partis communistes depuis 1924, depuis le Ve Congrès et sa cuisine malpropre, — et qu'une Internationale révolutionnaire véritable reste à créer.

Nous n'oublions pas les conditions historiques dans lesquelles s'est réalisée cette déchéance, l'isolement de la révolution russe dans un milieu paysan arriéré, les conséquences de la guerre pour le prolétariat d'Europe, la disproportion momentanément inévitable entre l'influence du Parti bolchévik et celle des autres sections dans l'Internationale : mais les raisons objectives ne suppriment pas les responsabilités humaines et c'est de celles-ci qu'il s'agit.

Contre la dictature antidémocratique du secrétariat en Russie et dans l'Internationale, il fallait se dresser, au nom des principes du communisme, au nom de l'expérience révolutionnaire d'un siècle et demi, au nom de la science sociale dont le marxisme est la plus haute expression.

Il fallait d'abord s'opposer au coup d'État bureaucratique de 1923-1924 en U.R.S.S. : l'opposition d'alors, avec Trotsky à sa tête, avait raison de préconiser plus de démocratie révolutionnaire, un plan d'orientation pour l'économie soviétique, un effort sérieux dans le sens de l'industrialisation. (Même si elle s'était trompée, c'était son droit et son obligation envers la Révolution de défendre ses idées et tous les communistes du monde lui devaient leur approbation, mais les faits lui ont donné entièrement raison sans conteste; sa dégénérescence ultérieure ne lui enlève rien de son mérite initial). Seul pour ainsi dire dans toute l'Internationale, un des nôtres a fait son devoir, seul le *Bulletin Communiste* a dit la vérité, et nous en sommes solidaires. Vous n'avez pu à l'époque agir exactement selon vos vues, mais vous étiez de l'avis de Souvarine dans les grandes lignes et, avec Radek, vous avez refusé de vous faire complices de l'opération : cela reste à votre honneur.

Il fallait ensuite s'opposer à l'immixtion abusive du triumvirat russe dans la crise du parti allemand, inspirée non des intérêts de la révolution mais des petits profits d'une clique. Cela encore, Souvarine l'a fait et nous l'en approuvons; Trotsky était alors d'accord avec lui contre le procédé qui vous a arraché à votre parti et fait de vous des prisonniers sur parole en Russie. Cela aussi reste à son actif, bien qu'il ait renié dans la suite sa signature mêlée à celles de Radek et de Piatakov au bas d'une résolution sur la question allemande.

Quant aux Polonais, qui partageaient l'opinion de Trotsky, de Souvarine et de vous sur ces deux points essentiels, ils ont, sous prétexte de tactique, d'habileté et de souplesse, ouvert la longue série de fautes et de lâchetés dont les dirigeants de toutes les sections se sont rendus coupables jusqu'à ce jour et donné, comme Clara Zetkin et bien d'autres, l'exemple néfaste de politiciens qui croient très malin de ne pas dire ce qu'ils pensent, de ne pas faire ce qu'ils disent, de ne pas penser ce qu'ils font, et au total n'ont su que perdre, pour vivre, toute raison de vivre, perdant en même temps le mouvement communiste contemporain.

L'exclusion de Souvarine par un Exécutif aux ordres a inauguré la chirurgie qui aboutit à amputer l'Internationale de tous ses fondateurs au cours de sept années déjà d'une interminable crise jalonnée de secousses nommées officiellement « malaises de croissance », comme si les convulsions d'une maladie pouvaient être appelées signes de santé. En réalité, c'est un principe que l'on a visé dans un individu, et la complicité franche ou tacite qui a permis l'acte arbitraire frayait la voie contre-révolutionnaire aux usurpateurs de l'héritage politique de Lénine.

Traités vous-mêmes en suspects et presque en ennemis, vous avez ensuite cru expédient de désavouer hors de propos l'opposition russe et avez espéré acheter votre retour à la direction du parti communiste allemand en votant l'exclusion de Trotsky et de toute l'opposition russe, c'est-à-dire en livrant des camarades de grand mérite révolutionnaire à une répression policière effrénée, à la prison, au bagne et à la mort. Contre votre conduite en l'occurrence, véritablement bolchéviste dans le sens péjoratif du mot, nous nous sommes prononcés sans hésiter et, aujourd'hui encore, nous maintenons intégralement notre appréciation. En agissant comme vous l'avez fait, vous avez contribué à fourbir les armes sous lesquelles vous deviez tomber, vous avez par avance justifié votre propre exclusion, vous avez trempé

dans un des pires épisodes de la « bolchévisation ». Les désaccords qui nous ont opposés à Trotsky et à sa fraction depuis leur « bloc » avec Zinoviev et Cie (1926) et leur ralliement au « léninisme », puis nous ont complètement séparés, ne modifient en rien notre manière de voir à ce propos : au contraire, nous vous rendons partiellement responsables de les avoir poussés sur la pente funeste d'une démagogie désastreuse par votre concours donné à Staline. Enfin, nous ne pouvons admettre dans la moindre mesure votre compromission avec une fraction notoirement dépourvue de principes et de scrupules, celle des Boukharine et *tutti quanti* avec leurs valets à la Humbert-Droz et consorts.

De retour en Allemagne, vous deviez faire loyalement votre examen de conscience, reviser votre tactique passée, vous informer sérieusement de la situation internationale, commencer des échanges de vues avec les rares éléments restés sains du communisme, enfin — tâche principale — travailler à préparer un meilleur avenir pour notre mouvement. Vous avez pris un autre chemin. Dans votre hâte à obtenir des résultats immédiats pour un présent médiocre, et sous prétexte de ne pas vous couper des masses, vous avez suivi l'exemple de Staline et de Trotsky en enrôlant n'importe qui pour vous donner l'apparence d'une force, sans demander à personne de pièces d'identité politiques ni le minimum de garanties particulièrement nécessaires dans une phase critique comme celle que nous vivons. Vous avez créé une sorte de syndicat de mécontents sans vous soucier suffisamment de la nature ou de la qualité de leur mécontentement.

Vous étiez d'accord spontanément avec nous sur un point capital : la nécessité de reconstituer le mouvement communiste européen sans rien attendre de l'U.R.S.S. et, au besoin, contre toutes les fractions du bolchévisme dégénéré. Mais c'était une raison de plus pour ne pas vous acoquiner avec les sous-produits non-russes de la bolchévisation. Nous vous avons mis en garde immédiatement, mais en vain, contre les gens de l'espèce de M. N. Roy. C'est une affaire, non de personne, mais de principe. A ce propos, il nous faut une bonne fois tirer la question au clair : plusieurs de vos partisans nous disent qu'on ne peut tenir indéfiniment rigueur de certaines « fautes » passées et que la politique n'est pas la morale. C'est exactement le langage de Trotsky et nous ne l'acceptons ni de lui, ni de vous. Il y a fautes et fautes, les unes sont des erreurs, les autres des délits ou des crimes. Nous ne laisserons pas confondre les bévues, maladresses ou égarements du militant qui fait son apprentissage, les illusions, méprises ou faux calculs de l'homme politique devant une situation difficile, avec les agissements du menteur, du faussaire, du traître et du scélérat. Certains se trompent, d'autres trompent, d'aucuns sont trompés. Nul n'a le monopole de la rectitude et personne n'est infaillible, mais la sincérité envers soi-même et vis-à-vis des compagnons de lutte, l'honnêteté envers son parti et sa classe, le respect de la vérité devraient être notre bien commun, sans discussion. Quant à la politique et la morale, c'est une vieille histoire que nous n'avons pas le loisir de traiter ici; nous dirons simplement que si vous croyez, non avec Karl Marx, mais Ignace de Loyola, que la fin justifie les moyens, nous répondons que toute fin n'est pas compatible avec n'importe quel moyen et que certains moyens inavouables compromettent la fin avouée.

Après M. N. Roy, vous avez découvert le pseudo « Parti ouvrier-paysan » français, groupe de politiciens municipaux corrompus remorquant une clientèle électorale, le tout n'ayant rien de commun avec le communisme ni la révolution. Un seul numéro de leur feuille suffit généralement a donner des nausées définitives. Pourtant, vous les avez pris au sérieux, entre autres sous prétexte de tenir compte des « masses ». Outre que ces gens ne représentent pas plus que nous la moindre masse, nous tenons à vous dire que dans l'hypothèse où ils auraient quelque masse derrière eux, ce serait *une raison de plus* pour les combattre sans ménagement, et plus importante serait cette masse, d'autant plus impérieux, d'autant plus pressant devrait être notre devoir de les démasquer.

Sur l'initiative d'un de nos camarades, vous êtes entrés en contact avec l'opposition communiste d'Alsace. Mais en donnant son conseil, ce camarade avait bien spécifié que votre rôle était d'inculquer l'*a b c* du communisme à une organisation ouvrière politiquement illettrée, à ramener dans une voie communiste cette organisation fourvoyée dans une orientation nationaliste réactionnaire. Au lieu de répondre à cette attente, vous avez au contraire renoncé à la pensée internationaliste révolutionnaire pour pactiser avec la déviation alsacienne autonomiste. Il nous est impossible de vous en féliciter.

Nous n'admettons pas un iota du point de vue anticommuniste des Alsaciens avec qui vous avez lié parti. D'abord, ce point de vue n'est même pas le leur : c'est de Paris qu'ils l'ont reçu, et ceux qui le leur ont donné n'ont même pas été capables de l'élaborer eux-mêmes : ils l'ont emprunté tout simplement à l'Heimatbund clérical, chauviniste, contre-révolutionnaire. Ainsi, la *revendication essentielle* de ces singuliers « communistes », le point principal de leur programme, vient non de leur conscience de classe, non de leurs principes, non de leur tradition, non du programme de leur Parti mais de leur adversaire direct, des pires ennemis du prolétariat. Et ce n'est pas tout : jusqu'à 1925, ni les communistes d'Alsace, ni ceux de France, ni ceux d'Allemagne, ni ceux d'ailleurs n'avaient songé à un autonomisme alsacien communiste; cette trouvaille a été mise en avant aux élections municipales de 1926, sous l'inspiration de l'usage qu'en avait fait l'Heimatbund l'année précédente, lors d'élections partielles. Que s'est-il donc passé à la veille des élections de 1926, quel cataclysme a bouleversé toutes les conditions économiques, sociales et politiques de l'Alsace ou de la France pour faire surgir aussi subitement une nouvelle revendication cardinale du prolétariat alsacien ? Nous vous serions reconnaissants de nous en informer et, en même temps, de dire s'il existe quelque part un autre parti ouvrier qui, du jour au lendemain, ait improvisé ainsi l'essentiel de son programme, d'ailleurs sur un ordre venu de l'extérieur, en pillant celui de l'ennemi et en contradiction flagrante avec les principes mêmes de tout mouvement d'émancipation prolétarien moderne.

Si l'on admet une revendication aussi artificielle, aussi contraire au développement histori-

que de l'Europe, il n'y aura pas de raison de contester celle d'un corridor alsacien avec accès à la mer, puis de s'opposer à un nouvel « anschluss », cependant que dans l'hypothèse d'un rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, il faudrait lancer l'autonomisme autrichien. Tout cela est incompatible avec l'internationalisme ouvrier qui, n'en déplaise aux néo-communistes d'Alsace, a des traditions valables remontant à la Révolution française, bourgeoise et jacobine, à la République « une et indivisible », et non aux particularismes régionaux hérités de la féodalité. A remarquer que l'autonomisme alsacien est absolument conforme à la politique des réactionnaires français de la pire espèce qui préconisent l'autonomie de la Rhénanie, de la Bavière, etc. Seulement, les nationalismes sont toujours séparatistes pour les Etats rivaux qu'ils veulent affaiblir et unificateurs dans leur propre pays.

Le provincialisme alsacien est un phénomène profondément réactionnaire, au même titre que les autres patriotismes locaux. Ce n'est pas pour rien que l'initiative en est de source religieuse. L'alliance communiste-cléricale en Alsace est une intolérable monstruosité. Nous sommes au regret de vous rappeler, avec le *Manifeste Communiste*, que les prolétaires alsaciens n'ont pas de patrie; la révolution socialiste seule peut leur en donner une, mais pas à l'échelle d'un ou deux départements. La carte d'Europe triturée à Versailles ne sera, dans l'ère de l'impérialisme, remaniée que par le capital financier ou par le prolétariat mondial. L'idée du communisme dans une seule province est bien digne des inventeurs du socialisme dans un seul pays.

Mais c'est trop parlé de l'Alsace. Mentionnons seulement l'identité de vues fondamentale entre les littérateurs « bolchéviks-léninistes » soi-disant « de gauche » à la traîne de Trotsky et les communistes-nationalistes alsaciens dits « de droite », en dépit de leurs petites querelles de mots. Sur ce point comme sur bien d'autres, nous restons seuls de notre avis et ne sommes pas nombreux, mais à ceux qui nous parlent de « secte » et de « masses », nous répondons qu'*un seul communiste authentique* a plus d'importance pour l'avenir révolutionnaire que mille perroquets ou dix mille moutons; or, c'est l'avenir qui nous importe quand le présent est irrémédiablement perdu.

En ce qui concerne les autres éléments de votre opposition internationale, nous résumerons notre opinion en quelques mots : notre *Cercle* n'a eu, n'a et n'aura rien de commun avec les responsables de la « bolchévisation », c'est-à-dire de la liquidation du communisme; nous voulons être, non un débris du mouvement passé, mais l'embryon d'un mouvement futur, prétention peut-être vaine mais qui nous semble la seule digne de guider notre action. Nous entrerons en rapports avec tout groupement libre vis-à-vis des diverses fractions du bolchévisme dévoyé et tendant à constituer un parti de classe, selon les principes et les fins du marxisme.

Ceci dit, voici notre position devant le projet de résolution soumis par vous à la Conférence internationale tenue à Berlin les 17-19 mars 1930:

1° Comme vous, nous sommes pour le communisme, la dictature transitoire du prolétariat (mais à la Marx, non à la Staline), l'Etat des conseils ouvriers et paysans (mais pas à l'exemple des soviets de Russie, qui ont depuis longtemps cessé d'exister).

Il va sans dire que nous sommes pour la défense de l'U.R.S.S. et, pour commencer, contre les usurpateurs qui la conduisent à sa perte, qui l'oppriment et la poussent aveuglément à un conflit international; nous sommes contre l'alarme factice entretenue depuis sept ans à propos de dangers de guerre fictifs à seule fin de maintenir indéfiniment en Russie l'état de siège qui dure depuis treize années, dont la moitié de trop.

D'accord avec vous sur le « parti communiste mondial », nous pensons que c'est perdre son temps que répéter indéfiniment de telles abstractions n'ayant aucun rapport avec la présente réalité.

Partisans du « centralisme démocratique », nous ne lui trouvons rien de commun avec le centralisme bureaucratico-policier de l'U.R.S.S. et de l'I.C.; quant à la « discipline révolutionnaire », nous en sommes depuis toujours les adeptes convaincus, pourvu qu'on n'en fasse pas le pseudonyme de la soumission d'un troupeau.

2° Avec vous, nous sommes contre la duperie du réformisme sous tous ses espects, sans négliger d'arracher à la bourgeoisie le maximum de réformes possible en faveur des exploités et des opprimés. Nous voudrions pourtant lire un peu moins de phrases grandiloquentes sur ce chapitre et voir faire un peu plus de sérieux travail démontrant la supériorité des communistes par l'exemple.

3° Mais contrairement à vous, et à votre proche parent politique Trotsky, nous n'apercevons aucune possibilité d'assainir et de sauver le pseudo-communisme actuel, de surmonter la crise de l'I.C. et de ses sections, de rétablir l'unité communiste sur la base du « léninisme ». Nous n'avons jamais « aspiré » à constituer de nouveaux partis ni une nouvelle Internationale. mais la situation peut l'exiger un jour, que nous y aspirions ou non, si l'influence bolchéviste russe se prolonge assez pour ne rien laisser de sain dans les organisations actuelles.

Les modalités d'une transformation importent peu; ce qui est certain, c'est que de vrais partis communistes ne peuvent rien avoir de commun avec ce qui existe aujourd'hui sous cette étiquette. Quant au « léninisme », nous le jugeons absolument incompatible avec le marxisme, celui-ci étant une méthode de raisonnement, celui-là une négation de tout raisonnement, celui-ci une conception critique, celui-là un culte religieux. Lénine serait de notre avis. La religion est l'opium du peuple, notamment en Alsace, et particulièrement dans l'Internationale Communiste.

4° A aucun prix, nous ne voulons être considérés comme partie de l'I.C., comme tendance tactique de ce néo-communisme que nous appelons, depuis quelques années, un *lumpenkommunismus* tout à fait étranger à la pensée marxiste. Sur ce point, nous sommes en désaccord complet tant avec vous qu'avec Trotsky.

5° Nous ne luttons pas plus avec vous contre nous ne savons quel « cours d'extrême-gauche » qu'aux côtés de Trotsky contre le soi-disant « cours de droite » et qu'avec n'importe qui contre un cours d'ultra-centre. Toutes ces histoires de gauche et de droite nous paraissent des symptômes de stérilité intellectuelle indignes

de discussion. Ce n'est pas de considérations tactiques qu'il s'agit aujourd'hui mais de principes. Tout principe du communisme est en antagonisme absolu avec toute la pratique du *lumpenkommunismus*. Nous la repoussons donc intégralement, sans conditions ni réserves, et refusons d'accorder attention au byzantinisme de fractions qui se disputent sur d'infimes détails tout en s'accordant sur l'essentiel.

6° Nous partageons votre façon de voir sur la situation du capitalisme mondial, dans les traits généraux, bien que votre formulation ne nous semble pas toujours heureuse. Si l'expression « situation généralement révolutionnaire » a le même sens que la phrase fameuse de Kautsky sur la révolution qui ne peut plus être prématurée, nous sommes d'accord. Mais on ne soulignera jamais assez qu'aucune révolution durable n'est possible sans un parti révolutionnaire conscient et que de tels partis n'existent pas actuellement, n'existeront pas encore de longtemps grâce à l'action destructrice du parti bolchévik et de son succédané : l'opposition bolchévico-léniniste. Et ce n'est pas depuis deux ans qu'une « situation révolutionnaire aiguë » est une illusion, mais bien depuis 1924, sauf en Chine où la révolution a été noyée dans le sang grâce à Staline et à son Kuomintang.

Nous sommes d'accord avec vous pour le « front unique », à condition de ne pas lui donner le sens pseudo-léniniste et de le comprendre selon la formule de Radek comme un « front unique honnête ». Pour le réaliser, il importerait d'établir un programme minimum interprétant les besoins immédiats des masses, mais cela présuppose l'existence d'un parti communiste ; malheureusement il n'y en a pas. D'accord avec vous aussi sur l'action parlementaire et municipale.

7° Votre attitude sur le problème syndical est également la nôtre : pas de règle impérative et passe-partout pour tous les pays, l'unité syndicale comme idée directrice sans capitulation des révolutionnaires, la conservation de l'organisation unique là où elle existe, la fusion des organisations rivales là où c'est possible, la création de syndicats révolutionnaires là où il n'y en a pas d'autres et là où la bureaucratie syndicale refuse d'organiser certaines catégories de travailleurs salariés.

Cependant, cela ne tranche pas la question des voies et moyens de réalisation de l'unité : nous estimons que la domination intolérable de la bureaucratie soviétique sur l'Internationale Syndicale Rouge accule certaines organisations à s'affranchir de cette tutelle pour aller vers ce qu'elles considéreront comme un moindre mal, c'est-à-dire dans les syndicats réformistes. « Moindre mal » parce que le régime des centrales affiliées à Berlin, certes inadmissible, leur paraîtra susceptible de laisser dans l'avenir plus de liberté de mouvement aux révolutionnaires que celui des centrales soumises à Moscou, c'est-à-dire asservies à l'Etat bureaucratico-policier soviétique. Cette perspective, nous le répétons, est une conséquence des méthodes pseudo-léninistes, non le signe d'une abdication des syndicats qui s'y résigneront.

Nous ne sommes pas d'avis de renforcer, comme vous le dites d'accord avec Trotsky, les confédérations rouges, car ce serait consolider la dictature du secrétariat que nous voulons détruire. Il importe essentiellement de soustraire le plus possible de prolétaires à l'autorité de la clique soviétique au pouvoir.

Nous avons dès 1925, les premiers et longtemps les seuls, fait justice de la pseudo-théorie du « social-fascisme » : c'est dire que nous approuvons votre attitude à cet égard.

8° Enfin, nous sommes depuis l'origine de la crise permanente de l'I.C. partisans de toutes les mesures que vous préconisez relativement au régime intérieur du Parti : droit de critique, d'initiative, de délibération, dérussification, internationalisme véritable, élection des délégués, représentants et fonctionnaires, suppression des subsides corrupteurs, épuration des cadres, etc... Il ne faut pourtant pas se dissimuler que tout cela n'est que littérature pour l'I.C. d'aujourd'hui. Si celle-ci était capable de réaliser *une seule* de ces réformes, ce serait l'équivalent d'une révolution. La satisfaction de *la moindre* de ces revendications suffirait à faire écrouler tout l'édifice actuel basé sur le mensonge des dirigeants, l'inconscience des dirigés, l'hypocrisie des bureaux, le parasitisme des fonctionnaires, la corruption des uns, le fanatisme des autres, et la sottise générale. Aussi n'avons-nous pas l'ombre d'un espoir de redresser l'I.C. à votre manière, qui est aussi celle de Trotsky. Seule, la chute de Staline — puisque tous les pouvoirs en U.R.S.S. et dans les deux Internationales qui se croient rouges sont concentrés dans un seul et même personnage — ou sa volte-face complète pourront ouvrir de nouvelles perspectives.

Pour finir, nous devons marquer notre désaccord profond avec vous au sujet de l'état présent de l'U.R.S.S. Le premier devoir d'un communiste est de protester contre la transformation de la dictature du prolétariat russe en autocratie bureaucratique, contre l'abolition effective de la constitution soviétique, des soviets et des syndicats, contre la suppression du Parti et des oppositions, contre l'anéantissement de toutes les libertés populaires, contre les révolutions de palais, les coups d'Etat de coulisses, les *pronunciamentos* de cellules et les congés au Caucase qui tiennent lieu de vie politique à l'U.R.S.S. depuis la mort de Lénine, contre la monstrueuse omnipotence de la police dont le prétendu secrétaire général du prétendu Parti dispose à son gré, contre la personnalisation de la dictature équivalant au Consulat inamovible, contre les parodies d'élections et les congrès à la Potiemkine, contre l'écrasement systématique de tous les révolutionnaires par la prison et la déportation sans jugement, contre la déification de Lénine et la crétinisation du peuple par le religion d'Etat et la vodka officielle, contre la peine de mort en dehors de l'état de siège et contre l'état de siège en dehors de prescriptions constitutionnelles. Si le prolétariat mondial pouvait entrevoir ne fût-ce que la millième partie de la vérité soviétique, et devait croire que c'est là notre programme, il se détournerait du communisme pour plusieurs générations. Et la meilleure preuve en est que les partisans abusés du régime actuel saluent en lui non ce qu'il est mais ce qu'il n'est pas, non la réalité mais la légende, non la chose mais les mots. Celui qui a l'avenir du communisme à cœur doit désolidariser publique-

ment sa conscience révolutionnaire d'avec l'imposture du bolchévisme de la décadence.

Nous vous le déclarons tout net : en vous abstenant de dire la vérité sur l'U.R.S.S. et d'opposer à la pratique de la dictature d'une camarilla les principes de la démocratie communiste, vous révélez la conformité foncière de votre nature politique avec celle de Staline et celle de Trotsky dont l'un n'aspire qu'à continuer et l'autre qu'à lui succéder. Nous avons, quant à nous, soutenu dans l'opposition russe « de gauche » comme dans l'opposition allemande « de droite » ce qu'il y subsistait de marxisme, sans nous inquiéter de leur appellation, sans nous soucier des intérêts de fractions ni des liens personnels, sans nous en laisser imposer par les avances ni les injures ni les menaces. Nous ne rétractons rien. Cela nous a coûté bien des défections, des lâchages et des trahisons. Nous ne restons plus qu'une poignée d'irréductibles. Mais nous préférerions totalement disparaître plutôt que d'accepter la moindre complicité dans la tragédie dont le peuple russe est la victime et dont le prolétariat mondial devra supporter les lourdes conséquences pendant un quart de siècle.

Salutions communistes.

LE CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE.

CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE

L'Affaire Riazanov

L'opération bureaucratico-policière par laquelle l'autocratie dite « soviétique » a exclu D.-B. Riazanov du pseudo parti communiste, de l'Institut Marx-Engels dont il était le fondateur et le directeur, enfin de l'Académie-croupion où il avait eu le tort d'accepter d'entrer, est une nécessité logique de la politique de Staline. Après la liquidation du marxisme en Russie par les indignes héritiers de Lénine, il fallait se débarrasser du dernier marxiste conscient et éminent qui pût encore gêner les puissants du jour.

Malgré son effacement de la scène politique depuis dix ans, son abstention dans les dissensions intestines d'après la mort de Lénine et devant la lutte des fractions, son absorption entière dans les sciences sociales et l'érudition historique, D.-B. Riazanov succombe à son tour sous le poids d'une machine dictatoriale dont le prolétariat est désolidaire, sauf par son inconscience, son ignorance et sa passivité.

Le prétexte invoqué pour le frapper se retourne contre ses persécuteurs et les marque d'infamie devant le monde entier. En effet, si Razianov fut complice d'accusés contre lesquels l'Etat pseudo-soviétique requiert la peine capitale, sa place était au même banc et le procureur devait relever spécialement contre lui des circonstances aggravantes. Si Riazanov est hors de cette parodie de procès, les accusateurs ont menti manifestement.

Il n'y a pas un an que le soixantième anniversaire de Riazanov a été célébré en U.R.S.S. dans un concert de louanges officielles. Dans la *Pravda* et les *Isvestia* du 10 mars 1930, on peut encore lire les adresses et salutations apologétiques du Comité Central du Parti; de l'Institut Lénine; de l'Académie Communiste; de Rykov, président du Conseil des Commissaires; d'Enoukidzé, secrétaire du Comité Exécutif Central; du Gosisdat, qui a demandé pour lui la Bannière rouge du Travail. Ces deux journaux publiaient une biographie élogieuse sans réserves, comme aussi la *Correspondance Internationale* du 19 mars (n° 26). L'*Humanité* du 25 mars rapportait qu'à la « réunion solennelle de l'Académie communiste », où fut honorée l'activité « sociale, politique et scientifique » de Riazanov, celui-ci reçut « la Bannière rouge du Travail qui lui fut remise sous les acclamations enthousiastes des assistants ».

Mais cela n'est encore rien à côté de l'énorme grand-in-octavo de 652 pages, intitulé : *Au poste de combat* (Na boïevom postou), contenant en plus des documents énumérés ci-dessus des dithyrambes du Présidium de l'Internationale Communiste, du Bureau exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge, du Conseil central des Syndicats, du Conseil militaire révolutionnaire (signé: K. Vorochilov), de l'Académie des Sciences (signé: Karpinsky), de l'Institut Marx-Engels, de Kalinine, de Clara Zetkin, de Félix Kohn. Enfin des articles, études, discours, de Deborine, Lounatcharsky, Tsobel, Bammel, Friedland, Volfson, Pokrovsky, Boukharine, Bakh, Steklov, Lösovsky, Milioutine, etc... On peut mettre ce volume au pilon, l'imposture qu'il souligne ne sera pas effacée.

Riazanov est au-dessus des calomnies ou des insinuations de la camarilla dirigeante russe et de la valetaille internationale à ses ordres. Au cas où la Guépéou s'apprêterait à surprendre l'opinion par de prétendus « aveux », ils sont récusés d'avance.

Une fois de plus, le Cercle constate qu'il n'y a pas de soviets dans la République des Soviets, que la dictature du secrétariat y sévit contre toutes les classes laborieuses, particulièrement contre les prolétaires et leurs représentants politiques ou intellectuels, enfin que la lutte au nom de la démocratie communiste contre l'usurpation bureaucratico-policière est à l'ordre du jour en permanence.

LE CERCLE COMMUNISTE DÉMOCRATIQUE.

Paris, 3 mars 1931.

(Livré à la Guépéou, à la suite de son exclusion, Riazanov a été emprisonné sans motif, puis déporté sans jugement, comme des millions d'autres sujets soviétiques. Depuis, il vit à Saratov. Tous ses écrits et ses publications sont interdits et retirés de la circulation. Le *Manifeste Communiste*, avec son introduction et ses annotations, édition qui faisait l'admiration de Lénine et de tous les marxistes cultivés, est prohibé en Russie soviétique. De même, les *Archives Marx-Engels*, les *Annales du Marxisme*, les quelques tomes des *Œuvres complètes* de Marx et Engels avec les préfaces de Riazanov, sans parler des ouvrages d'érudition de celui-ci. L'*Institut Marx-Engels* est liquidé, sous forme d'annexion à l'Institut Lénine, la plupart de ses meilleurs collaborateurs déportés ou exilés. On voit sur qui Hitler a pris exemple, pour lutter contre le marxisme.)

« Pour élucider et corriger ces fautes (que d'aucuns ont présentées comme des exemples typiques de la tactique marxiste) il fallait être à l'aile droite pendant le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste. »

N. LÉNINE.

L'UNITÉ SYNDICALE

Trois documents

Nous publions ici trois textes rédigés en commun par un groupe de camarades du Cercle Communiste Démocratique, *membres de syndicats affiliés aux diverses organisations centrales. (Ceux de la C.G.T.U. l'ont quittée, depuis, pour la C.G.T.). Deux sur trois, les deux premiers, sont inédits. Le comité syndicaliste dit « des 22 » qui avait pris en* 1930 *l'initiative d'un mouvement en faveur de l'unité syndicale et disposait d'un hebdomadaire a refusé de publier les deux premières déclarations de nos amis. On comprend que le comité en question, lié à des politiciens corrompus du Conseil municipal, n'ait alors pas trop de place dans son journal pour plaider la cause des gens de la Banque dite Ouvrière et Paysanne et refusât le droit d'expression à des militants irréprochables. (Le mot d'ordre réactionnaire : « Pas de politique » aboutit toujours à des résultats de ce genre). Mais à la condition de ne pas réclamer pour soi le bénéfice de la démocratie tout en étouffant la pensée des autres. Malgré les procédés du Comité des* 22, *et de la* Révolution Prolétarienne *qui, saisie de ces textes, s'est bien gardée de les citer, le point de vue de nos camarades s'est imposé dans la suite et les censeurs eux-mêmes ont fini par s'y conformer en quittant la C.G.T.U., mais dans les pires conditions prévues, après la débandade. Le troisième texte a tout de même été inséré dans le* Cri du Peuple, *comme intervention du camarade Ch. Rosen qui l'a présenté au cours de la dernière assemblée des minoritaires de la C.G.T.U., réunion qui marqua la désagrégation prévue du « mouvement des* 22 ». *En définitive, les idées formulées dans les documents ci-dessous gagnent chaque jour du terrain par la seule vertu de leur opportunité et sous la pression des événements qui en confirment la valeur. Il faut, bien entendu, les juger aujourd'hui en se reportant aux conditions de* 1930 *et* 1931.

22 novembre 1930.

Les syndiqués dont les noms suivent saluent l'initiative prise, le 9 novembre 1930, par des militants de trois organisations syndicales.

Ils voient dans cette initiative un pas réel vers la création, dans la classe ouvrière, d'un vaste courant en faveur de l'unité syndicale.

Profondément convaincus de la nécessité de cette unité, condition indispensable au succès des luttes ouvrières contre le patronat, ils envoient leur adhésion au mouvement qui vient d'être formé.

Ils entendent cependant préciser leur position quant aux bases de la reconstitution de l'unité syndicale.

La Charte d'Amiens eut le mérite de réagir contre la dégénérescence parlementaire du socialisme en se plaçant sur le terrain de la lutte de classes et en préconisant, au delà de l'œuvre revendicatrice quotidienne, l'expropriation capitaliste, la disparition du salariat et du patronat, c'est-à-dire les fins essentielles du socialisme révolutionnaire ou communisme.

Mais cette charte n'a aucune chance de favoriser la reconstitution d'une centrale syndicale unique.

Un syndiqué ne peut mutiler sa personnalité : exiger de lui qu'il renonce, en entrant au syndicat, aux « opinions qu'il professe au dehors », c'est entraver le développement de la pensée critique du prolétariat et par conséquent son mouvement d'émancipation. Comment lui demander de ne pas imprimer à ses revendications immédiates un sens que lui dicte ses convictions politiques?

En outre, le mouvement syndical devant, par définition, englober la majorité des salariés pour la lutte contre leurs exploiteurs, ne peut, de par la diversité des tendances qu'il exprime, assumer toutes les tâches posées par l'existence même du régime capitaliste et du pouvoir d'Etat bourgeois. D'où la participation — et toute l'histoire du mouvement ouvrier le prouve — des syndiqués eux-mêmes à des groupements extérieurs. Prétendre ne pas avoir à se préoccuper de ces groupements, c'est négliger toutes les autres formes d'activité du prolétariat en voie d'affranchissement.

La pratique de la lutte des classes a démontré que syndicats et partis prolétariens ayant des objectifs communs ne peuvent s'ignorer dans l'action et qu'il n'existe pas de cloison étanche entre la lutte syndicale et la lutte politique de la classe ouvrière.

Enfin, conçue en 1906, la Charte d'Amiens n'a pu tenir compte des enseignements historiques d'une longue période immensément riche en expériences révolutionnaires qui ont démontré que la grève générale, préconisée comme moyen d'action suprême, n'est qu'une des armes de la lutte prolétarienne.

Ce que les soussignés repoussent, comme contraire aux intérêts fondamentaux du prolétariat, c'est l'affiliation des syndicats à des formations, gouvernementales ou bourgeoises, hostiles ou étrangères à la classe ouvrière. Ce qu'ils condamnent, comme foncièrement nuisible au développement, à la puissance et à l'unité du mouvement syndical, c'est la mainmise d'un parti sur les syndicats.

Persuadés que les syndicats doivent se tracer eux-mêmes leurs propres destinées, partisans de ce fait de l'indépendance véritable du mouvement syndical, les syndiqués dont les noms suivent s'engagent à lutter aux côtés des autres militants pour la réalisation de l'unité syndicale.

Paris, le 22 novembre 1930.

Suzanne Beisson, Coffinet, Flottes (Fonctionnaires, C.G.T.), P. Kaan (Enseignement, C.G.T.), Lienert (U. S. T. autonome), Lursa (Employés, C.G.T.U.), Marthe Marcouly (Enseignement, C.G.T.), Jane Metrich, Charles Rosen (Employés C.G.T.U.), Marcelle Pommera (Enseignement, C.G.T.U.).

Avril 1931.

L'unité syndicale, si désirable soit-elle dans des circonstances déterminées, ne saurait être assignée comme une nécessité mythique à tout mouvement ouvrier. On ne peut d'ailleurs rêver d'une symétrie absolue des mouvements syndicaux des différents pays alors qu'il n'y a pas identité de développement historique, économique et social. Pour des raisons importantes, l'unité syndicale n'existait pas partout avant la guerre et, à supposer la disparition de l'I.S.R., cette unité ne pourrait se réaliser partout, en raison des particularités originales de divers pays. Des centrales syndicales révolutionnaires peuvent subsister quelque temps à côté de centrales réformistes. Dans certains cas, la rupture ou la dualité s'impose si l'unité est un obstacle à la marche d'une révolution.

La question ne peut donc être posée arbitrairement, comme le font les « 22 », mais en examinant objectivement l'état social et le moment historique. Si, quoi qu'en pensent les « 22 », la classe ouvrière française *s'accommode de la scission*, cela tient à des causes profondes que la seule mystique unitaire ne fera pas disparaître.

La guerre a exterminé une génération de militants ouvriers et démoralisé celle qui allait se former; l'échec des mouvements révolutionnaires d'après-guerre a contribué, malgré l'enthousiasme provoqué par la Révolution russe, à pousser dans l'indifférence ou, dans le meilleur des cas, vers le réformisme, une grande partie des travailleurs; évolution d'ailleurs favorisée, contrairement aux affirmations répétées de l'I.S.R. et de l'I.C. depuis sept ans, par l'essor du capitalisme français. La majorité du prolétariat organisé, en France comme ailleurs, se rattache à un réformisme qui a des racines profondes dans la réalité économique et sociale; ce ne sont pas les phrases qui changeront cet état de choses, mais une nouvelle situation historique, l'expérience propre des travailleurs et un progrès des idées marxistes; nous n'en sommes pas encore là...

D'autre part, la C.G.T. s'est compromise gravement pendant et après la guerre. Ses pratiques d'union sacrée, exaspérant l'opposition révolutionnaire, ont précisément rendu la scission possible. Sa collaboration constante avec le patronat, l'Etat et des formations bourgeoises ont favorisé la scission, alors que le réformisme a laissé subsister ailleurs l'unité syndicale.

Mais les plus lourdes responsabilités incombent maintenant à la C.G.T.U. qui, après avoir groupé la partie la plus consciente du prolétariat, s'est vidée en devenant l'instrument passif d'un parti étranger à la pensée communiste qui avait inspiré sa fondation, lui-même annexe du parti bolchévik russe qu'il a suivi dans sa dégénérescence. Par une politique asservie à celle d'un Etat n'ayant conservé de soviétique que le nom, de prolétarien que l'étiquette, la C.G.T.U. a graduellement perdu sa raison d'être, son crédit, l'élite de ses effectifs et ses possibilités d'action. La « bolchévisation » des syndicats unitaires, c'est-à-dire la substitution de formules toutes faites à la pensée critique, de calomnies et d'injures à la libre et saine discussion, de la corruption à la confiance mutuelle et au sincère dévouement, du mensonge érigé en dogme au souci de recherche et d'information, de la haine de toute opinion ouvrière divergente à la pratique du front unique honnête, bref la corruption et la perversion des militants ouvriers ont discrédité pour longtemps le mouvement syndical révolutionnaire.

Les militants qui se prétendent « unitaires » se proposent de « redresser » la C.G.T.U. Ils croient possible d'y constituer une force susceptible d'en modifier de *fond en comble* les principes, l'orientation, la tactique, de mettre ses dirigeants en minorité en vue « d'imposer un congrès d'unité ». C'est une inadmissible aberration, d'autant que ce « congrès de fusion » impliquerait deux C.G.T. à peu près égales, alors que l'une périclite et l'autre conserve influence et effectifs. A moins d'un changement profond d'orientation du parti dirigeant en U.R.S.S. se répercutant sur tous les « appareils » adjacents. Mais dans ce cas, ce serait le désarroi, la débandade. Et, en tout état de cause, il est impossible de subordonner étroitement tout mouvement ouvrier aux péripéties de la révolution russe. Chaque mouvement doit se forger lui-même sa destinée.

Le devoir le plus urgent des révolutionnaires et des communistes conscients est de recouvrer leur *faculté d'auto-détermination* et pour cela, en premier lieu, de rompre avec toutes les formes, politiques et syndicales, du *néo-bolchévisme actuel* soumis à la camarilla dirigeante de Russie, qui détient de formidables moyens matériels étouffant toute initiative, et dont les valets « permanents » postés dans le Parti et les syndicats préféreraient une nouvelle scission plutôt que renoncer à leurs positions.

Le dilemme : unité par la fusion d'égal à égal ou pas d'unité du tout, est artificiel et contraire aux véritables intérêts du prolétariat car il crée une condition supplémentaire, donc un obstacle, à l'unité. Il ne s'agit pas de savoir quelles seraient les conditions idéales d'une fusion — préoccupation des « 22 » — mais *quel est pratiquement le plus court chemin*. En d'autres termes, rechercher *le maximum d'unité* réalisable à brève échéance.

Or, dans la situation créée par la politique insensée de l'autocratie soviétique, ce maximum d'unité ne peut être réalisé que dans la C.G.T. qui, malgré son lourd régime bureaucratique, est susceptible de laisser aux révolutionnaires plus de liberté d'action que la C.G.T.U. absolument asservie à l'Etat russe. La formation dans la C.G.T. d'une vraie gauche révolutionnaire précipiterait la liquidation de la C.G.T.U. par l'attraction des éléments les meilleurs *conservant leur esprit de classe et leur volonté combative*. L'entrée dans la C.G.T. des travailleurs industriels, seule capable de lui insuffler une vigueur nouvelle, orientera vers la lutte de classe une organisation composée pour moitié de fonctionnaires, masse passive paralysant l'action d'ensemble.

Le retour à la C.G.T. devrait se faire par groupes cohérents gardant leurs convictions révolutionnaires; sinon, il s'accomplirait malgré nous par miettes qui se dissoudront dans la masse réformiste. Ce processus se produit d'ailleurs déjà spontanément et tend à s'accentuer en réaction à la démagogie désastreuse de la C.G.T.U. La situation même et le devenir qui se dessine posent donc un dilemme. Il appartient aux militants conscients d'éclairer la meilleure voie : *rentrée consciente* à mesure des possibilités et selon l'efficacité de chaque opération partielle.

Quant aux moyens de faire de la C.G.T. l'unique organisation syndicale, ou à défaut la seule qui compte, il ne saurait être question de règles rigides préalables : selon le moment, le syndicat, la qualité des éléments directement intéressés, les possibilités de travail dans le syndicat qu'on quitte et dans celui que l'on rejoint, les méthodes pourront varier.

Un tel travail exige le concours actif des militants révolutionnaires, sincèrement partisans de l'unité, de la C.G.T. et des syndicats autonomes. Les premiers, en intensifiant leur propagande pour secouer la torpeur de la masse passive et exiger les garanties minima de libre expression des tendances, prépareront le terrain. Les seconds, en œuvrant pour ramener leurs organisations à la C.G.T. donneront l'exemple. L'appui des syndicats autonomes, la plupart révolutionnaires et non corrompus par le bolchévisme décadent, stimulerait particulièrement ces efforts.

En entravant et retardant la formation d'une gauche révolutionnaire dans la C.G.T., les « 22 » causent le plus grand préjudice au rassemblement des forces prolétariennes, préparent de nouvelles désillusions aux militants désemparés et contribueront ainsi à renforcer l'indifférentisme, l'absentéisme ou la soumission passive au trade-unionisme de collaboration des classes.

Nous ne considérons pas le problème comme insoluble à proche échéance et comme si la solution en devait incomber à une autre génération. En soustrayant au plus vite les prolétaires à l'influence mortelle du bolchévisme post-léninien, on préparera le levain révolutionnaire qui pourra transformer la pâte réformiste qu'est la C.G.T.

En préconisant ces voies et moyens d'aller vers l'unité d'organisation ouvrière, nous avons conscience de servir au mieux les intérêts généraux de notre classe, de préparer l'avenir révolutionnaire, de tendre vers le but final du communisme.

Suzanne BEISSON, COFFINET, Jean FLOTTES (Fonctionnaires, C.G.T.), Marthes MARCOULY, Pierre KAAN (Enseignement, C.G.T.), Edouard LIENERT (U.S.T. autonome), LURSA, Jane METRICH (Employés, C.G.T.U.), Marcelle POMMERA (Enseignement, C.G.T.U.), Charles ROSEN (Employés, C.G.T.U.).

---

29 novembre 1931.

Les récents congrès des deux C.G.T. ont confirmé en tous points l'idée selon laquelle l'unité syndicale n'est réalisable que *dans la C.G.T.* tant que l'Internationale Syndicale Rouge, sous l'emprise matérielle et idéologique de la direction du Parti communiste russe, restera ainsi foncièrement antisyndicale.

Cette unité ne sera et ne peut pas être intégrale dans les conditions actuelles. Mais ce serait un grand pas en avant, pour le mouvement ouvrier, que de réaliser le *maximum d'unité* possible.

La fusion des deux C.G.T. n'est pas seulement un objectif inaccessible, une conception abstraite étrangère à toutes les données de la situation présente : elle est aussi une éventualité dangereuse. Car une C.G.T. unique dont l'aile gauche aurait, à l'instigation d'une influence extérieure, comme activité exclusive le travail fractionnel systématique pour la mainmise sur la direction serait vite ravagée de luttes intestines, vidée de la meilleure partie de ses effectifs et vouée à de nouvelles scissions.

Au contraire, l'entrée de minoritaires dans la C.G.T. doit avoir pour objet d'élever la conscience de classe et d'y faire rayonner l'esprit révolutionnaire en vue d'un redressement effectif dans le sens d'une opposition résolue au patronat et à l'Etat capitaliste. Cette œuvre de longue haleine ne peut s'accomplir selon les méthodes trop connues de noyautage et de polémique déloyale en honneur dans les organisations soumises à l'Etat soviétique.

Le « Comité des 22 » et le « Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme » ont certes contribué à faire rebondir, dans les organisations ouvrières, l'idée de la nécessité de l'unité syndicale.

Mais en méconnaissant des vérités d'évidence, en traçant des perspectives irréelles, en préconisant les moyens impraticables d'une unité absolue, opposée à l'unité relative, en négligeant l'avis de ceux qui ont, en temps utile, mis en garde contre les illusions et annoncé le désarroi inéluctable constaté aujourd'hui, ils ont ménagé à leurs partisans de cruelles déceptions faciles à prévoir et d'ailleurs prévues. Ils ont compromis les effets d'une *rentrée consciente* dans la C.G.T. dont le dernier congrès a précisément confirmé la perméabilité aux idées et influences de l'avant-garde ouvrière et offert de nouvelles possibilités de progrès dans le sens de l'unité syndicale.

Aussi l'assemblée invite-t-elle les organisations minoritaires et autonomes à *proposer ou à accepter les fusions à la base prévues par le Congrès de Japy.* Elle invite aussi les groupements et militants minoritaires isolés à rejoindre la C.G.T. dans les délais variables suivant les possibilités qui pourraient encore leur rester d'y rentrer plus nombreux.

« Vu la situation en Europe, il sera utile de laisser pour le moment s'effacer l'organisation formelle de l'Internationale et si possible de ne pas abandonner le centre de New-York, uniquement pour que des idiots ou des aventuriers ne puissent s'emparer de la direction et compromettre la cause. Les événements et l'évolution, et la complication inévitable des choses, prépareront eux-mêmes la résurrection de l'Internationale sous une forme meilleure. En attendant, il suffit de ne pas abandonner la liaison avec les hommes les plus capables dans les différents pays. »

KARL MARX.
(Lettre à Sorge)

NOS MORTS

Si intermittente et irrégulière que soit la publication de notre Bulletin *depuis plusieurs années, il nous est impossible de sortir un numéro sans y consacrer quelques lignes aux plus proches de nos amis, camarades et compagnons de lutte disparus dans l'entre-temps. L'actualité n'a rien à faire ici, car notre deuil durera autant que nous. Il s'agit, dans l'ordre chronologique, d'Henri Suchet, de Fernand Loriot et de René Reynaud. Tous trois comptaient à divers titres parmi les fondateurs du* Bulletin Communiste, *et par conséquent du Parti Communiste français dont le* Bulletin *a été le premier organe de combat et la seule revue d'étude et de documentation.*

Henri SUCHET

Henri Suchet était peu connu en dehors des habitués de la Librairie de l'*Humanité*, où il fut en 1921 *the right man at the right place* après la scission de Tours. Avant la guerre, il s'était lié de camaraderie, puis de solide amitié avec un noyau de jeunes gens de sa génération qui fréquentaient assidûment les places à dix sous de l'Odéon, alors dirigé par Antoine. L'esprit révolutionnaire soufflait sous les galeries où l'on faisait queue dans le froid et les courants d'air, et au pouláiller du théâtre où l'on dînait souvent de pain sec. On lisait l'*Humanité* de Jaurès, la *Guerre Sociale* de Gustave Hervé, la *Bataille Syndicaliste* et les *Hommes du Jour*. Aux fins de mois, les dix sous manquaient mais il était possible de monter en resquilleurs au premier entr'acte. Les mêmes adolescents se retrouvaient dans les meetings contre le tsarisme et aux manifestations contre la loi de trois ans, à l'instigation de Souvarine, alors déjà socialiste, et de René Reynaud, un peu plus âgé, anarchisant. On fréquentait aussi avec passion l'Université populaire du Faubourg Saint-Antoine. Après la guerre, plusieurs des survivants suivirent l'exemple du plus jeune et entrèrent à la 9e section du Parti, dont Souvarine était devenu l'un des militants actifs depuis 1915 : parmi eux, Henri Suchet et René Reynaud.

Modeste et discret autant que sérieux et réfléchi, Henri Suchet soutint toujours l'action du *Comité de la 3e Internationale*, bien que d'une manière effacée mais non moins efficace, et prit en mains l'administration de la Librairie de l'*Humanité*, après le Congrès de Tours. Il avait travaillé chez Alcan, chez Nelson, et connaissait au mieux le métier. On lui doit la réorganisation de fond en comble et l'intelligente impulsion qui ont donné à la Librairie sa prospérité de bon aloi, avant la « bolchévisation ». Tous ceux qui ont fréquenté la maison peuvent lui rendre témoignage d'estime et de considération.

Après ladite « bolchévisation », en 1924, il céda au dégoût et partit, pour prendre la direction d'une des principales librairies de Paris (les bourgeois, moins stupides que les léninistes d'après la mort de Lénine, ayant su apprécier ses qualités professionnelles et autres). Il est mort de tuberculose, résultat des années de travail excessif dans une existence matérielle médiocre, conséquence des pitoyables conditions de vie imposées à tant de travailleurs en régime capitaliste, — laissant une veuve et une orpheline à l'affection de ses amis.

Fernand LORIOT

Le nom de Fernand Loriot est inséparable du *Bulletin* comme du *Comité de la 3e Internationale* qui fut le noyau du parti communiste en France.

Voici la notice biographique que lui consacrait l'*Humanité* en 1921, n° du 20 février, pendant son emprisonnement pour « complot contre la sûreté de l'Etat » :

« Fernand Loriot, membre du Parti depuis 1901, n'était connu avant la guerre que comme militant du Syndicat des Instituteurs. Après le fameux Congrès de Chambéry, il fut impliqué dans les poursuites aux fins de dissolution du Syndicat. Malgré l'arrêt du tribunal correctionnel, il refuse de dissoudre le Syndicat.

« Pendant la guerre, à l'heure du danger, il se range un des premiers dans la poignée des opposants.

« Nommé en 1915 trésorier de la Fédération des syndicats d'instituteurs, il est délégué avec Hélène Brion, secrétaire, au Comité confédéral. Il consacre la plus grande partie de son activité à la lutte contre les syndicalistes chauvins, aux côtés de Merrheim, Bourderon, Péricat.

« Il est un des fondateurs du *Comité pour la reprise des relations internationales;* il en fut, avec Bourderon, le porte-parole dans le Parti. Dans tous les congrès socialistes et syndicaux, il soutient sans compromission le point de vue révolutionnaire des zimmerwaldiens, et devient ainsi le représentant le plus autorisé de la fraction de gauche qui devait s'appeler plus tard communiste.

« En 1917, après la défection de Merrheim, il est nommé secrétaire du *Comité pour la reprise des relations internationales*. En 1919, lors de la fondation du *Comité de la 3e Internationale*, il en devient le secrétaire.

« Son action au Syndicat des Instituteurs lui avait valu des « mesures administratives » et son déplacement. Après le Congrès de Strasbourg, il est l'objet d'une information aux fins de révocation.

« Il a collaboré pendant la guerre à l'*Ecole Emancipée*, à la *Plèbe*, au *Journal du Peuple;* après la guerre, à la *Vie Ouvrière*, au *Bulletin Communiste*, à l'*Humanité*.

« Il a été trésorier du Parti.

« En mai 1920, il est emprisonné et impliqué dans les poursuites contre le « complot »

« Au Congrès de Tours, il est nommé membre du Comité Directeur du Parti, puis secrétaire international. »

Dans la *Critique Sociale* (n° 7, *janvier* 1933), B. Souvarine a consacré à la mémoire du camarade disparu les lignes suivantes, qui complètent et commentent brièvement la biographie reproduite :

« La mort de Fernand Loriot, le 12 octobre dernier, a privé le mouvement communiste d'un

de ses hommes les plus nécessaires, un de ceux qui résument la précieuse expérience d'une époque exceptionnelle par l'importance des faits historiques successifs dont ils furent témoins et, plus ou moins, participants. Combien reste-t-il de ces militants qui aient connu ou vécu le socialisme de la IIe Internationale, la grande guerre et ses conséquences, la crise de toutes les doctrines révolutionnaires, la révolution russe, les origines et la décadence de la IIIe Internationale, l'évolution du bolchévisme et la décomposition du communisme international, et soient restés fidèles à leur cause contre vents et marées, à travers tant de vicissitudes ?

« Aux heures tragiques où son parti renonçait à toute raison d'être, Fernand Loriot (1870-1932) a été en France l'incarnation de la résistance à l'irrémédiable déviation du vieux socialisme embourgeoisé. Il fut parmi les premiers initiateurs de la minorité internationaliste, dans le Parti et les syndicats, les fondateurs du *Comité pour la reprise des relations internationales* devenu en 1919 *Comité de la IIIe Internationale*. Aux côtés de Merrheim et de Bourderon, mais plus ferme et conséquent, il a mené la lutte qui aboutit à la fondation du parti communiste par les étapes des conférences de Zimmerwald (1915) et de Kienthal (1916). Son activité s'est exercée en particulier dans le Syndicat des Instituteurs, tout en se manifestant avec plus d'évidence dans le parti, d'abord socialiste, puis communiste.

« En 1920, F. Loriot fut emprisonné et inculpé de « complot contre la sûreté de l'Etat ». Libéré en 1921, après dix mois de prison préventive, il participa au IIIe Congrès de l'Internationale communiste, la même année. A son retour en France, il se tint à l'écart de l'action politique, pour des raisons de vie privée. Après la « bolchévisation » de 1924, il prit fait et cause pour l'opposition et, ayant rompu avec le parti dégénéré en 1926, se rallia au syndicalisme révolutionnaire.

« On ne saurait pourtant sans arbitraire classer le Loriot des dernières années dans un courant bien défini, car il cherchait sa voie d'une façon très personnelle. Ses affinités n'avaient rien d'exclusif : sa dernière lettre au *Bulletin Communiste*, accompagnant une souscription, exprimait un accord que n'a pas démenti sa position ultérieure en dépit de divergences indiquées dans ses derniers articles de la *Révolution Prolétarienne*. Si l'on admet que les actes ont plus d'importance que les mots, il importe de noter son adhésion à la C.G.T., attitude plus proche de la tactique des marxistes du *Cercle communiste démocratique* que de celle des syndicalistes révolutionnaires obstinés à « redresser » une C.G.T.U. domestiquée. Personne ne peut dire avec certitude comment Loriot eût évolué dans une nouvelle phase du mouvement. Ce qui est sûr, c'est qu'il se décidait toujours après mûre réflexion, de lui-même et sans préjugé, pour tenir ensuite très ferme sur ses convictions. Cette fermeté de caractère et la droiture de son esprit ont été les traits distinctifs de sa personnalité.

« Sa mort a été très douloureusement ressentie par ses anciens compagnons d'armes, dispersés et isolés après la déchéance ignominieuse de la IIIe Internationale. »

René REYNAUD

Sur René Reynaud, dont l'origine politique est indiquée plus haut à propos de son ami Henri Suchet, le *Travailleur* (de l'Est), n° du 18 mars, et la *Critique Sociale* (n° 8, avril 1933) ont publié respectivement quelques lignes de B. Souvarine que nous reproduisons en complétant les unes par les autres :

René Reynaud (Apercé), qui fut secrétaire adjoint du Comité de la IIIe Internationale, secrétaire de rédaction du *Bulletin Communiste*, puis de l'*Humanité*, est mort le mois dernier après de longues et cruelles maladies.

C'est un des derniers membres du groupe des fondateurs du Parti Communiste en France qui disparaît. Pas plus que ses camarades de ce groupe, il n'a pu supporter la déshonorante « bolchévisation » du Parti en 1924 mais, lui, à jamais rebuté par l'événement, rompit toute attache avec le mouvement auquel il avait donné le meilleur de son activité, tout son dévouement, toute son initiative d'ouvrier parisien éduqué par ses propres moyens. Depuis, il se tint à l'écart du mouvement.

Ouvrier menuisier avant la guerre, René Reynaud était entré au Parti au lendemain de la démobilisation. Il partageait les sentiments et les espérances de la fraction internationaliste et révolutionnaire qui conquit la majorité au Congrès de Tours en 1920 et dont il soutint ardemment la lutte. Militant dévoué, actif, énergique, il rendit les plus grands services au *Comité de la Troisième*, puis au Parti.

Ses dernières années ont été très pénibles. Atteint de maladies successives qui pardonnent rarement, René Reynaud est mort à l'âge de quarante ans malgré les soins et l'abnégation de sa compagne, notre camarade Marie Ker, déjà durement éprouvée par la mort de son frère qui fut un des dirigeants du Parti en 1921-1923.

Ses amis garderont le souvenir douloureux d'un homme franc et droit, absolument désintéressé, trop tôt enlevé à l'affection de ses proches.

L'incinération a eu lieu le dimanche 12 mars, au Père-Lachaise.

« De vieux camarades sont morts, d'autres nous ont lâchés, ou ont dégénéré, la nouvelle génération n'est pas encore en vue. En outre, nous savons nous-mêmes quel rôle joue la bêtise dans les révolutions et comment celles-ci sont exploitées par des crapules. »

KARL MARX
(Lettre à Engels)

Chacun à sa place

Sous ce titre, la *Correspondance Internationale*, n° 48, du 6 mai 1925, publiait la communication d'un communiste espagnol, Andrès Nin, connu comme partisan de « l'opposition » du moment, et plus particulièrement lié à l'opposition communiste française, avec une forte inclination vers le syndicalisme.

Par cette déclaration, Andrès Nin reniait en public ses convictions affirmées dans le privé et désavouait ses camarades français en lutte dans les conditions les plus difficiles, et au moment le plus pénible.

Voici le texte, intitulé *Chacun à sa place :*

Afin d'en finir une fois pour toutes avec certains malentendus concernant mon attitude politique dans les discussions intérieures du Parti Communiste russe et de l'Internationale Communiste, je tiens à déclarer :

1° Que pendant la discussion russe de 1923-1924 j'ai été contre l'opposition et pour la politique du Comité Central;

2° Que je ne suis pas d'accord avec l'interprétation trotskiste des événements d'Octobre 1917 et du rôle du Parti;

3° Que je suis profondément en désaccord avec le groupe Rosmer-Monatte, qui tente de ressusciter un syndicalisme révolutionnaire suranné et se place décidément contre l'Internationale Communiste;

4° Que je considère comme juste l'orientation politique du Parti Communiste français;

5° Que je suis résolument à côté du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dans sa lutte contre toutes les déviations de droite;

6° Que seule l'application rigoureuse des principes et de la tactique léninistes peut conduire le prolétariat mondial à la victoire.

Moscou, avril 1925. ANDRÈS NIN.

Pourquoi rappeler aujourd'hui cette trahison caractérisée (car il ne s'agissait pas alors d'une évolution du signataire de ce document, — chacun a bien le droit d'évoluer, — mais d'une feinte dictée par certaine conception de l'intérêt personnel, aux dépens des camarades et au détriment de la cause à défendre) et exhumer un texte vieux de huit ans?

Pour la raison suivante :

Dans les derniers temps, de nouveaux adhérents nous viennent, au *Cercle* ou autour de nos publications, des sympathies nouvelles s'affirment et, au cours des échanges de vues qui s'ensuivent, la question est nécessairement posée des causes de l'actuelle dispersion des forces communistes. On s'aperçoit vite de l'ignorance où sont nos jeunes camarades des origines de cet état de choses : l'émiettement de l'opposition, après les exclusions du Parti. Souvent, nous avons été pressés de raconter tout au long ce qui s'est passé. Et jusqu'à présent, il nous a été impossible de surmonter notre répulsion, outre que le temps et les moyens matériels nous font encore défaut pour assumer toutes les besognes utiles.

Nous verrons plus tard s'il y a lieu de faire un historique de l'opposition dispersée par Trotsky. Pour l'instant, nous ne pouvons que *citer* quelques textes significatifs, comme contribution à la documentation des camarades venus au mouvement depuis peu.

La déclaration de Nin se passe de commentaires. D'ailleurs, nous désirons faire le moins de commentaires possible, et laisser parler les faits.

Nous sommes spécialement honorés de l'hostilité des gens qui se prétendent « de gauche », par on ne sait quelle prédestination, et nous classent d'office à droite, « de l'autre côté de la barricade », parce que nous nous permettons de ne pas admirer leur phraséologie vide, leurs contradictions pleines, leurs maladies infantiles et séniles, leur bluff, leurs cuisines, leurs tournants, leur démagogie, bref, parce que nous ne parvenons pas à discerner la différence entre les léninistes-bolchéviks et les bolchéviks-léninistes.

Va pour gauche et droite, donc, si l'on y tient. Mais nous avons le droit de regarder d'un peu près les professeurs de gauchisme, les parangons du vertu révolutionnaire qui font la leçon de si haut et se croient en mesure de nous insulter.

En voici un, Andrès Nin, peint par lui-même. C'est l'homme de confiance, semble-t-il, de Trotsky en Espagne. Avouons que Trotsky, sur ce point, est logique en nous refusant ce qu'il accorde à l'auteur de *Chacun à sa place.* Tout le monde ne peut pas avoir écrit des déclarations pareilles.

Trotsky a des critères insondables, comme les desseins de la Providence.

⁂

Dans la *Révolution Prolétarienne,* n° 2, février 1925, il a paru un court article de A. Rosmer intitulé : *De la « volaille à plumer » au « bonapartisme international ».*

A titre documentaire, signalons que la lettre dont il s'agit dans cet article, envoyée de Moscou par Souvarine à Rosmer, avait été volée dans un bureau de l'ambassade soviétique à Paris, et citée au pseudo-congrès communiste de Clichy mais tronquée, mutilée, falsifiée, par celui qu'on appelait alors l'histrion (ami et complice d'un certain Werth dont il faudra un jour dire deux mots).

Voici l'article de Rosmer :

L'histoire du « bonapartisme international », jetée sur le Congrès du Parti communiste dès sa première séance, pour créer une certaine atmosphère, est bien digne du grotesque qui paraît prendre un plaisir particulier à collectionner les formules absurdes et les images risibles. Encore ne les connaît-on pas toutes, car il en est qu'on s'est hâté d'étouffer aussitôt qu'exprimées.

Des adversaires de Trotsky ont lancé contre lui, au début même du grave conflit présent, la calomnie meurtrière. Ce n'était pas une chose qu'on imprimait. On se bornait à la murmurer à l'oreille. La calomnie classique.

Pourtant, comme elle était trop bête, il a fallu y renoncer. Et au cours des discussions récentes, on ne disait plus : Bonaparte, mais : Danton.

Treint, dont le zèle et le servilisme retardent, découvre aujourd'hui « un bonapartisme international », comme il a découvert jadis un « impérialisme ouvrier », le « plumage de la volaille » pour caractériser la tactique du front unique et d'autres choses du même goût.

On sait depuis longtemps qu'en isolant une phrase de son contexte, on peut lui faire dire exactement le contraire de ce qu'elle dit réellement. Les réformistes ne se sont pas privés d'user de cette méthode perfide à l'égard des écrits de Lénine, notamment d'une certaine phrase de la « Maladie infantile » sur le mensonge. La déformation est encore plus aisée quand il s'agit d'une lettre privée.

La lettre que Souvarine m'a écrite de Moscou le 26 novembre, si on veut en faire usage contre nous et contre la soi-disant droite internationale, *il faut en donner le texte tout entier.* Sa publication ne gêna ni Souvarine, ni moi. Elle en gêna d'autres. Surtout elle montrera l'ignominie de la manœuvre exécutée par Treint au Congrès de Clichy.

Nous n'avons jamais été et nous ne serons jamais de ceux qui se dresseront contre la Révolution russe. Nous l'avons servie et la servirons de notre mieux.

Mais l'individu qui ose parler de « bonapartisme international » a songé, lui, en 1919, à prendre du service, comme capitaine, dans l'armée de Pologne, c'est-à-dire au premier rang des armées de la contre-révolution qui, à dix reprises, portèrent le feu et le sang dans la Russie des Soviets. Lui-même a dû le reconnaître et, dans la justification qu'il en a tentée, il a pu seulement dire que, réflexion faite, il avait fait rayer son nom du tableau des volontaires. Encore cela demanderait-il à être vérifié. Il se peut fort bien que sa demande n'ait pas été accueillie, les soudards qui avaient pris goût à la guerre ne manquant pas en 1919.

En mettant les choses au mieux pour lui, il reste qu'il a eu besoin de réflexion pour s'apercevoir que la Pologne était voisine de la Russie des Soviets et servait de place forte à la contre-révolution internationale pour ses attaques. Et cela suffit amplement à le juger.

A. R.

Chacun à sa place, c'est le cas de le dire; l'article de Rosmer remet en place, d'un seul coup, trois hommes de gauche : Trotsky, Rosmer lui-même, et l'histrion avec lequel ils n'ont pas rougi de se commettre.

⁂

Avant Trosky et Rosmer, d'autres donneurs de leçons de gauche se sont commis avec l'histrion et ravalé à son niveau : les gens de *Contre le Courant.* Inutile de citer tel télégramme signé en commun, ni de se référer à certains pourparlers déshonorants. Plus intéressant est de rappeler, pour ceux qui ont la mémoire courte, ou de signaler, pour ceux qui ne savent pas, comment ces représentants de la démocratie ouvrière ont traité un camarade comme F. Loriot.

Voici le texte d'un *Post-Scriptum* de Loriot, à la suite d'un article de la *Révolution Prolétarienne,* n° 57, du 1er mai 1928 :

P.-S. — Cet article était écrit avant la réunion du Comité de Rédaction de *Contre le Courant,* du vendredi 20 avril.

Son insertion dans *Contre le Courant* en ayant été refusée et, d'autre part, la question de notre exclusion ayant été envisagée publiquement par Paz avant que le groupe en ait été saisi, nous ne pouvons nous dispenser de porter à la connaissance des militants les décisions de ce groupe.

Après un court débat qui confirma le désaccord sur la question du rôle du P.C. dans la révolution du prolétariat mondial, quatre camarades : Delsol, Hasfeld, Juin, Loriot, sur les neuf qui étaient présents estimèrent qu'en l'état actuel de l'opposition, ce désaccord n'était pas un motif de rupture. Les cinq autres, Maurice Paz, Magdeleine Marx, Delfosse, Roy et Briard constituant la majorité prononcèrent l'exclusion des premiers par le fait qu'ils exprimèrent l'avis que le travail en commun n'était plus possible. — F. L.

Ainsi, on dénie à F. Loriot et, somme toute, à près de la moitié du groupe, le droit de s'exprimer dans l'organe commun, on exclut hypocritement la minorité par cinq voix contre quatre, et l'on s'acoquine ensuite avec l'histrion, et l'on insulte bassement les communistes qui font leur devoir, qui disent ce qu'ils pensent, font ce qu'ils disent et restent fidèles à leurs principes. Tout cela au nom de la « gauche ». Et dans une époque où le communisme passe par les plus pénibles épreuves, où les vrais communistes n'ont pu survivre qu'au prix d'efforts et de sacrifices dont leurs contempteurs de gauche ou de droite n'auront jamais la moindre idée.

Ces messieurs et dames de l'hébertisme bolchévik-léniniste n'ont jamais eu que l'importance que Trotsky voulait bien leur accorder, au mépris du bon sens le plus élémentaire. Nous ne leur avons, quant à nous, jamais fait l'honneur de les prendre au sérieux, eux et leurs thèses, eux et leur « plate-forme », eux et leurs majuscules de gauche. C'est même notre silence qui les a déchaînés contre nous. Dans la certitude que la vie mettrait *chacun à sa place,* nous n'avons rien répondu à leur littérature vipérine, à leurs injures laborieuses.

Un beau jour, mais un peu tard, Trotsky a éprouvé le besoin de les jeter par-dessus bord. Ces gens-là avaient poussé l'impudence jusqu'à réprimander Racovsky, pour ses concessions à quelque chose comme « l'esprit de capitulation » (cité de mémoire, mais à peu près littéral). Ni plus, ni moins. On est de gauche ou on ne l'est pas.

Voici le texte de Trotsky, traduit du *Bulletin de l'Opposition,* n° 9, février-mars 1930 :

Mais en vérité, on a honte de rappeler qu'il s'est trouvé dans les rangs de l'opposition, ou tout au moins se sont comptés, des éléments qui n'ont rien trouvé de mieux que d'apprécier la déclaration de l'opposition russe dans le même esprit (que la presse bourgeoise et social-démocrate), c'est-à-dire comme un pas vers la capitulation idéologique.

Pour achever le tableau, un vieux lutteur couvert de blessures, Paz, est intervenu du haut de sa « plate-forme » (où est-elle, cette plate-forme ?) dans le rôle d'un Caton révolutionnaire. Il y a une espèce de dilettantes communistes qui tournent autour du brasier de la révolution, mais avec le principal souci de ne pas se brûler les doigts. Une partie de cette espèce de « communistes » a adhéré en son temps à l'opposition, dans l'espoir de se libérer de la discipline du Parti, de conserver une haute appellation sans consentir aucun sacrifice personnel. Et une telle espèce de « révolutionnaires » de salon donnent des leçons de fermeté à Racovsky, Sosnovsky, Coté Tsintsadzé, Okoudjava, V. Casparova, Boudou Mdivani et beaucoup d'autres, qui ont derrière eux des dizaines d'années de luttes révolutionnaires, de prison, de travail souterrain, de déportation, et qui démontrent encore aujourd'hui leur fidélité au prolétariat dans les montagnes de l'Altaï, dans les prisons de Tchéliabinsk et de Tobolsk, et non dans les salles du Palais de Justice de Paris.

Si Trotsky « a honte », même un peu tard, tant mieux. Mais il eût beaucoup mieux valu ne pas racoler, à tort et à travers, n'importe qui pour faire n'importe quoi. Et s'abstenir ensuite de rejeter sur d'autres ses propres responsabilités.

Chacun à sa place. Les gens de *Contre le Courant* s'en sont allés avec leurs thèses, leur plate-forme et leurs majuscules au parti S.F.I.O. Après Trotsky, — Paul-Boncour et Alexandre Varenne. Voilà la gauche. Et depuis bientôt cinq ans, Racovsky « capitule » à Barnaoul, en Sibérie.

D'aucuns se sont indignés de cette palinodie. Pas nous. C'était prévu, et prédit. L'adhésion au parti socialiste n'a rien de scandaleux en soi, le scandale est antérieur et tenait à la démagogie de gauche, aux intempestives leçons d'intransigeance et surtout à une campagne de diffamation *qui se poursuit encore* et nous oblige à quelques lignes de légitime défense.

⁂

Il est dit, cependant, que Trotsky est incapable de profiter des leçons de l'expérience. Voici ce que nous lisons dans une note du *Bulletin de l'Opposition,* n° 17-18, de novembre-décembre 1930 (il s'agit toujours de la soi-disant capitulation ou demi-capitulation de Racovsky) :

Le peu de sérieux de cette critique est particulièrement souligné par le fait qu'à sa tête se trouvait Paz, à qui l'accusation de tendances capitulardes con-

tre Racovsky était nécessaire pour quitter les rangs du mouvement révolutionnaire où il n'était qu'un hôte occasionnel. Cependant, nous ne pouvons pas oublier que, dans un bloc avec Paz contre Racovsky est intervenu aussi Treint qui, malgré toutes les fautes qu'il a commises et commet encore, n'est pas, nous voulons l'espérer, une figure occasionnelle sur l'arène de la lutte révolutionnaire.

« Nous voulons l'espérer », cela signifie que Trosky cherchait encore à racoler l'histrion. Nous ignorons, et ne voulons pas savoir, le détail des embrassades et des ruptures qui ont suivi. L'histrion relève de la rubrique des Faits-Divers et c'est pourquoi nous n'en parlons jamais dans nos publications, où cette rubrique fait défaut. Mais si Trotsky ou quelqu'un d'autre prétend remettre en circulation un pareil scélérat, dont la seule évocation donne des nausées, nous retrousserons nos manches et ferons l'opération de salubrité nécessaire.

Chacun à sa place. Que l'histrion ne se risque pas à rôder autour de la nôtre.

⁂

Autre moniteur de la gauche, représentant officiel de Trotsky auprès de *Contre le Courant*, l'auteur des articles signés Flavius ou Joseph, guide et conseiller attitré de ces messieurs et dames à plate-forme et à majuscules.

Dans le n° 6 du *Bulletin de l'Opposition*, octobre 1929, voici ce que Trotsky s'est décidé à écrire :

Kharine a vécu à Paris en 1928, travaillé à la Représentation commerciale soviétique et mené une activité d'opposition. Le 27 mai de cette année, il écrivait encore à Constantinople :... « Hier j'ai reçu de vous le Bulletin n° 1... Je suis prêt à exécuter tout travail, s'il le faut ». Dans cette lettre, il demandait de lui donner des liaisons, des adresses pour la correspondance, etc. Peu de temps auparavant, Kharine proposait d'aller en Russie pour établir des liaisons, etc... Aucune de ces lettres ne contenait trace de doute ou d'hésitation idéologique. Au contraire, l'auteur s'exprimait de la façon la plus « intransigeante ». Cela n'a pas empêché Kharine, presque en même temps qu'il écrivait la lettre citée plus haut, de remettre tout ce qu'il avait comme lettres et matériaux à ses supérieurs (y compris la matière originale du n° 1 de notre bulletin). Comme c'est tout à fait évident aujourd'hui, ses dernières lettres avaient un but de provocation: recevoir de l'opposition des documents, les livrer à qui de droit et s'en faire un capital politique,

Ce n'est pas un homme fatigué, vidé ou égaré. Non! C'est un piètre arriviste, qui change de point de vue en 24 heures et n'ayant rien de commun avec l'idéologie.

Notre rédacteur s'est toujours refusé à rencontrer ce provocateur, ce mouchard très à gauche, qui a été le directeur de conscience des gens de *Contre le Courant*. Le bloc enkharinè ne nous disait rien qui vaille. Cependant que Trotsky n'a cessé de racoler des Kharine, et pis encore.

Une fois de plus, la vie a remis *chacun à sa place.*

⁂

En Belgique, la gauche authentifiée par Trotsky avait pour porte-parole et porte-plume W. Van Overstraeten. Comment? Pourquoi?

Un document, publié dans l'*Humanité* du 5 août 1925, va peut-être nous mettre sur la voie :

SOUVARINE ET Cie DENONCES PAR LE P.C. BELGE

RÉSOLUTION DU C. C. BELGE SUR LA *Révolution Prolétarienne*, LA REVUE DU GROUPE MONATTE-ROSMER-SOUVARINE.

Le Comité Central du Parti communiste belge condamne d'une façon nette et catégorique la *Révolution Prolétarienne* comme organe anticommuniste dans sa ligne politique et contre-révolutionnaire dans son action et sa campagne contre l'Internationale communiste et la Révolution russe.

Déclare n'entretenir aucun rapport avec le groupe de la *Révolution Prolétarienne*, formé après l'exclusion de Rosmer, Monatte et consorts du Parti communiste français.

LE COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE BELGE.

Cela commence à devenir clair : pour être admis dans la gauche, il faut avoir à son actif quelque exploit de ce genre.

Et qu'on nous entende bien. Nous ne songeons pas à contester le droit d'un camarade d'avoir une opinion contraire à la nôtre, ou à lui refuser le respect pour cette raison. Si W. Van Overstraeten *avait pensé* ce qui est écrit dans la résolution ci-dessus, il n'y aurait rien à dire. Mais précisément, *il ne le pensait pas.* Nous avons des lettres de lui qui le prouvent. Toute la question est là.

A noter que dans le texte dont il s'agit, le nom de Souvarine n'est pas prononcé. Ce nom a été mis, plus ou moins arbitrairement, dans le titre et dans le sous-titre, par l'histrion faussaire.

Chacun à sa place : Overstraeten cherche aujourd'hui à entrer dans le Parti ouvrier belge, nous écrit un camarade. On lui fait faire antichambre. Nous ignorons la suite et ne sommes pas pressés de la connaître. Il suffit. Nous n'avons rien à objecter à cette adhésion. Notre objection vise la démagogie dite, indûment, de gauche.

⁂

Autre illustration du gauchisme intégral et à majuscules. Nos diffamateurs et calomniateurs ont publié dans *Contre le Courant*, n° 29-30 du 6 mai 1929, un placard en caractères d'affiche, suite à une invraisemblable lettre ouverte au sieur Barbusse. Ci-dessous le texte :

HENRI BARBUSSE *a lu notre lettre ouverte.*
Silencieux et complice, devant les horreurs de l' « ISOLATEUR » de Tobolsk, devant le bannissement de TROTSKY, il n'ose pas élever la voix!
ALORS... BARBUSSE-PONCE-PILATE ?

Après quoi, tous ces gendelettres sont tombés dans les bras les uns des autres. « Complice », « horreurs », « Ponce-Pilate », ce n'était que littérature. Entre gens bien élevés, cela ne tire pas à conséquence. On se traite mutuellement par tous les noms et, ensuite, on boit à la prospérité de l'isolateur de Tobolsk. Ceux qui, à ce spectacle, ont des haut-le-cœur, ne sauront jamais vivre. D'ailleurs, ne sont-ils pas de pauvres droitiers?

Chacun à sa place. En effet, les gendelettres ont fini par trouver la leur. Pendant ce temps, Racovsky s'abandonne aux délices de « l'esprit de capitulation » en Sibérie. Cet homme ne comprendra jamais rien à la politique.

⁂

Il y a mieux encore. Après « l'opposition de gauche », après le parti socialiste, après la littérature pacifiste stalinienne, nos contempteurs de *Contre le Courant* ont trouvé leur voie dans une revue dirigée par un exclu de l'*Action Française*, un des premiers adhérents du *Faisceau* des chemises bleues, de burlesque mémoire, certes, mais dont les intentions avouées étaient d'administrer l'huile de ricin et la matraque aux ouvriers français, de saccager et d'incendier leurs bourses du travail, à l'exemple du fascisme italien.

C'est du moins ce que nous apprend le collabo-

rateur de la *Critique Sociale* chargé de parcourir cette revue pro-fasciste et plusieurs autres. A l'intention des incrédules, ce camarade a découpé en fin d'article quelques lignes qui valent leur pesant de majuscules. Il s'agit d'un trou de province où le toit du presbytère a besoin de réparations... Le maire ne veut pas remettre les tuiles... Le curé se met en grève... Bref, conclusion :

...Tout progrès réel dans une affaire de presbytère est le fruit d'un effort souvent plus méritoire que le plus étourdissant des programmes ultra-révolutionnaires. Maurice Paz.

Un étourdissant programme révolutionnaire, c'est pourtant bien à peu près la même chose qu'une plate-forme de gauche contre les koulaks?

Somme toute, tandis que Racovsky « capitule » en mangeant des briques à Barnaoul, son censeur implacable est absorbé par la question des tuiles du presbytère.

Et en fait de plate-forme, notre insulteur se contente aujourd'hui d'un haut-de-forme.

⁂

La suite au prochain numéro.

ENTRE NOUS

Avant d'écrire ces quelques lignes à l'intention de nos amis, notre mouvement instinctif a été de relire ce que nous disions dans le numéro précédent, sous la même rubrique.

Tout ce que nous avons dit, nous pouvons le répéter. Et pas seulement ce que nous disions dans le dernier numéro, mais dans les autres aussi.

« *Le communisme est en veilleuse* »... Nous le répétions, après cinq ans. A présent, cela fait huit années. On nous a couvert d'insultes. Où sont aujourd'hui nos insulteurs, les terribles porteurs de torches qui s'indignaient de la veilleuse? Au parti socialiste, pour tenir la chandelle.

« *Nous existerons avec ou sans* Bulletin »... Nous avons existé. Le *Cercle* s'est réuni régulièrement, a travaillé, a formé une jeune équipe de militants instruits du marxisme. Il a perdu des membres mais en a gagné de plus nombreux, et de meilleurs. Il a changé de nom sans changer d'esprit ni de programme. Communiste il était, communiste il est resté. Démocratique, bien entendu.

La veilleuse clignote, mais ne s'éteint pas... Le *Cercle* a édité une brochure : *Déclaration et Statuts*, fruit d'un travail réellement collectif, discuté ligne à ligne, mot à mot. Excellent exercice pour la santé intellectuelle. Il a rédigé plusieurs autres textes, pas toujours de la même façon, mais toujours avec une discussion approfondie, saine et franche; certains de ces documents ont trouvé place dans ce numéro. Il collabore activement, depuis bientôt un an, au *Travailleur*, journal de la Fédération communiste indépendante de l'Est. En outre, plusieurs de ses membres publient depuis quelque deux ans une revue substantielle, la *Critique Sociale*, revue des idées et des livres comme l'indique son sous-titre, revue d'études et de recherches, sans prétention d'orthodoxie, où la marge des divergences de vues est assez large par définition. Enfin, voici un numéro-double du *Bulletin*, qui n'est pas le dernier.

Ni le *Bulletin*, ni la *Critique Sociale*, ni le *Travailleur* ne sont des organes du *Cercle*, au point de vue formel.

Le *Bulletin* est resté dans la situation particulière commandée par les conditions de son origine (nouvelle série) : l'opposition communiste comptait alors bon nombre de membres du Parti et il s'agissait, en présentant le *Bulletin* comme une initiative privée, de ne pas fournir de prétextes à leur exclusion. Les vicissitudes ultérieures de l'opposition et du *Bulletin* n'ont rien laissé subsister de ces conditions, mais la force d'inertie, le manque de moyens matériels, les divergences de vues dans le *Cercle* ont fait renvoyer plusieurs fois les projets de réforme.

D'autre part, le *Bulletin* a vécu surtout des subsides de son rédacteur qui lui versait la moitié, parfois les deux tiers de son salaire, pendant le temps trop bref où ledit rédacteur a eu un travail régulièrement rémunéré. (Si nous publions tous les comptes, on verra que la contribution matérielle du rédacteur a été plus considérable encore que sa part de rédaction.) Quand, à court de ressources et à bout d'expédients, il a fallu renoncer à paraître, le *Cercle* ne pouvait assumer la publication, avec son encaisse de 560 francs (chiffre à la date du lâchage de ses secrétaires, passés selon le mot de l'un d'eux à la « fraction byzantine ».) L'an dernier, une camarade a suggéré de reprendre l'édition du *Bulletin*, comme organe du *Cercle;* d'autres estiment plus indiqué de traduire notre effort de propagande sous forme du journal plusieurs fois décidé, mais plusieurs fois ajourné. Le *Cercle* lui-même décidera, d'après ses moyens et ses considérations d'actualité.

La *Critique Sociale* est l'œuvre de camarades du *Cercle*, mais non exclusive; sur le plan de culture générale où on l'a placée, elle devrait servir à des investigations, des sondages, des confrontations d'idées que ne peut se permettre un groupe déjà absorbé dans une tâche politique bien définie. Il est possible et probable que cette revue se transforme plus tard, selon les apports intellectuels qui lui seront donnés. Mais laissons la *Zukunftmusik* pour rester dans le présent, déjà assez chargé.

Le *Travailleur* est l'organe de la Fédération communiste de l'Est, qui a noué des liens solides avec le *Cercle* dont plusieurs membres collaborent assidûment au journal. Il y a donc entr'aide et coopération, non identification. Dans les conditions actuelles, il serait prématuré de partager entièrement les responsabilités. Deux ou trois voyages à Besançon, Valentigney et Belfort, de délégués du *Cercle*, n'ont pas épuisé les échanges de vues nécessaires. L'autonomie respective des deux groupements n'a pas nui à leurs rapports ni empêché leurs accords sur le terrain de déclarations communes. Le secrétaire du *Cercle* est membre de la Commission Exécutive de la Fédération. Tous les adhérents du *Cercle* sont abonnés au journal et le *Cercle* comme tel a souscrit plusieurs parts de la société en formation. Le *Travailleur* vit et équilibre son budget sur une base locale stable et, par conséquent, doit garder son caractère régional qui ne permet pas de faire plus large place aux préoccupations du *Cercle*, en particulier dans l'ordre international. La question d'un organe futur du *Cercle* reste donc entière.

A propos du *Travailleur*, il importe de dissiper l'ombre d'une équivoque : d'aucuns ont insinué, par malveillance, que nous aurions composé avec un ex-bolchévisateur, installé à Belfort. C'est tout à fait inexact. Nous avons refusé, au contraire, d'avoir la moindre relation de ce genre et n'avons consenti à collaborer au journal que sur l'assurance catégorique d'une sorte d'auto-liquidation du personnage. En effet, l'épuration s'est accomplie en quelques semaines. Nous n'avons jamais eu et n'aurons jamais rien de commun avec les gens de la bolchévisation. Il n'est pas difficile de faire la distinction entre trompeurs et trompés.

Certains camarades, surtout des jeunes, viennent nous dire à présent qu'il est impossible de tenir éter-

nellement rigueur à des bolchévisateurs repentis. A quoi nous répondons : il y a des crimes que rien n'efface, sinon le temps et la disparition des criminels. Le seul service que peuvent rendre les ex-bolchévisateurs, c'est de ne plus jamais se mêler à nos affaires. Au surplus, nous n'en connaissons pas qui regrettent leurs actes, qui se soient rétractés, qui aient essayé de réparer le mal dont ils sont coupables. La moindre sincérité les pousserait à s'exprimer à haute et intelligible voix, pour soulager leur conscience. Or, on ignore encore en 1933 de qui et de quoi il s'agit, sinon par des propos réticents et malhonnêtes destinés à tromper de jeunes militants, et dont il ne reste ensuite ni traces, ni témoins.

« Je pardonne tout, mais je n'oublie rien », disait Guizot dans une formule frappante que nous avons reprise à notre compte et souvent rappelée, au cours des dernières années. Aucun sentiment vindicatif ne nous anime contre des ennemis pour la plupart méprisables. Mais nous ne pouvons oublier la désastreuse expérience qui a perdu le grand mouvement de la IIIe Internationale et saurons veiller à ne pas laisser contaminer l'embryon du mouvement futur. C'est à contre-cœur qu'il nous arrive de fouiller dans le passé pour préserver l'avenir de nos idées. Ces histoires ne nous amusent ni ne nous intéressent. Mais nous vaincrons ce dégoût, chaque fois qu'il le faudra, pour repousser toute immixtion indésirable. D'où la rubrique, inaugurée dans ce fascicule : *Chacun à sa place*. Avis aux amateurs, agents de la bolchévisation première et deuxième cuvées.

Au cours des années de bolchévisation, il y a eu bien des incidents, bien des conflits, bien des disputes. En règle générale, notre attitude consiste à n'y pas faire écho, même pour nous défendre ou nous justifier. Il est très rare que nous ayions répondu à une attaque (et quand cela nous est arrivé, à titre exceptionnel, ce fut toujours comme concession à ceux de nos amis qui trouvaient plus d'inconvénients que d'avantages à garder le silence). Non pas par esprit tolstoïen, mais pour ne pas contribuer à alimenter le découragement qui a détourné du mouvement tant de camarades. Et aussi par une propension naturelle à ne pas perdre son temps à des misères. Mais pour la bonne règle et dans l'intérêt d'un parti futur, il y a un dossier : *Diffamations-Calomnies-Injures*, où s'empile une masse imposante de documents. Beaucoup n'ont jamais été lus en leur temps, car il suffit de se rappeler titres et signatures... On consultera ce dossier, chaque fois que ce sera nécessaire. Comme il n'existe pas de tribunal correctionnel pour trancher une bonne fois ces questions à mesure qu'elles se présentent, ne devrait-on pas, à défaut, introduire dans nos milieux et dans nos mœurs la pratique du « jury d'honneur », permettant de faire justice, sur le champ, d'une calomnie et, du même coup, d'un calomniateur? Cela retiendrait peut-être sur la mauvaise pente les cyniques et les fourbes qui se croient tout permis sous prétexte que « c'est de la politique », et prennent de grands airs supérieurs pour toiser les « moralistes » de notre espèce. Dans cet ordre d'idées, il faudra faire bientôt des propositions pratiques.

Nous avions prévu un numéro de 16 pages, avec *Table des Matières*. En voici un de 32 pages, sans la *Table*. Beaucoup de textes se sont accumulés en trois ans au cours desquels notre rédacteur, rendu indisponible par l'impécuniosité des temps, absorbé dans de pénibles besognes ne laissant ni loisir, ni aucune liberté d'esprit, n'a pu rien publier, hormis sa contribution à la *Critique Sociale* et au *Travailleur*. Mais nous ne sommes pas découragés ni intellectuellement fatigués, nous sommes simplement fauchés. Il y aura donc au moins un n° 34 encore, et peut-être même un n° 35, pour peu que nos amis répondent à notre appel et participent à la souscription ouverte à l'occasion de la sortie de ce numéro-ci. Envoyer les fonds à E. Liénert, 3, allée de l'Alma, Le Perreux (Seine).

CLARA ZETKIN

Le 20 juin, Clara Zetkin est morte à Arkhangelskoié, près de Moscou. Elle avait 76 ans.

Lors de son 70e anniversaire, nous avons rappelé dans le *Bulletin* cette parole de Bebel : « *Il n'y a que deux hommes dans la social-démocratie allemande, Clara Zetkin et Rosa Luxembourg.* » C'est encore le meilleur éloge rétrospectif qu'on puisse prononcer sur sa tombe.

Par l'ardeur de son tempérament extraordinaire beaucoup plus que par ses vues théoriques, elle a toujours milité à la gauche de la social-démocratie. Rosa Luxembourg, dont l'envergure intellectuelle et la force de caractère dépassaient de très loin tous ses camarades, l'a influencée dans le meilleur sens. De 1892 à 1916, elle dirigea la *Gleichheit*, le journal féminin de son parti.

Pendant la guerre, elle n'a pas été entièrement solidaire de la Ligue Spartacus. Membre du parti socialiste indépendant après la scission de 1916, elle est entrée dans le parti communiste lors de la fusion de 1920. A la première crise, elle se trouva dans l'opposition, aux côtés de Paul Lévi dont ne la séparait que la question de discipline. Les efforts personnels de Lénine la retinrent dans le parti. Il est du plus haut intérêt de lire ses *Souvenirs* sur ce sujet et sur bien d'autres.

En 1923 et dans la suite, elle sympathisait ouvertement avec Brandler et Thalheimer, mais, déjà, son grand âge ne lui permettait plus de prendre fait et cause selon ses opinions. Elle essaya de protéger la droite tout en observant une discipline de pure forme pour éviter l'exclusion.

Dans la crise du parti bolchévik, après la mort de Lénine, ses préférences démocratiques et sentimentales allaient à Trotsky, sans approuver en tous points la position de la gauche. Mais elle ne pouvait plus militer pour la défense d'une conception indépendante. On la retenait au Kremlin, avec beaucoup d'égards extérieurs, pour la neutraliser. Mais sur le plan politique, elle était traitée en suspecte, du temps où Maslov et Ruth Fischer dirigeaient le Parti allemand.

En 1926, le « bloc » Trotsky-Zinoviev la détourna de la gauche. Il y avait de quoi. Par hostilité contre Ruth Fischer passée à l'opposition, elle adopta l'attitude contraire et passa, elle, à la bureaucratie. L'exclusion de Maslov et de Ruth Fischer la solidarisa définitivement, en apparence, avec Staline. Elle était toujours plus près de Brandler que de quiconque, mais n'avait plus la force de lutter.

Ses dernières années ne sont pas à son honneur. Il serait hypocrite de faire semblant de l'ignorer. Dans le jargon bolchévik, elle se situait à droite, et même à l'extrême-droite. Mais elle a couvert de son nom la dictature *sur* le prolétariat, la dictature *contre* le prolétariat, exercée par Staline. Cela n'ajoute rien à son renom, au contraire.

Mais la postérité ne se souviendra que de la Clara Zetkin en pleine possession de ses moyens, celle qui se déterminait librement et pouvait se tromper en toute sincérité sans jamais cesser d'être fidèle à son idéal, — la cause des travailleurs, la révolution sociale, le communisme.

Le Gérant: M. PINEAU.

LA COOTYPOGRAPHIE
11, Rue de Metz, Courbevoie (Seine)

Pour la dictature du Prolétariat en U.R.S.S.!

SAUVEZ LES OPPOSITIONNELS DÉPORTÉS!

Ouvriers communistes!
Travailleurs révolutionnaires!

La Ligue communiste (Opposition) porte à votre connaissance la situation dans laquelle se trouve l'Opposition communiste (Bolchevik-Léniniste) en U.R.S.S. Nous, communistes de gauche en France, estimons de notre devoir d'attirer votre attention sur les questions suivantes :

Nous combattons avec le Parti communiste dans tous les pays capitalistes pour la dictature du prolétariat, pour la défense de l'U.R.S.S., *contre les chefs traîtres de la social-démocratie et des syndicats réformistes et, en France, contre l'aile droite dans la C.G.T.U. (Comité pour l'Indépendance du syndicalisme). A cause de cela, nous sommes, aussi bien que le Parti, victimes de la répression capitaliste. La bourgeoisie a un sens de classe averti ; c'est pourquoi elle ne fait aucune distinction entre les communistes membres du Parti et les communistes membres de l'Opposition de gauche. En Espagne, en Italie, en Indochine et en France, les communistes de gauche sont à l'avant-garde de la lutte et subissent les coups violents de la répression impérialiste.*

Notre situation est des plus difficiles. Nous n'avons pas seulement à combattre la bourgeoisie et ses serviteurs, mais notre devoir est aussi de dénoncer tous les actes honteux auxquels se livre la fraction stalinienne contre les héros de la Révolution d'Octobre.

Pourquoi la fraction stalinienne se livre-t-elle à de tels actes ? Dans le seul but de conserver intacte son autorité bureaucratique sur le Parti. Notre ligne politique dans toutes les questions décisives s'est montrée juste. Nous avons lutté pour une industrialisation accélérée en U.R.S.S. au moment où Staline était à la remorque de la droite, nous avons été aussi les pionniers d'une collectivisation de l'agriculture en U.R.S.S. contre le mot d'ordre « Paysans, enrichissez-vous ». Mais nous avons aussi le courage de crier aux staliniens « Halte ! » lorsqu'ils sautent de l'ornière de droite à celle d'ultra-gauche. Les mots d'ordre « Enrichissez-vous », «Trotsky hyper-industrialisateur », « socialisme à pas de tortue », sont oubliés et à leur place les staliniens ont inventé les mots d'ordre « Liquidation du Koulak en tant que classe en quatre ans », « construction du socialisme dans un seul pays ». Tous les zig-zags dans la politique soviétique affaiblissent la dictature du prolétariat en U.R.S.S. Depuis des années, l'opposition a prévu cela, elle a averti le Parti et c'est seulement pour cela qu'elle a été déportée en Sibérie, emprisonnée dans les isolateurs et qu'un des grands chefs de la Révolution d'Octobre, le créateur de l'armée Rouge, Trotsky, a été expulsé de l'Union Soviétique. Là où la politique stalinienne a fait faillite, la force brutale a remplacé la discussion fraternelle entre camarades du Parti. Par les bannissements, les expulsions, les fusillades des héros d'Octobre, Staline obtint « l'unanimité » dans le Parti, mais au détriment de la puissance du Parti. En résumé, par l'acceptation de notre ligne juste en U.R.S.S. — une industrialisation et une collectivisation accélérées en rapport avec les ressources matérielles et techniques, par le rejet de la théorie du « socialisme dans un seul pays », par une lutte impitoyable, sans zig-zags, contre les Koulaks, par une discussion politique dans le Parti comme au temps de Lénine, dans ces conditions seulement se fortifieront les bases du socialisme en U.R.S.S., le Parti se renforcera et se régénérera.

Nous repoussons la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Le socialisme signifie la suppression des classes et des Etats, ce qui en fait un problème international, qui ne peut être résolu que sur le plan international. *Les ouvriers russes ne sont nullement coupables de ne pas pouvoir construire aujourd'hui intégralement le socialisme. Ils ne peuvent que par une politique* juste *poser les bases du socialisme, renforcer la dictature du prolétariat en liaison étroite avec le développement de la Révolution mondiale. C'est aux travailleurs de l'Europe occidentale au premier plan, à aider les travailleurs russes et de ce fait, eux-mêmes, en préparant, en organisant la Révolution mondiale. Pour cela une politique juste dans l'Internationale est également indispensable. Pas de « troisième période », pas de « social-fascisme », mais un large front unique entre tous les exploités. Le rôle dirigeant appartiendra à un parti communiste qui n'emploiera pas la force physique contre certains de ses membres, mais qui saura résoudre les différends par la discussion politique. La puissante bourgeoisie européenne ne sera pas vaincue par une bureaucratie et des fonctionnaires, mais par un vrai parti bolchévik, aux buts précis, aux cadres bien forgés.*

Nous nous adressons à tous les travailleurs révolutionnaires, nous les appelons à lutter avec nous pour un parti régénéré, pour sauver les bolchéviks russes déportés en Sibérie. Il ne faut pas laisser succomber les héros de la Révolution, car la classe ouvrière a besoin d'eux. Discutez ces questions dans vos organisations (parti, syndicats, S.R.I.). Forcez vos dirigeants à répondre de leurs actes. Ne laissez pas détruire l'aile marxiste de l'Internationale avant qu'il soit trop tard !

Luttez avec nous pour l'U.R.S.S., pour le Parti, contre une direction zig-zagante sans principes, contre les traîtres de la social-démocratie, pour notre réintégration dans le Parti, pour la Révolution prolétarienne mondiale !

La Ligue Communiste (Opposition.)

Un effroyable renforcement des représailles contre les bolchéviks-léninistes — élément le plus important de la préparation au 16e Congrès du P.C. Russe

Depuis le printemps de cette année, la direction stalinienne a été contrainte de poser à nouveau comme une tâche actuelle la question de « l'extermination de l'opposition ». Cette tâche résulte de ce que, bien que les membres de l'appareil se vantent du contraire, l'*opposition vit, travaille et travaillera*. Il suffit de parcourir les journaux soviétiques pour se convaincre qu'il se passe rarement une assemblée de cellule ou une conférence du Parti sans qu'y prennent la parole des oppositionnels ou des demi-oppositionnels. La lutte de l'appareil contre l'opposition de gauche se développe exclusivement par les moyens de la répression. En liaison avec ce Congrès, la répression s'est accrue d'une façon effroyable. Le monolithisme pourri d'en haut est assuré par la contrainte, les arrestations, le bannissement de la base. Les isolateurs remplacent la discussion qui eut dû précéder le Congrès. C'est ainsi que le Congrès du Parti a été préparé. Le but de cet exposé est de donner une information réelle, particulièrement sur la « préparation » du Congrès. En janvier-février encore, il y eut une forte vague d'arrestations d'oppositionnels, de camarades qui sympathisaient avec eux, et même de camarades simplement suspectés de sympathiser avec eux. D'après un calcul approximatif, plus ou moins juste, rien qu'à Moscou furent arrêtés 300 camarades. Une grande quantité de camarades arrêtés en province ont passé par Moscou à la prison Boutirskaia), venant surtout de l'Ukraine, et notamment du bassin charbonnier du Donetz.

Il y avait à Boutirki quelques dizaines d'ouvriers sans-parti de Moscou, arrêtés à cause de la sympathie qu'ils avaient exprimé pour l'opposition, et qui sont maintenant déportés en Sibérie. Parmi les emprisonnés il y avait aussi un certain pourcentage de capitulards, surtout de ceux qui se sont repentis sous l'influence d'une faiblesse momentanée, et qui ont déclaré ensuite, presque ouvertement, qu'ils avaient commis une erreur. Beaucoup d'entre eux ne sont déjà même plus déportés, mais envoyés dans les isolateurs. On exige maintenant des capitulards non seulement le reniement complet et absolu de leurs convictions, mais aussi *qu'ils dévoilent toutes leurs liaisons. Pour un refus — c'est l'isolateur* (Zabrowskaia, Blumenfeld, et des dizaines d'autres). Jusqu'où on ira, quant aux arrestations et aux déportations, on peut le voir par ce fait, que parmi ceux qui ont été arrêtés il y a un fort pourcentage de gens arrêtés par hasard, « saisis » pour des raisons de parenté, ou simplement à cause d'un coup de casquette échangé avec un oppositionnel. C'est ainsi que l'on a arrêté des dizaines d'hommes qui n'ont aucun rapport avec l'opposition (il arrive souvent qu'ils deviennent, en prison et en déportation, de véritables oppositionnels !). Durant cette période, des camarades de Moscou ont diffusé un tract et ont pris en mains la direction de toute une série de grèves, qui ont été provoquées par la politique de la bureaucratie (dans Serpouchow, à Moscou, quatre usines de Mostriutaga, et d'autres). Cela a irrité davantage encore les bureaucrates.

Ce qu'est la déportation

Une vague d'arrestations, qui a commencé à la fin de l'hiver, s'est continuée encore et a crû jusqu'au mois de mai. Le nombre de personnes arrêtées à cette époque est au moins de 500, sans compter plus d'une centaines de personnes arrêtées qui ont été transportées dans les isolateurs. A ce jour, ce chiffre s'est encore accru.

Il faut ici faire une remarque : la répression stalinienne exercée contre les bolchéviks-léninistes se distingue de celle exercée contre les mnchéviks et les S.R. Alors que l'on isole simplement ces derniers de la vie sociale du pays, pour les empêcher dans leur action contre-révolutionnaire contre la dictature prolétarienne, pour les oppositionnels qui combattent le centrisme qui ébranle la dictature du prolétariat — le cours stalinien est orienté vers leur *étranglement moral et leur extermination physique.*

Parmi les oppositionnels arrêtés en hiver se trouvaient les camarades *Silow* et *Rabinovitsch,* qui ont tout particulièrement déchaîné contre eux la haine de l'appareil : *ils ont été fusillés.* Comment le camarade Blumkine a été fusillé auparavant, ce crime est connu du monde entier.

La répression s'est renforcée contre tous les déportés. On a institué là-bas un régime de cauchemar ; ils ont perdu le droit au travail, c'est-à-dire le droit de servir, et ont acquis par là celui d'avoir faim. Le secours officiel que reçoit un déporté est réduit depuis longtemps déjà à 15 roubles, et cela signifie la faim, et en hiver le froid, comme ils ne possèdent pas le droit d'être membres des coopératives, ils ne peuvent souvient rien acheter, même avec ces 15 roubles, ils habitent dans des logements sans feu, restent des semaines sans nourriture chaude, souvent sans lumière. Particulièrement pénible est la situation des déportés de Narim, un des plus terribles lieux de déportation de la Sibérie. Les déportés de Narim sont littéralement condamnés à la mort par la faim. De plus, à Narim qui, par la dureté des conditions de vie, est assimilable à un isolateur, on transporte les bolchéviks primitivement déportés ailleurs dans un nombre toujours croissant. *C'est un cours consciemment orienté vers l'extermination physique de l'opposition.* En sus des privations matérielles, tout déporté est exposé à de « petites » vexations sans nombre, qui sont le fruit de l'arbitraire absolu et de l'impunité de la Guépéou locale. On retient ce secours déjà infime (on cite un cas où il ne fut pas versé quatre mois durant, et où il ne fut répondu aux réclamations que par des railleries de ce genre : « Allez à Moscou ! » — c'est-à-dire : capitulez ! Dans une situation semblable, un camarade réduit au désespoir demanda lui-même qu'on le conduisît dans un isolateur, et ce n'est pas là un cas unique), on arrête des personnes simplement soupçonnées de connaître un oppositionnel déporté, semant ainsi la terreur parmi la population locale, afin de jeter les oppositionnels dans un isolement absolu. On organise des perquisitions systématiques, au cours desquelles on ne saisit pas seulement les ouvrages politiques (au camarade *L.S. Sosnowski* en prison, on a pris son travail sur la politique agraire du centrisme, chez le camarade *Ch. G. Rakowski,* on a pris une déclaration au Parti, etc.), — mais aussi les citations des œuvres de Marx et de Lénine. Cela s'accompagne du blocus du courrier dans le but d'isoler politiquement les déportés. Lors du Congrès, la G.P.Ou. n'a laissé passer aucune lettre, pour empêcher l'élaboration d'une déclaration collective de l'opposition. Mais cela n'a pas réussi, et une déclaration portant les signatures des camarades Rakovsky, Mouralov, Kasparova et Kossior, a été présentée (tous les déportés s'y sont ralliés). En déportation, la réception d'une lettre, c'est un événement ! nous ne parlons même pas des lettres politiques, mais des lettres de la famille. Tous les déportés vivent sous la menace constante d'être transférés dans un isolateur (et cette menace existe pour n'importe quoi : par exemple un retard de cinq minutes pour l'inscription obligatoire à la G.P.Ou.). Souvent il n'est même pas donné d'explications formelles. Le but réel : briser l'intransigeance révolutionnaire de l'oppositionnel. En même temps qu'une tendance ouverte à transférer les points de déportation dans les régions les plus dures du Nord, les isolateurs se remplissent de plus en plus. Leur

nombre croît toujours, parce que ceux qui existaient sont déjà pleins. Le régime des prisons et des isolateurs est incomparablement plus pénible que celui de la déportation. Dans les prisons il n'y a souvent pas de lumière (les fenêtres sont recouvertes d'un panneau opaque), les cellules, humides, sont occupées par deux ou trois fois plus de prisonniers que n'en prévoit le règlement ; pour coucher, la place manque, non seulement sur les bas-flancs, mais même sur le sol.

Dans les isolateurs

Avec cela, quelles sont les conditions sanitaires, il n'est pas difficile d'en juger. Dans ces cellules, les oppositionnels, qui sont séparés les uns des autres, sont mêlés aux contre-révolutionnaires et aux criminels, qui ne détestent pas seulement nos camarades comme des représentants du bolchévisme, mais qui les haïssent et se moquent d'eux, rejetant sur eux toute la haine qu'ils nourrissent contre le pouvoir soviétique. Le système de la G.P.Ou. — tenir les oppositionnels dans des cellules communes aux criminels, n'a même pas existé dans les prisons du tzarisme. Ce système s'applique *seulement aux oppositionnels*. Les menchéviks (par exemple à *Boutirki*) jouissent de tous les droits des prisonniers politiques ; on les enferme séparément des criminels, les portes de leurs cellules sont ouvertes, ils ont une petite bibliothèque à leur disposition.

Les cellules des oppositionnels sont fermées, nulle part les visites ne leur sont accordées, ils n'ont droit à aucun objet envoyé de l'extérieur. Et par-dessus tout cela, on les traite grossièrement et on les outrage. Sous un tel régime, les grèves de la faim éclatent sans cesse, et se poursuivent parfois jusqu'à une issue mortelle, (rappelons la mort héroïque du camarade Boutow). A la grève de la faim, aux revendications minima des emprisonnés, la direction de la prison répond en les faisant battre systématiquement, en les arrosant d'eau pendant les froids rigoureux de l'hiver, etc. Les coups sont un système connu dans la prison de Karkov, dans l'isolateur de Werchnié-Uralsk, dans la prison de Léningrad et dans toute une série d'autres.

C'est par les coups qu'a été tué, à la prison de Leningrad le camarade Henrichson.

A Tomsk, Narim, Ichim

La colonie des oppositionnels déportés à Tomsk, a rassemblé une grande quantité de nouvelles sur les crimes absolument effroyables que Staline a perpétrés contre nos camarades. Elle a présenté un texte de protestation (1) auquel se sont ralliées toutes les autres colonies de déportés. Dans ce document, on communique que la faim règne dans tous les lieux de déportations des oppositionnels, il est établi que les conditions de déportation stalinienne, pour les bolcheviks, sont incomparablement pires que celles de la déportation du tzarisme pour les bolcheviks. Beaucoup de déportés sont devenus des invalides (on en compte des dizaines), par manque d'aucun secours médical, à Narim et dans d'autres lieux semblables. Les malades dans un état grave ne sont même pas transportés dans les régions habitées les plus proches où l'on peut trouver un docteur. Quand on se décide à transporter un malade, c'est seulement lorsqu'il se trouve dans un état désespéré. Cet hiver, beaucoup de camarades ont eu les membres gelés, et quelques camarades ont dû subir une amputation parce qu'on ne leur avait donné aucun secours médical à temps. Des bébés ont été, aussitôt après leur naissance, enlevés à leurs mères, et celles-ci envoyées dans les isolateurs (la camarade Yankowskaïa, entre autres.). Le même document nous apprend qu'*une nouvelle fusillade d'oppositionnels a eu lieu à Sotowki ;* avec cela, il n'est pas rare que la G.P.Ou prononce maintenant des condamnations non plus de 3 à 5 années, mais de 10 années, dans un but de vengeance contre la conduite politique d'un camarade. Par exemple, sans aucune preuve formelle, le camarade Golodni, a été condamné à 10 ans d'isolateur. Dans toutes les colonies de déportés, il y eut, avant le 6e Congrès, des camarades arrêtés et transportés dans les isolateurs. Nous ne donnons pas ici le nom des colonies ni le nom des camarades arrêtés, nous nous arrêterons seulement aux faits les plus éclatants.

En mai, à *Ichim*, toute la colonie fut arrêtée — neuf camarades — et de plus, 15 habitants de la ville, parmi lesquels, d'après l'accusation de la G.P.Ou., les oppositionnels auraient fait de la propagande. Tous se trouvent actuellement dans des conditions effroyables, nous écrivent nos camarades — ils sont enfermés dans la prison de Swerdlowsk. Deux d'entre eux sont gravement malades, ils ne reçoivent pas la ration des prisonniers politiques, ils sont enfermés dans des cellules différentes, et ils ont été contraints de déclarer la grève de la faim. Comment s'est terminée cette grève de la faim et surtout quel a été, par la suite, le sort des déportés d'Ichim, nous ne le savons pas. Le camarade qui nous informe, nomme cette arrestation commune avec 15 non-oppositionnels, un « amalgame », ce qui signifie une liaison artificielle, dans le but de discréditer nos camarades, avec des gens étrangers à l'opposition. La destruction de la colonie et la création d'un amalgame thermidorien sont l'œuvre d'un provocateur. La provocation exercée ces derniers temps contre l'opposition a pris des propotions homériques.

Non seulement les groupes d'oppositionnels qui se trouvent encore en liberté sont submergés par les provocateurs, mais ceux-ci « opèrent » aussi dans la déportation et dans les prisons. Là leur tâche est de découvrir les plus intransigeants, de provoquer la décomposition en amenant les camarades à capituler, etc. Un provocateur qui se présente sous le masque d'un « capitulard », c'est maintenant un phénomène courant dans la déportation.

A Kaminsk et à Rubtsevsk

C'est d'une manière analogue que l'on a détruit la colonie des déportées de *Kamink*. Deux camarades (Stolowski et Densow) ont été transférés dans la prison de Tomsk, les autres, dans les coins les plus reculés de la Sibérie. Cette colonie a été dispersée uniquement parce qu'elle n'a produit aucun capitulard. Dans leur déclaration au Comité central du P.C.R. et à la G.P.Ou. (2), les camarades de Kaminsk ont montré comment se recrutent les cadres de l'organisation locale du Parti. Se basant, sur des informations précises, ils nomment plus de trente membres du Parti occupant actuellement des postes de responsables, qui furent dans le temps des *Koltchakeftsi*, des agents de la répression blanche, et qui ont fusillé des rouges. Tous ces éléments sont, jusqu'à aujourd'hui encore, les chefs de ce district. Les Koltchakeftsi se trouvent surtout en grand nombre dans la G.P.Ou. Ce fait jette une lumière éclatante sur cette question : qui réalise

(1) Malheureusement, on ne peut déchiffrer qu'une infime partie de l'exemplaire que nous avons reçu.

(2) La déclaration est publiée complètement dans le Bulletin russe de l'Opposition n° 12-13.

la politique stalinienne, qui bafoue les bolchéviks déportés, qui aide à leur extermination ? Des ex-blancs, et ce n'est pas par hasard !

A *Rubtsevsk* (Sibérie), sans qu'aucune accusation ait été formulée contre eux, on a arrêté quatre oppositionnels : *Abramski, Antokolski, Veskresenski Evdingelstedt.* De la prison de Rubtsevsk, ils envoyèrent le 4 juin une déclaration au Comité Central du P.C.R. dans laquelle ils disaient : « Nous ne pouvons considérer cet acte répressif exercé contre nous autrement que comme une préparation, pour le moins singulière, au seizième Congrès du Parti... » « La répression n'arrêtera pas la lutte pour le redressement du Parti, de même que le dommage causé n'empêchera pas le Parti de retourner aux positions du léninisme. » Quel fut par la suite le sort des camarades de Rubtsevsk, cela nous est inconnu. Mais il n'y a aucun doute qu'ils seront emprisonnés dans les isolateurs. Une destruction analogue a eu lieu à Kansk ((camarades Kusminski et Landau), à Alma-Ata (camarade Goldin, et d'autres), à Slavgorod, Tshimkent et dans beaucoup d'autres lieux. Des perquisitions ont été effectuées partout. La perquisition serrée qui eut lieu chez le camarade Rakovski a été racontée partout et est bien connue. Sur lui, comme chef de l'opposition russe, les staliniens concentrent leur haine. Gravement malade (atteint d'une maladie de cœur et de malaria), le camarade Rakovski, loin d'être transféré dans un climat plus clément (comme des médecins l'avaient ordonné), a été transporté d'Astrakan à Barnaoul. Le camarade Rakovski, qui est âgé de cinquante-sept ans, dont quarante consacrés à la lutte pour le communisme, a passé un hiver très pénible, son organisme malade devant supporter des froids de 40 à 50 degrés. L'isolement dans lequel il est tenu est plus rigoureux que pour aucun. Le jeu de Staline est clair : lentement, mais sûrement, en finir avec Rakovski. C'est dans une situation encore plus pénible que se trouve un autre chef éminent de l'opposition, un vieux bolchevik, le camarade *L.S. Sosnovsky.* Il est incarcéré dans la prison de Tomsk, dans un régime d'isolement plus sévère que n'en ont jamais connu les prisons du tzarisme pour les condamnés à mort. Aucune correspondance ne lui est permise, aucun envoi autorisé, aucune relation avec les autres détenus ; il doit faire sa promenade en compagnie d'un agent spécial de la G.P.Ou. L'état de santé du camarade Sosnovski est critique. Un emprisonnement prolongé dans ces conditions, c'est pour lui la fin. C'est dans des conditions semblables que se trouve un autre vieux bolchévik, *E. D. Eltsin* (à l'isolateur de Sousdalsk) : ce camarade est atteint de tuberculose des os.

C'est ainsi que sur le dos de l'opposition de gauche, on a préparé le XVIe Congrès. En utilisant dans un but fractionnel la puissance de contrainte de l'appareil, la direction stalinienne a dressé cet appareil contre les représentants de l'aile gauche prolétarienne du Parti. Feu à gauche ! plus ce feu sera terrible, mieux apparaîtra, aux yeux des prolétaires, la faillite lamentable de la politique centriste. Par la faim, par le froid, par le blocus, par les outrages, par les coups et par la fusillade, le centrisme veut soutirer aux plus faibles la capitulation, et les plus forts, il les voue à la ruine. Entraver ce plan thermidorien, seule la classe ouvrière le peut, et particulièrement l'opposition internationale de gauche. C'est là son devoir, c'est là sa tâche. En en finissant avec l'aile gauche, Staline en finirait avec la Révolution d'Octobre. Cela, il faut le comprendre, cela, il faut l'empêcher, cela, il ne faut pas le permettre.

Exigez dans vos organisations révolutionnaires la liberté pour les communistes oppositionnels !

Vive la dictature du prolétariat !

Camarades !

Lisez tous les Vendredis *la Vérité*

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE OPPOSITION

Le n° 0 fr. 50, dans tous les Kiosques

45, boulevard de la Villette - PARIS (X[e])